

HENRI
WEBER

QUE RESTE-T-IL DE MAI 68 ?

ESSAI SUR
LES INTERPRÉTATIONS
DES «ÉVÉNEMENTS»



Henri Weber

**QUE RESTE-T-IL DE MAI
68 ?**

Essai sur les interprétations
des « Événements »

Nouvelle édition

Éditions du Seuil

1998
[1988]

Sommaire

Couverture

Présentation

Page de titre

Remerciements

Préface à l'édition de 1998 - *Trente ans après*

Sept thèses sur la révolution de Mai

Trois différences majeures

Que reste-t-il de Mai 68 ?

Vers un nouveau Mai ?

Introduction

CHAPITRE 1 - La ruse de la raison

Vers une « explosion généralisée des luttes »

« La jeunesse scolarisée : substitut provisoire au parti d'avant-garde »

« Une répétition générale »

« L'extension de la radicalisation à la classe ouvrière »

« Remodeler le mouvement ouvrier »

Des Trente Glorieuses aux « Trente Moroses »

CHAPITRE 2 - Psychodrames

Pluralisme interprétatif ?

CHAPITRE 3 - L'esprit du temps

Morphologie de Mai

Enfants de l'après-guerre

L'impact de la révolution coloniale

La génération des Trente Glorieuses

Les « contradictions culturelles du capitalisme »

Crise et déclin du communisme

CHAPITRE 4 - Un nouvel acteur historique

Les adolescents

La « fonction pythique » du milieu étudiant

Le gauchisme

CHAPITRE 5 - Le « travail de Mai »

La modernisation autoritaire

Un mouvement démocratique-libertaire

Message reçu

Un mouvement hédoniste et communautaire

Un mouvement romantique et messianique

CHAPITRE 6 - Avènement de l'individualisme narcissique ?

Un individualisme peut en cacher un autre

Le procès d'individualisation

Un narcissisme spiraliq

L'individualisme démocratique

De Prométhée à Narcisse

Une gueule de bois politique

L'effondrement de la culture révolutionnaire

La Révolution française est terminée

Fin de l'utopie ?

CHAPITRE 7 - Un printemps en hiver

Le réalisme démocratique

Rendez-vous en 1998

Postface à l'édition de 1998 - *Comment continuer ?*

À propos de l'auteur

Notes

Copyright d'origine

Achévé de numériser

Remerciements

L'idée de cet essai m'est venue à l'occasion du colloque organisé les 13 et 14 mai 1986 à Lyon par Évelyne Pisier, directrice du Centre des conceptions politiques classiques et modernes de l'université de Paris-I ; Luc Ferry, professeur à l'Institut d'études politiques de l'université de Lyon-II, et Olivier Duhamel, alors professeur de droit public à l'université de Paris-X et codirecteur de la revue *Pouvoirs*. S'ils sont tous trois innocents des thèses ici énoncées, ils portent néanmoins une lourde part de responsabilité dans l'impulsion initiale de leur énonciation. Qu'ils en soient ici remerciés.

Ma gratitude va également au GIP « Mutations industrielles », qui m'abrite depuis 1985, à l'ensemble des chercheurs qui m'ont soutenu de leur sympathie, et tout particulièrement à Yvonne Pauly, qui a dactylographié et mis en forme le texte.

Préface à l'édition de 1998

Trente ans après

Ce livre a été publié pour la première fois en avril 1988, pour le vingtième anniversaire de la révolution de Mai. Il ne relate pas par le menu la chronique des « événements ». D'autres s'en chargent, fort bien¹, et, de toute façon, la télévision veillera, en mai 1998, à rafraîchir les mémoires.

Je me suis attaché, en ce qui me concerne, à l'examen des *interprétations* de Mai 68, c'est-à-dire des tentatives d'explication et d'évaluation de ce qui s'est alors passé en France et dans le monde.

Au cours des dix dernières années, Mai 68 a quitté le champ du combat et du débat public et a basculé dans l'Histoire. À ma connaissance, aucune nouvelle théorie de la révolution de Mai n'est venue enrichir le corps des interprétations disponibles. C'est pourquoi cet essai n'a, à mon sens, rien perdu de son actualité, et c'est avec grand plaisir que j'ai accepté l'aimable proposition des Editions du Seuil de le republier en livre de poche.

Sept thèses sur la révolution de Mai

La thèse que j'y défends, contre de nombreux autres interprètes, peut se résumer en quelques points développés en autant de chapitres :

1. Laurent Joffrin, *Mai 68, histoire des événements*, Paris, Éd. du Seuil, 1988, coll. « Points » ; Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, t. I, *Les Années de rêve*, et t. II, *Les Années de poudre*, Paris, Éd. du Seuil, 1987 et 1988.

1) Mai 1968 n'est pas un événement franco-français, comme la Commune de Paris ou l'affaire Dreyfus. Sa dimension, sa réalité sont d'emblée internationales. Le mouvement surgit en Californie et au Japon, au début des années 60, connaît son point culminant en France et en Italie en 1968, et produit des « répliques » aux quatre coins du monde jusqu'au milieu des années soixante-dix.

2) Sa force motrice n'est pas une *classe sociale* — classe ouvrière ou « nouvelle classe » des ingénieurs-techniciens-cadres -, mais une *classe d'âge* : les adolescents et postadolescents du *baby-boom*, même si le soulèvement de la jeunesse a entraîné dans son sillage d'autres acteurs sociaux, alliés ou hostiles. Il n'y a qu'en France au demeurant, et dans une moindre mesure en Italie, que s'opère la « jonction » entre la « révolution juvénile » et le monde salarial adulte. Encore ce télescopage est-il fortement conflictuel. Partout ailleurs, le divorce entre le mouvement de la jeunesse scolarisée et le mouvement ouvrier est complet. Aux États-Unis, en Allemagne, les « cols-bleus » font le coup de poing contre les étudiants.

3) Comme tout grand mouvement de masse, la révolution de Mai est composite. Mais, dans son courant principal, elle combine trois grandes visées qui lui donnent sa force et son sens :

- une visée démocratique et libertaire dirigée contre toutes les formes de discrimination – entre les classes, les sexes, les races, les âges de la vie – et contre toutes les formes autoritaires d'exercice du pouvoir – à l'école, dans la famille, dans le couple, dans l'entreprise, dans l'Etat...
- une visée hédoniste et communautaire, en protestation contre le puritanisme répressif de sociétés encore profondément marquées par la morale traditionnelle ; mais aussi contre la solitude de masse engendrée par l'urbanisation accélérée et la généralisation des rapports marchands ;
- une visée romantique et messianique enfin, en réaction au « désenchantement du monde », à la perte de sens dans nos sociétés de plus en plus mercantiles, atomisées, techniciennes et bureaucratiques.

4) Parce qu'il était avant tout un fait de génération, le mouvement de Mai 68 ne pouvait conquérir, pour lui-même, le pouvoir. Son caractère juvénile lui conférait, en

même temps que son exubérance, sa créativité, sa vitesse de propagation transnationale, une profonde *indigence programmatique* et une piètre capacité à soutenir une stratégie à long terme. Les soixante-huitards ne pouvaient être que politiquement défaits ou « récupérés », ou les deux à la fois (ce qui s'est finalement produit). En France, leur action ne pouvait déboucher, dans le meilleur des cas, que sur le départ du général de Gaulle et l'avènement d'un gouvernement provisoire Mitterrand-Mendès. Mais cette récupération même, peut être considérée comme une semi-victoire.

5) Le bilan de Mai 68 est en effet largement positif : au milieu des années 70, la société française est devenue beaucoup plus libérale – au sens politique et culturel du terme –, plus démocratique, plus hédoniste, plus solidaire, plus égalitaire aussi qu'elle ne l'était dans les années 50 ou 60.

Le bilan de Mai 68, c'est d'abord tout un ensemble de conquêtes sociales qui ont modifié la condition ouvrière dans notre pays : mensualisation des salaires, reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, augmentation de 35 % du SMIC et de 10 % des salaires, création du Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance, accords contractuels sur la formation permanente, l'indemnisation totale du chômage... Loin de provoquer la catastrophe économique que prédisaient une certaine droite et un certain patronat, cette injection de pouvoir d'achat supplémentaire a nourri une croissance exceptionnelle – 5,4 % par an ! – jusqu'en 1975, au prix, il est vrai, d'une dévaluation du franc en 1969.

C'est ensuite une série de conquêtes juridiques et politiques, libéralisant les rapports entre les sexes, les générations, les gouvernants et les gouvernés : liberté de la contraception et de l'avortement, autorité parentale conjointe sur les enfants, possibilité pour les femmes d'ouvrir un compte bancaire sans autorisation préalable du mari, droit à l'égalité professionnelle entre hommes et femmes : en 1968, seules 44 % des femmes de 25 à 54 ans étaient au travail, contre 80 % aujourd'hui. À quoi s'ajoutent un début de décaporalisation de l'ORTF, la reconnaissance des droits des homosexuels, la prise en compte des cultures régionales, le droit de vote à 18 ans, la loi Edgar Faure de démocratisation de l'Université...

6) Au débit du Mai français (et italien), je mettrais surtout le vif retour de flamme de la culture révolutionnaire et de l'anticapitalisme de principe, qui avaient amorcé une lente régression à la faveur des Trente Glorieuses, mais qui ont été puissamment réactivés par les « événements ». Ce regain de l'idéologie de « lutte des classes » a considérablement renforcé les rigidités de la société française à un moment où le ralentissement de la croissance, la révolution technologique, la mondialisation de l'économie, le renouvellement et la différenciation de la demande, l'inefficacité croissante des régulations étatiques imposaient un énorme effort de redéploiement et de modernisation. Modernisation du système productif, accompli pour l'essentiel, quoique avec retard, au cours des années quatre-vingt. Modernisation de l'État – protecteur, régulateur, redistributeur – qui reste largement à accomplir.

7) S'agissant des interprétations polémiques de Mai 1968, les trois types d'arguments contre tout grand mouvement de transformation sociale repérés par Albert O. Hirschman dans son remarquable essai sur *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*¹ trouvent amplement à s'illustrer.

- Le premier de ces arguments est la thèse de « l'effet pervers » : toute tentative de modifier l'ordre existant produit des effets exactement inverses au but recherché. Cette grille de lecture est parfaitement illustrée par l'essai de Régis Debray, *Modeste Contribution aux cérémonies du dixième anniversaire*², qui montre comment les soixante-huitards, croyant travailler à l'avènement du « vrai socialisme », ont en réalité œuvré à la modernisation du capitalisme français.
- Le deuxième est la thèse de « l'inanité » : toute tentative visant à réformer en profondeur la société n'affecte qu'en surface l'ordre existant et échoue à le modifier : la continuité prévaut sur l'apparente rupture, et la société aurait évité beaucoup de tourments en laissant faire le cours naturel des choses. Le livre de Raymond Aron, *La Révolution introuvable*³, est un assez bon exemple de cette façon de voir⁴.
- Le troisième argument est la thèse de « la mise en péril » : tout grand mouvement de réforme compromet des acquis précieux et obtenus à grand-peine : il amène plus de mal que de bien. L'essai de Gilles Lipovetsky, *L'Ère du vide*⁵, entre bien dans cette troisième catégorie⁶, ainsi que d'autres thèses, esquissées ici et là, qui imputent au mouvement de Mai 68 les dégâts de la permissivité⁷ : la désagrégation du couple, la précarisation de la famille, la démission et l'évanescence des pères, le spleen des *superwomen* sans époux ni enfants, l'anxiété des individus privés de repères, l'explosion de la délinquance, de l'incivilité, de la toxicomanie, de la violence gratuite des préadolescents dénués de toute notion du Bien et du Mal... Ces imputations critiques, comme celles de Lipovetsky, occultent ce que les phénomènes qu'elles décrivent doivent au chômage de masse, à la précarité, à l'urbanisation sauvage ou encore à la crise des idéologies émancipatrices héritées du XIX^e siècle.

Trois différences majeures

Le « travail de Mai » perdure tout au long des années soixante-dix. J'ai la faiblesse de croire qu'il n'est pas pour rien, en France, dans la conclusion de l'Union de la gauche en 1971 et dans sa victoire électorale en 1981 : en révélant spectaculairement l'anachronisme et la fragilité du pouvoir gaulliste, réputé inébranlable, le mouvement de Mai démontrait que la question de l'alternance était posée et qu'elle appelait de la part des grands partis de gauche une réponse urgente. Ce n'est pas un hasard si tant de vaillants barricadiers ont rejoint le PS pour « continuer le combat ».

Mais d'autres événements fondateurs sont survenus, qui superposent de plus en plus leurs effets à ceux de la révolution de Mai, et souvent les contrecarrent. La plupart d'entre eux étaient déjà à l'œuvre en 1988, et sont largement analysés dans la précédente édition de ce livre, mais leur impact s'est considérablement accru depuis lors.

Sous trois rapports au moins, notre situation diffère aujourd'hui radicalement de celle de 1968.

Le premier a trait à la situation économique et sociale. En 1971, le président des États-Unis décide la fin de la convertibilité du dollar en or et le PDG d'Intel annonce l'invention du microprocesseur. Les monnaies se mettent à flotter et les ordinateurs multiplient chaque année leur puissance, tout en divisant leur coût. Le retournement du cycle long économique, survenu aux États-Unis au tournant des années soixante-dix, atteint la France en 1975. Aux Trente Glorieuses succèdent, sinon *Les Trente Piteuses*⁸, du moins les « Trente Moroses ». Le taux de croissance était de 5 % par an entre 1955 et 1975, il n'est plus que de 2,5 % en moyenne dans les années quatre-vingt, et de 1,1 % de 1990 à 1997.

Ce retour à une croissance lente, dans un environnement fortement concurrentiel et innovateur, a pour effet, en Occident, le développement de la *société duale*, ou ce que les Allemands ont appelé la *société des deux tiers* - deux tiers d'inclus, un tiers d'exclus -, avec ses conséquences : réapparition du chômage de masse et/ou d'une « sous-classe de travailleurs pauvres », crise financière et institutionnelle des systèmes de protection sociale, explosion de la petite délinquance, montée des inégalités, de la xénophobie, du racisme, des corporatismes... En France, avec 7 millions de personnes victimes du chômage, de la précarité ou du sous-emploi sur 25 millions d'actifs, nous ne sommes pas encore tout à fait dans cette « société des deux tiers », mais nous nous en rapprochons dangereusement. Le processus de démocratisation relancé en Mai 68 est atteint de plein fouet dans une de ses bases essentielles d'existence : la sécurité économique, sociale et publique garantie aux citoyens, qui confère leur réalité aux droits et aux libertés individuels.

Seconde différence marquante avec les *golden sixties* : le rapport des forces entre les classes et les catégories sociales. Dans les années 60 et 70, ce rapport était largement favorable aux salariés. Le plein-emploi leur donnait une capacité de négociation avantageuse sur le marché du travail. L'expansionnisme soviétique et la

« menace communiste » incitaient les classes dirigeantes à une certaine compréhension sur le terrain du social. Le souvenir encore vif de la grande dépression des années trente discréditait l'idéologie libérale, tandis que celui, refoulé mais lancinant, des fascismes et de Vichy stigmatisait les discours d'extrême droite. C'est cet équilibre des forces qui a permis le compromis social-démocrate d'après-guerre : État protecteur, croissance régulière des salaires, services publics, politique keynésienne de soutien à l'investissement et à la demande. Cet équilibre a été rompu à la fin des années 70 et inversé au cours des années 80 par la montée du chômage de masse et de la précarité, la révolution de l'informatique, la mondialisation de l'économie. Le rapport des forces a évolué en faveur des détenteurs du pouvoir économique privé – chefs d'entreprise et opérateurs financiers — et au détriment des salariés et des États-nations. D'autant que les premiers ont rapidement su se donner une stature internationale, alors que les seconds peinent à s'organiser hors des limites de leur État. La Confédération européenne des syndicats, le Parti socialiste européen, l'Union européenne ont une réalité encore bien évanescence comparée à celle des grandes entreprises multinationales et des marchés financiers.

Cette évolution a induit une remise en cause systématique des acquis sociaux des années soixante-dix et quatre-vingt, présentés comme autant de « handicaps » dans la guerre économique : en matière de partage des fruits de la croissance, de droits des salariés, de niveau de l'emploi, de protection sociale, de développement des services publics, des limites imposées à l'expansion du secteur marchand, une spirale de la régression est engagée.

Troisième différence majeure avec les « années de braise » : le paysage idéologique est bouleversé. Le marxisme, autrefois dominant à gauche, est sur le flanc ; le libéralisme économique — ce qu'on a appelé, un peu abusivement tout de même, la « pensée unique » — tient le haut du pavé, le national-populisme fait un retour en force.

La faillite du communisme, le recul de la culture révolutionnaire, si longtemps vivaces dans notre pays, étaient déjà patents en 1988. Mais les massacres de la place T'ien an Men, la chute du mur de Berlin, l'implosion de l'Union soviétique leur ont porté le coup de grâce. La banqueroute du plus ambitieux et du plus radical projet de transformation sociale de ce siècle a jeté le doute sur tous les autres, et ouvert ce qu'Edgar Morin a joliment appelé une « crise du futur ». Le scepticisme du « peuple de gauche » à l'égard des alternatives au capitalisme, son incrédulité face aux « grands desseins » nourrissent une *crise du militantisme* qui affecte partis et syndicats et laisse le champ libre aux idéologies adverses. D'autant que la faillite du communisme coïncide avec le triomphe mondial des États-Unis et l'entrée en crise du modèle social-démocrate européen.

À la dégradation des rapports de forces économiques et sociaux s'ajoute donc l'inversion des rapports de forces idéologiques. Ce ne sont pas seulement les acquis sociaux du mouvement de Mai qui sont remis en cause, mais aussi ses idéaux.

Que reste-t-il de Mai 68 ?

Le paradoxe, c'est que ces retournements majeurs ont peu affecté encore les conquêtes démocratiques et hédonistes de Mai 68, qui non seulement ont mieux résisté aux rigueurs du temps, mais ont même connu, dans certains domaines, une réelle progression. Certes, de nouveaux centres de pouvoir discrétionnaire se sont affirmés : grandes entreprises transnationales et marchés, déjà évoqués, ou encore entreprises audiovisuelles contrôlées par de grands groupes industriels privés vivant de la commande publique. Mais la mobilisation des *baby-boomers* en faveur de la démocratie ne s'est pas démentie, bien au contraire. Les libertés individuelles ont été étendues, l'État de droit s'est développé, le processus de juridification de la société a sensiblement progressé, nous rapprochant de cette « démocratie contractuelle » que Laurent Cohen-Tanugi appelle de ses vœux⁹. La longue marche des femmes vers l'égalité des droits s'est accélérée et a gagné la sphère politique, la démocratisation de la famille s'est confirmée, la libéralisation des mœurs n'a pas été remise en cause, malgré le Sida et quelques retours de flammes des idéologies d'ordre moral. Le racisme et la xénophobie sont toujours stigmatisés et ne s'expriment, comme l'a montré Pierre-André Taguieff, que sous des formes « euphémisées ». Entre deux tiers et trois quarts des français, selon les instituts de sondages, « approuvent tout à fait » ou « éprouvent de la sympathie », invariablement, pour les grands mouvements revendicatifs : cheminots, routiers, étudiants, chômeurs...

Ce qui reste de Mai 68, c'est cet attachement farouche, viscéral, à la liberté individuelle et à l'égalité des droits et des chances, en un mot à la démocratie. Malgré la montée du chômage et de la précarité, malgré la « contre-révolution conservatrice » et libérale venue d'outre-Atlantique, malgré la désagrégation de l'idée même d'alternative au capitalisme.

La crise économique des années 20 et 30 – grande dépression et marche à la guerre – avait suscité un fort mouvement de rejet de la démocratie représentative et la montée des totalitarismes. Celle des années 70 et 80 n'a rien engendré de semblable. Il n'y a qu'en France que l'extrême droite ait recueilli durablement près de 15 % des voix. Encore 80 % de nos concitoyens se déclarent résolument hostiles au parti de Jean-Marie Le Pen, s'il est vrai que la droite républicaine a tout le mal du monde à conclure des alliances électorales en bonne et due forme avec le FN, quoi qu'il lui en coûte.

L'esprit de Mai demeure une digue efficace contre la résistible ascension d'Arturo Mégrez.

Vers un nouveau Mai ?

Les effets de Mai 68 sur la société française d'aujourd'hui sont de même nature que ceux du Front populaire de 1936 sur la France de 1968 : de l'ordre du symbole et de la mythologie. Mais en politique les symboles et les mythes comptent autant que les programmes et les organigrammes. Ils font périodiquement retour, quand on s'y attend le moins, et inspirent les comportements. C'est là aussi une leçon de Mai 68...

De pareils « événements » pourraient-ils aujourd'hui se reproduire, ou bien la révolution de Mai met-elle un point final, sur un mode bon enfant et vaguement parodique, au cycle des Révolutions et des Restaurations françaises, ouvert en 1789 ? Des mouvements défensifs de grande envergure et de magnitude neuf sur l'échelle de Richter des secousses sociales peuvent parfaitement éclater à nouveau et provoquer une crise aiguë du pouvoir politique. Les grandes mobilisations n'ont pas manqué, au cours des dernières années, de la levée en masse des laïcs contre l'aggravation de la loi Falloux en 1994 à la grève des cheminots et des services publics en novembre-décembre 1995. Paradoxalement, l'évolution des conditions objectives – ampleur de la précarité et de l'exclusion – justifierait beaucoup plus qu'en 1968 une explosion généralisée des luttes.

Ce qui rend toutefois ce scénario improbable c'est, plus encore que le poids du chômage et de la grande différenciation interne du salariat, l'absence de toute perspective alternative au capitalisme démocratique.

Avec l'effondrement des grandes idéologies et des utopies sociales héritées du XIX^e siècle, c'est la représentation même d'un au-delà de l'ordre existant, l'image de la « société désirable » qui se sont dissipées. Le peuple de gauche et la jeunesse ne croient plus en l'avènement du meilleur des mondes, et à peine en celui d'un monde meilleur. Le fin mot a été donné par cet ouvrier de Renault Vilvorde, le soir de la fermeture définitive de son usine en juillet 1997. À l'envoyé spécial de TF 1 qui lui demandait : « Et maintenant, que comptez-vous faire ? », il a répondu, la rage au cœur : « Et que voulez-vous que l'on fasse ? La Révolution ? C'est pire... »

La social-démocratie moderne propose certes un « grand dessein » aux peuples du Vieux Continent : faire l'Europe, et de l'Europe la première démocratie économique et sociale du monde, creuset d'une nouvelle civilisation ; substituer au triangle mythique nationalisation-planification-autogestion le carré vertueux : économie mixte, démocratie sociale, éco-développement, société du temps libéré. Force est pourtant de constater que cette « utopie réaliste » ne possède pas, pour le moment, la force d'attraction et d'entraînement dont disposait l'utopie collectiviste d'autrefois. Les modalités historiques de l'édification européenne – grand marché, monnaie unique, ouverture à la concurrence internationale – et les compromis constants qu'elles supposent avec les gouvernements conservateurs-libéraux sont sans doute pour beaucoup dans ce manque d'allant. Puissent les débats et les expériences en cours au sein de la gauche européenne déboucher sur l'élaboration d'un projet mobilisateur, alternatif au désordre libéral. Sinon, les frustrations et les mécontentements accumulés du fait de l'incapacité du système à assurer une

existence décente à près d'un tiers de la population pourraient à la fin des fins terrasser l'esprit de Mai et gonfler les voiles du national-populisme.

Dieppe. janvier 1998.

Introduction

J'ai vécu en première ligne Mai 68, ses préparatifs et ses lendemains. J'ai commis, à chaud, un méchant libelle sur les « événements »¹⁰. J'ai lu et médité la plupart des essais, publiés au gré du temps, sur cette insolite « révolution ». C'est dire que je pourrais légitimement placer en exergue à ces pages l'antique plaisanterie : « On a toujours tort de savoir de quoi on parle, et on ne s'en excusera jamais assez. » Si je n'en fais rien, c'est qu'en dépit de tout force m'est de reconnaître que cet épisode, ô combien pittoresque, de notre histoire récente me laisse encore aujourd'hui passablement perplexe. Bien sûr, ce ne sont pas les explications qui manquent. Quiconque, en ce pays, fait profession de penser a bricolé sa théorie : certaines sont ingénieuses, voire éclairantes. Mais le mystère ne me paraît pas dissipé pour autant.

Qu'au plus fort des Trente Glorieuses, alors que le PNB croît de 5 % l'an, que le chômage est à peine « frictionnel », que les menaces de guerre s'éloignent à l'horizon, que la société d'abondance, de loisirs, de communication adopte sa vitesse de croisière, que tous les plaisirs de la vie semblent s'offrir aux citoyens des pays développés, la jeunesse occidentale lève soudainement l'étendard rouge et noir de la révolte, voilà qui me paraît toujours inexplicé, sinon inexplicable.

Que ce raz de marée déferle, avec une incroyable synchronisation, sur les démocraties d'Occident, mais aussi et simultanément dans nombre de pays de l'Est et du tiers monde, voilà qui me paraît non moins surprenant.

En quoi la secousse tellurique de 1968 a-t-elle transformé les contrées qu'elle a ébranlées ? Dans quelle mesure y a-t-il continuité ou discontinuité entre hier et aujourd'hui, l'avant et l'après-Mai ? A quoi tout cela a-t-il servi ? Bref, que reste-t-il de nos amours ? Autant de questions qui semblent toujours ouvertes...

Que cette perplexité soit largement partagée, je m'en suis convaincu récemment au long d'une tournée de quasi-meetings consacrée à *Génération*, la saga héroïque d'Hervé Hamon et Patrick Rotman¹¹.

J'ai en tête, en particulier, un débat organisé par le club « Démocratie 2000 » de l'École normale supérieure, sur les lieux mêmes du crime, dans l'amphithéâtre Dussane, rue d'Ulm.

Il y avait là Michel-Antoine Burnier, borne témoin de l'UEC¹², aujourd'hui rédacteur en chef d'*Actuel* et coauteur avec Frédéric Bon de l'impérissable *Que le meilleur perde*¹³ ; Jean-Marc Salmon, ex-bras droit de Max Gallo et vétéran de la longue marche des maos français ; Patrick Rotman, dans le rôle du « piéton de Mai » et expert en *sixties* ; et moi-même, dans celui de l'ex-trotskiste à visage humain. Tous quatre apparemment sains de corps et d'esprit, nullement perclus de tics ou secoués de tremblements, plutôt joviaux même et portés à la galéjade. « Normaux », en somme, comme aurait dit le regretté Coluche, autre soixante-huitard illustre.

Toute la soirée, les normaliens et les khâgneux qui formaient le gros de

l'assistance ont cherché à comprendre quelle mouche avait bien pu nous piquer, comment nous avons pu, toute affaire cessante, aller « servir le peuple » dans les « régions usines », ou préparer méthodiquement une révolution d'Octobre à Paris. Manifestement, l'idée que leur École – sanctuaire de l'intelligence française – ainsi que ses principales voies d'accès, les khâgnes de Louis-le-Grand, d'Henri-IV, de Saint-Louis, avaient été il y a vingt ans des bastions de la pensée Mao Tsé-toung, si fruste quoique poétique, les plongeait dans des abîmes de perplexité. De même que les laissait perplexes l'entrelacs contradictoire des interprétations de Mai.

Luc Ferry et Alain Renaut ont proposé, dans un ouvrage récent, une typologie des interprétations de Mai 68. Ils opposent celles qui « épousent le point de vue des acteurs », et partagent leur conviction d'ouvrir un avenir radicalement neuf, à celles qui voient au contraire en eux les jouets inconscients de la ruse et de la raison. Dans le premier cas, le sens de l'épisode est donné par la finalité même que les acteurs ont visée ; dans le second, au contraire, « dans l'autodéploiement d'une rationalité immanente », s'effectuant dans leur dos¹⁴.

J'ajouterai que ces deux types d'interprétation ne sont pas simultanés, mais successifs. De 1969 à 1975 prévalent les explications du premier genre. A celles-ci se rattachent aussi bien les interprétations qui épousent le point de vue des « acteurs de mai » (Edgar Morin, Cornelius Castoriadis, Claude Lefort, Henri Lefebvre, Alain Touraine¹⁵, etc.) que celles qui reflètent le point de vue des « acteurs de juin » (Raymond Aron et, à un tout autre niveau, Raymond Marcellin et ses proches compagnons d'armes¹⁶).

A partir de 1975, on sort de la galaxie 68. S'amorce un retournement du Kondratiev idéologique, qui annonce le retour en force de l'archéo-libéralisme et de l'individualisme toquevillien. Malgré Chris Marker, le « fond de l'air » cesse d'être rouge. S'élabore et s'impose alors le second type d'interprétation, celui qui invoque la « ruse de l'histoire ». De cette catégorie procèdent les analyses de Régis Debray (1978), de Gilles Lipovetsky (1979-1982) et, dans une large mesure, de Luc Ferry et d'Alain Renaut eux-mêmes (1986)¹⁷.

On le voit, la cote du soixante-huitard a passablement fluctué au cours de ces deux décennies à la Bourse des valeurs idéologiques. Dans l'immédiat après-Mai, elle était au zénith : nous étions la « gauche sociale », par opposition à la « gauche politique », veule, frileuse et sclérosée (Sartre). Nous avons ouvert « une brèche en dessous de la ligne de flottaison » de la société bourgeoise, provoqué une « extase de l'histoire » (Edgar Morin), un « instant d'éternité », une « béance divine », une « trouée surnaturelle » (Maurice Clavel). Nous avons inauguré « une nouvelle période de l'histoire universelle » (Cornélius Castoriadis) ; « abattu les cloisons », « dérangé les plans », « fait circuler les choses », sans chercher toutefois à substituer au pouvoir existant un « pouvoir meilleur », en nous émancipant donc de « l'illusion meurtrière de la bonne société » (Claude Lefort). Nous avons agi en détachement avancé de la « nouvelle classe » montante de la « société postindustrielle » – les professionnels, détenteurs du savoir technique et scientifique – et donné naissance au

premier « mouvement social antitechnocratique » (Alain Touraine). Nous avons secoué comme un prunier la « société bloquée », lui donnant le jeu qui lui faisait défaut (Michel Crozier). Nous avons voulu en finir avec le « style français d'autorité », trop imprégné de valeurs aristocratiques et rurales (Stanley Hoffmann), malheureusement, en respectant, il est vrai, le plus « pur style français de protestation ». Nous avons réagi à une « crise de civilisation » que nos aînés, tout à leur digestion, n'avaient su ni prévoir, ni percevoir (André Malraux), etc. Bref, de quelque côté qu'on se tourne, nous étions les champions (ou au moins les agents) du progrès historique, et nous jouissions, à ce titre, de la sympathie et de la considération générales.

Certes, ici et là, quelques grincheux élevaient bien leurs voix discordantes. Du côté de la droite politique, certains flétrissaient en nous la « cinquième colonne » d'un complot international ourdi, au choix, à Moscou, Pékin ou La Havane. Mais seul le chef de la police semblait y croire réellement¹⁸. Raymond Aron nous couvrait de sarcasmes, mobilisant toute sa verve pour vilipender notre « immense défolement », notre « carnaval », notre « psychodrame », notre « marathon de palabres », notre « démence collective », nos « saturnales », notre « révolution nihiliste », menée par « la jeunesse dorée du XVI^e arrondissement¹⁹ », etc. Venant d'un tel interlocuteur, ces appréciations furibondes étaient reçues comme autant d'hommages. D'autant que son livre comportait heureusement des analyses qui démentaient ces décharges de bile.

Le « mouvement baissier » s'amorça à la fin des années 70, et le krach retentit au début des années 80.

Nous aurions, pauvres billes, été les jouets naïfs et pitoyables d'une rationalité inhérente au système dont nous étions à mille lieues, simplement, de soupçonner l'existence. Nous aurions accompli exactement le contraire de ce que nous croyions faire : nous pensions amorcer une transition au socialisme, nous aurions découvert « la voie française vers l'Amérikkke ». Nous croyions faire la révolution, nous aurions simplement contribué à débarrasser la société française de toutes les vieilleries – le patriotisme, l'internationalisme prolétarien – qui entravaient encore le libre déploiement du capital (Régis Debray). Nous croyions « changer la vie », faire de la société un grand *nous*, chaleureux et convivial, instituer un ordre social où, selon l'antique formule, « le libre développement de chacun serait la condition du plein épanouissement de tous ». Nous aurions frayé la voie à l'avènement du narcissisme, stade suprême de l'individualisme, « égotiste, apathique, indifférent » (Gilles Lipovetsky). Nous avons souhaité « vivre sans temps mort, jouir sans entraves », nous aurions contribué à un nouveau bond en avant de « l'atomisation du social », à l'avènement de « l'ère du vide » et de ses conséquences, l'éclatement, le morcellement, la désagrégation du moi²⁰

L'analyse de Raymond Aron, qui ne suscitait qu'accablement et compassion au début des années 70 – « Raymond Aron a raison contre les révolutionnaires, écrivait Michel Crozier, il n'a pas raison contre les événements²¹ » -, est devenue dominante.

Autrement dit, les soixante-huitards apparaissent désormais dans la posture affligeante et un peu ridicule de l'apprenti sorcier, cocus magnifiques de l'histoire, qui ont tout subi et rien compris, et qui furent acculés à cette douloureuse alternative : ou bien la ringardise (baba-cool ou militante) ou bien le reniement²². On conçoit qu'ils rasant les murs.

J'ai lu avec beaucoup d'humilité ces analyses sévères, bien disposé à me frapper la coulpe et à me couvrir la tête de cendres. Mais j'avoue que, tout compte fait, j'éprouve beaucoup de difficultés à faire acte de contrition. Que les soixante-huitards aient été, comme tous les acteurs sociaux²³, victimes de la ruse de la raison, j'en conviens volontiers, et je suis, comme on le verra, particulièrement payé pour le savoir. Mais je conteste que nous ayons fait précisément le contraire de ce que nous voulions faire. Je m'insurge contre une méthode d'interprétation qui procède peu ou prou selon le vieux sophisme : *ergo propter hoc*, consécution = conséquence²⁴. A trop lire la vérité de Mai 68 dans le-devenir-de-Mai-68, on oublie que ce devenir ne fut pas l'œuvre des seuls « acteurs de mai », mais aussi, et même davantage, des « acteurs de juin ».

Je ne veux pas succomber ici au ridicule d'écrire mes mémoires, ni de relater une nouvelle fois la chronique des événements. Je souhaite simplement contribuer à la confusion générale, en avançant ma propre interprétation, celle d'un acteur recyclé, ayant participé à la révolution de Mai le nez chaussé de lunettes léninistes, mais les ayant depuis remisées dans leur étui, et considérant rétrospectivement cette période en politologue et en sociologue plus qu'en partisan.

Trois questions courent au long de ces pages :

1. Comment un mouvement révolutionnaire a-t-il pu ébranler la France, au plus fort des Trente Glorieuses, en l'absence de l'ombre même d'une situation révolutionnaire ? Comment des idéologies révolutionnaires qui se trouvaient confinées depuis des lustres dans de tout petits cénacles ont-elles pu soudain être réactivées et trouver une audience de masse ?

2. Comment s'explique la spécificité du Mai français, c'est-à-dire le télescopage entre un soulèvement de la jeunesse, une grève générale et une crise de régime ?

3. Dans quelle mesure y a-t-il continuité ou discontinuité entre la France des années 60 et celle des années 80 ? Quel bilan peut-on finalement tirer de cette étrange « révolution » ?

Avec une question subsidiaire :

4. Puisque « ce n'était qu'un début », continuer ce combat ?

A ces interrogations, on s'efforcera de répondre en confrontant, chemin faisant, nos propres analyses à celles de nos illustres prédécesseurs. Si bien qu'au terme de ce parcours le lecteur disposera – du moins on l'espère –, en sus d'une interprétation supplémentaire de Mai 68, d'un état de la question.

CHAPITRE 1

La ruse de la raison

Si le prolétariat mondial s'avérait effectivement incapable de remplir sa mission, il ne nous resterait alors rien d'autre à faire que de reconnaître ouvertement que le programme marxiste révolutionnaire, construit sur les contradictions internes de la société capitaliste, s'est en allé en fumée, comme une utopie.

Léon Trotski
Coyoacan, 1939

C'est peu dire que nous avons été victimes de la ruse de l'histoire, nous autres trotskistes français, de l'obédience Mandel-Frank²⁵. C'est d'acharnement mystificateur qu'il convient de parler dans notre cas. Qu'on en juge : le regard obscurci par nos lunettes bolcheviques, nous nous faisons une représentation, pas délirante, mais néanmoins radicalement fautive, de la société française et des voies et des moyens de sa transformation. Armés de la « bonne théorie », le marxisme classique – non perverti par le stalinisme ou la social-démocratie -, nous espérions accoucher par la violence de la « bonne société » : la République des conseils ouvriers, forme enfin trouvée de la démocratie socialiste²⁶... Et pourtant, pendant plus de dix ans – de la grève des mineurs de 1963 à la victoire des « Lip » en 1974 —, tous les pronostics centraux, sans exception, formulés à partir de cette représentation fantasmagorique, allaient se trouver vérifiés, *en apparence*, par l'événement, au-delà de toute espérance. N'en déplaise au regretté Karl Popper, notre théorie était parfaitement « falsifiable » et fut d'ailleurs surabondamment « falsifiée » après 1975. Mais, pendant plus de dix ans, l'ironie de l'histoire a voulu qu'elle paraisse au contraire insolemment confirmée. Si bien que, invoquant les mânes de Karl Liebknecht – culture léniniste oblige – qui, votant seul de tout le groupe parlementaire socialiste allemand contre les crédits de guerre, en août 1914, eut raison contre tous, nous finîmes par croire que la maîtrise de la « science marxiste » nous conférait une espèce d'extra-lucidité. Nous avons nous aussi, malgré nos maigres effectifs, raison contre tous. En laissant de côté les pronostics secondaires, cinq prédictions stratégiques ont été ainsi malicieusement exaucées par le destin.

Vers une « explosion généralisée des luttes »

Dire que nous avions prévu et programmé l'explosion de mai-juin 1968 serait un vilain mensonge. Lorsque, dans la troisième semaine de Mai, « l'étincelle étudiante mit le feu à la plaine » et que chaque jour apportait sa moisson de débrayages, nous nous pincions mutuellement les coudes, Alain Krivine et moi, pour être tout à fait sûrs de ne pas rêver :

- Entends-tu ce que j'entends ? s'exclamait-il au comble de l'euphorie.
- Vois-tu ce que je vois ? lui répondais-je au summum du nirvana...
- On devrait croire davantage à ce qu'on prédit ! concluions-nous en chœur, avant de nous repincer de plus belle.

Car, cette grève générale qui déroulait insolemment ses pompes et ses fastes sous nos yeux écarquillés, Dieu m'est témoin que nous l'avions annoncée à son de trompe. Elle constituait même l'hypothèse centrale, la perspective stratégique de notre frêle cohorte de révolutionnaires, celle qui justifiait son existence autonome, hors des murs des grands partis ouvriers ; celle à laquelle elle se préparait méthodiquement.

Certes, selon une plaisanterie éculée mais toujours efficace, même les horloges arrêtées donnent l'heure juste deux fois par jour. Par essence, un groupuscule révolutionnaire prédit la révolution et finit à la longue par être exaucé, du moins en apparence. Mais, dans le cas de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), la PME subversive que nous avons fondée en 1965, Alain Krivine et moi, il ne s'agissait pas d'une vague incantation, mais d'un pari stratégique, dûment argumenté, et qui informait toute une pratique.

Ceux qui prétendent que des situations révolutionnaires ne peuvent plus se produire en Occident, proclamait le texte fondateur de notre groupuscule²⁷, confondent crise révolutionnaire et crise d'effondrement de l'économie ou de l'État. Or il n'y a pas un, mais trois types de crises révolutionnaires possibles en Europe occidentale : *les crises de décomposition de l'Etat*, à la suite d'une défaite militaire (Russie 1917, Allemagne 1918, Grèce 1945...) ; *les crises de désagrégation de la société*, à la suite d'une catastrophe économique (Allemagne 1929-1933) ; mais il existe aussi des situations révolutionnaires provoquées ni par une débâcle militaire, ni par un effondrement économique, mais par la simple exacerbation des luttes sociales : relèvent de cette catégorie l'explosion de Juin 36 en France et en Espagne, et plus récemment la grève générale belge de décembre 1960-janvier 1961.

Ami lecteur, cette grève générale belge, avoue que tu n'en gardes pas un souvenir bien net ! Confesse que tu n'en as même jamais entendu parler ! Et pourtant, elle a bien eu lieu, paralysant le pays pendant cinq bonnes semaines, vidant ses usines et emplissant ses rues de cortèges bigarrés que chargeait la gendarmerie à cheval, matraques au vent. Contre la « loi unique », sorte de plan de stabilisation voté par leur Parlement fin 1960, les salariés belges avaient déclenché la plus longue et la plus violente grève générale de leur histoire, en pleine période de prospérité, alors qu'ils jouissaient de salaires parmi les plus élevés d'Europe.

Ces hauts faits d'armes des vaillants prolétaires wallons et flamands, les avons-

nous auscultés, disséqués, médités, fantasmés ! Leur analyse et leur célébration, avec films et témoins oculaires à l'appui, figuraient au programme de tous nos stages de formation. « Il est peu probable que l'Europe capitaliste connaisse dans les années à venir des crises de la gravité de celles de 1918, 1929 ou 1945-1947, pontifiait le texte de référence de la JCR. Mais il est prévisible, en revanche, qu'elle traversera des situations analogues à celle de 1936. La crise belge de 1960-1961 l'atteste, de même que la crise grecque de 1965²⁸. »

Il ne s'agissait pas d'une pétition de principe, mais d'un pronostic politique dû à la sagacité d'Ernest Mandel, le pape de la IV^e Internationale : face aux inévitables plans de stabilisation, de refroidissement, de rigueur ou d'austérité, nécessairement et périodiquement mis en œuvre par les pouvoirs publics au cours des années 60, de vastes mouvements défensifs du salariat étaient inévitables. Ces mouvements défensifs pouvaient fort bien se transformer en mouvements offensifs, par la dynamique même des affrontements sociaux et l'intervention des éléments les plus avancés du mouvement ouvrier : ils pouvaient passer du « quantitatif » au « qualitatif », des revendications de salaire aux revendications de pouvoir ; des objectifs purement réformistes aux objectifs de « contrôle ouvrier » sur l'organisation du travail, l'embauche et les licenciements, la formation professionnelle, les investissements...

En France même, constatait Ernest Mandel, la grève des mineurs de 1963 avait marqué le début d'un nouveau cycle ascendant de la combativité populaire, qui culminerait à moyen terme dans une « explosion généralisée des luttes », auprès de laquelle la grève générale belge apparaîtrait comme une bluette. La patrie de Gracchus Babeuf et de Blanqui, des canuts et des communards, n'est-elle pas réputée pousser les affrontements de classes jusqu'au bout ?

Avant-Garde Jeunesse, mensuel de la JCR paraissant plusieurs fois par an, relevait avec une minutie de notaire tous les indices du flux montant de la lutte des classes : augmentation du nombre de jours chômés pour faits de grève, progression du score des organisations de gauche aux diverses élections politiques et professionnelles, flux d'adhésion aux syndicats ouvriers, radicalisation des formes de lutte... Chaque numéro décortiquait passionnément un conflit phare du moment, y décelant la promesse d'embrasements futurs : grève avec occupation d'usine à la Rhodiaceta de Besançon en février-mars 1967 ; grève générale régionale avec débordement des appareils syndicaux, assaut donné à la préfecture et affrontements violents avec les forces de l'ordre, au Mans et à Mulhouse, en octobre 1967 ; même scénario à Caen en janvier 1968, à Redon en mars... « Il faut être aveugle pour ne pas voir, à côté des grands appels sans réponse [les journées d'action interconfédérales], tous les mouvements sectoriels et locaux, sporadiques, violents, déclenchés un peu partout, écrivait le correspondant local d'*Avant-Garde Jeunesse* dans le numéro de mars 1968. Le Mans, Mulhouse, Nantes ne sont pas des accidents. Ils sont les symptômes les plus nets d'un mouvement national profond, diffus et qui se cherche²⁹. »

Ce mouvement national, nous souhaitons ardemment qu'il se trouve, et nous

enragions de voir les grandes confédérations ouvrières refuser de lui frayer la voie. Constatant une « contradiction croissante entre la combativité accrue des travailleurs et la passivité frileuse des appareils », nous diagnostiquions le développement d'une « situation de débordement possible », partiel d'abord, dans une entreprise ou une région³⁰, puis général. Ce débordement, nous ne prétendions pas le provoquer, misérable fétu de paille que nous étions, ballottés sur les flots tumultueux de la lutte des classes. Pas plus que nous ne nous représentions clairement la forme qu'il prendrait. Comme en Juin 36, il serait largement spontané et donc imprévisible. Mais nous le sentions venir et l'appelions de nos vœux, bien décidés à « chevaucher le tigre », selon la forte expression de nos concurrents maoïstes.

Aussi, lorsque dans la seconde quinzaine de mai, après la mémorable nuit des barricades, les entreprises se mirent à débrayer, les unes après les autres, jusqu'à la paralysie complète de l'économie ; lorsque le soulèvement étudiant culmina dans la plus grande grève générale de l'histoire de France, entraînant dans la lutte des effectifs quatre fois plus nombreux qu'en 1936, le roi n'était plus notre cousin. Ah ! Elles avaient bonne mine, les « autorités académiques bourgeoises » et leur ombre portée dans l'hémicycle, les « ours savants de la social-démocratie » ! Raymond Aron venait tout juste de démontrer doctement, en « dix-huit leçons sur la société industrielle », qu'on était passé « de la lutte des classes à la société de satisfaction querelleuse³¹ », et que ne pouvait plus se produire ce à quoi précisément nous assistions. « La propension à la violence et au mouvement révolutionnaire s'affaiblit, écrivait en 1963 l'inestimable professeur. Nos sociétés industrielles sont des sociétés pacifiées de “ compétition tranquille ”, dont l'enjeu demeure la distribution du revenu national... Elles sont mi-satisfaites, mi-protestataires. Elles admettent l'ensemble et protestent contre le détail. Cette espèce de satisfaction querelleuse est la plus éloignée du climat révolutionnaire³². » Cette conviction était d'ailleurs largement partagée à gauche, où Herbert Marcuse déplorait « le paradoxe de la révolution impossible », et où Frantz Fanon exhortait les « nations prolétaires » à venir relever les « prolétaires des nations », déficients.

En apparence, nous avons eu raison contre toute la science d'un Aron, réputé parangon de lucidité, et d'une pléiade de moindres seigneurs. Comment ne nous serions-nous pas considérés nous-mêmes avec attendrissement et admiration ? D'autant que les « événements » avaient également vérifié un second pronostic central de notre analyse.

« La jeunesse scolarisée : substitut provisoire au parti d'avant-garde »

Cette explosion généralisée de luttes, débordant et entraînant les organisations de la « gauche respectueuse », nous l'attendions, il est vrai, de la classe ouvrière³³. Mais, à la rentrée universitaire de 1967-1968, nous nous avisâmes que la jeunesse scolarisée pourrait bien cette fois-ci jouer un grand rôle. Quelque chose changeait, en effet, dans les facultés et les lycées : le courant passait de mieux en mieux entre nous autres, organisations gauchistes, et le « milieu ». Nos initiatives, nos mobilisations – en soutien à la révolution vietnamienne ou contre la réforme Fouchet — rencontraient un écho grandissant. Les « organisations de masse » que nous animions – comités Viêt-nam, comités d'action lycéens... – se gonflaient d'un abondant sang neuf. Les universités, les campus, les lycées redevaient, comme au temps de la guerre d'Algérie et de l'OAS, des lieux de forte effervescence politique. Nous nous y sentions désormais non plus comme « l'aigle sur la montagne », mais comme « un poisson dans l'eau ». Un processus de politisation et de « radicalisation » était en cours, dont nous étions nous-mêmes les produits et qui nous conférait pour la première fois une audience minoritaire mais réelle. Une évolution similaire s'affirmait au Japon, aux États-Unis, en Allemagne fédérale : dans ces pays, depuis plusieurs années déjà, un mouvement étudiant, virulent et imaginaire, s'était affirmé et se reconnaissait dans des organisations en rupture avec la gauche traditionnelle : le Zengakuren, au Japon, en dissidence avec le Parti communiste japonais (PCJ) ; le SDS (*Sozialistische Deutschen Studentenbund*) en Allemagne, en délicatesse avec le SPD ; la *Student for a Democratic Society* (SDS) aux États-Unis, en bisbille avec le Parti démocrate...

Nous avons encore en tête le rôle assumé par l'UNEF et le milieu étudiant, de 1956 à 1962, contre la guerre d'Algérie. Si bien qu'à l'été 1967, au cours de je ne sais plus quel « stage de cadres », les éléments du puzzle s'imbriquèrent d'eux-mêmes. Et si la jeunesse scolarisée assumait à nouveau un tel rôle avant-gardiste, nous demandions-nous soudain ?

Notre formation marxiste nous incitait d'ailleurs à envisager avec faveur pareille hypothèse. Le grand Lénine n'avait-il pas qualifié le milieu étudiant de « plaque sensible » de la société, anticipant et amplifiant ses mouvements de fond ? Le non moins grand Trotski n'y voyait-il pas un « baromètre » et un catalyseur de la conflictualité sociale³⁴ ?

Mais celui qui nous mit réellement la puce à l'oreille, une fois n'est pas coutume, ce fut le président Mao : c'est lui qui avait forgé, en sa prime jeunesse, à propos du mouvement étudiant chinois, le concept d'*avant-garde tactique*. La classe ouvrière est, bien entendu, la force motrice, *l'avant-garde stratégique* de la révolution socialiste, écrivait celui que le peuple Han allait aimer le plus. Mais, dans certaines circonstances – faiblesse du prolétariat, retard ou affaiblissement de sa conscience de classe... -, d'autres couches sociales et en particulier cette intelligentsia en herbe que constitue le milieu étudiant peuvent, provisoirement et imparfaitement, se substituer au sujet révolutionnaire carentiel et assumer tant bien que mal sa fonction.

La lecture de ce texte du Grand Timonier, à la lumière des troubles universitaires internationaux et de notre propre expérience de 1956-1962, fut une illumination. Cette fameuse « explosion généralisée des luttes » que nous appelions de nos vœux, ce débordement grandiose des organisations traditionnelles, c'est le mouvement étudiant qui allait les provoquer. Les groupes révolutionnaires jouissaient d'ailleurs d'une influence croissante en son sein, tandis que pâlisait l'étoile du réformisme. En affrontant fermement les autorités universitaires et politiques, le mouvement étudiant ferait la démonstration de l'efficacité d'un certain type de mot d'ordre et d'action, au moment précis où les salariés cherchaient la voie de la revanche sur dix années d'autoritarisme gaulliste.

Aussi est-ce avec soulagement et jubilation que nous vîmes les maoïstes de l'UJCml³⁵, qui nous concurrençaient durement (et d'ailleurs victorieusement) dans les universités et les lycées, opérer, fin 1967, leur tournant ouvriériste et désertier les établissements scolaires pour les usines. Non que nous ne trouvions assez crâne leur ligne d'« établissement », en dépit de son côté autoflagellant et populiste. Mais, convaincus désormais du rôle éminent que pouvait jouer la jeunesse scolarisée dans la conjoncture, nous étions enchantés que, de leur propre mouvement, ils débarrassent le plancher.

De ce constat découle la stratégie d'escalade et d'affrontement pratiquée à partir de 1967 par la JCR, qui visait délibérément à déclencher une dynamique d'épreuve de force avec les pouvoirs en place. Raymond Aron a parfaitement compris le sens de la manœuvre, qu'il qualifie de « tactique de mise au défi ». Les médias l'ont plus prosaïquement baptisée « cycle provocation répression-solidarité ». Cette orientation rencontra l'adhésion d'autres groupuscules : les anarcho-communistes de Daniel Cohn-Bendit, par qui fut fondé le Mouvement du 22 mars, les étudiants du PSU, maîtres du bureau national de l'UNEF, plus tard, le Mouvement d'action universitaire (MAU) de Brice Lalonde, Jean-Marcel Bouguereau et Jean-Loui Péninou. Tous groupuscules et corpuscules qui s'accordaient pour pousser au plus loin, quels qu'en soient les risques, l'épreuve de force avec le gouvernement. Ce conglomérat jouera en conséquence collectivement le rôle de direction opérationnelle du mouvement, dans sa première phase, celle du bras de fer avec les pouvoirs publics, qui s'achèvera par la capitulation en rase campagne de Georges Pompidou, le 11 mai 1968, et la manifestation monstre du 13 mai, dite du « dixième anniversaire »... Ce cartel d'organisations se heurtera d'une part aux groupes maoïstes – et, en premier lieu, au plus puissant d'entre eux, l'UJCml -, qui cherchaient à entraîner le mouvement vers les banlieues ouvrières³⁶, d'autre part aux trotskistes lambertistes, qui considéraient comme suicidaire une épreuve de force entre le mouvement étudiant et « l'État bonapartiste », et l'exhortaient à exiger des « grandes organisations représentatives de la classe ouvrière » qu'elles prennent leurs responsabilités.

Ce rôle de substitut provisoire au parti révolutionnaire que nous attribuions au mouvement étudiant, de concert avec les groupes déjà précités, il l'a assumé au-delà de toute espérance, non seulement en Mai 68, mais au cours des cinq ou six années

qui suivirent³⁷... Et cette seconde et éclatante confirmation de nos prévisions n'a pas peu contribué, on s'en doute, à nous « dilater » la tête.

« Une répétition générale »

Nos prévisions se vérifiaient mais nous ne comprenions rien, en réalité, à ce qui se passait. Le petit livre que nous commîmes, Daniel Bensaïd et moi-même, en juin 1968, confortablement planqués chez Marguerite Duras, au cœur de Saint-Germain-des-Prés, atteste amplement de notre cécité. Modestement intitulé *Mai 68 : une répétition générale*, l'ouvrage parut en septembre, chez François Maspero. Entrepreneurs « schumpétériens », nous réinvestîmes aussitôt les droits d'auteur dans un journal — *Rouge* — qui fut d'abord bimensuel, puis hebdomadaire et, enfin, pendant trois ans, quotidien (1976 – 1979)...

La première partie, essentiellement descriptive, a vieilli. La seconde, interprétative, est, je le confesse, passablement affligeante : nous lisions les événements à travers nos archaïques besicles léninistes.

Pour qu'une situation puisse être dite révolutionnaire, enseignait en substance l'inventeur du bolchevisme, il ne suffit pas que « ceux d'en bas » ne veuillent plus vivre et être gouvernés comme précédemment ; il faut encore que « ceux d'en haut » ne puissent plus gouverner comme précédemment ; et que « ceux du milieu » basculent du côté de « ceux d'en bas ».

Autrement et solidement dit en jargon d'époque, il faut que la crise d'hégémonie des classes dirigeantes se complique d'une crise de l'État et d'un renversement d'alliance³⁸. Forts de cet acéré concept, nous faisons fonctionner vaillamment le triptyque léninien : la classe ouvrière et le peuple salarié de France ne veulent plus être dirigés comme précédemment. Nous en voulions pour preuves l'ampleur et la spontanéité de la grève, l'absence de plate-forme revendicative, le climat d'euphorie et de fête, le refus de reprendre le travail après les accords de Grenelle, le succès même du mot d'ordre rimbaldien : « changer la vie ».

Les élites au pouvoir ne pouvaient plus gouverner comme précédemment. Nous en voyions l'indice dans l'étonnant spectacle que donnaient d'eux-mêmes les sommets de l'État. Le Général-Président déclarait la situation « insaisissable » et partait en escapade à l'insu du Premier ministre. Nombre de ses collaborateurs lui conseillaient de faire valoir sur-le-champ ses droits à la retraite³⁹. Les palais nationaux étaient livrés aux fantômes. L'appareil d'État n'embrayait plus sur la « société civile », et commençait, ici et là, à se désagréger. Impression fautive, en réalité : l'armée, l'administration, la police demeuraient fermes sur leurs bases. Impression juste, en apparence : la classe politique perdait la tête. Les hommes les moins suspects de gauchisme, ou même de sympathie pour la gauche institutionnelle, parlaient de décomposition de l'État, tandis que Raymond Aron déplorait « l'accoutumance française aux changements de régime sous la pression de l'émeute, l'acceptation anticipée par le Français moyen et les fonctionnaires eux-mêmes des nouveaux maîtres⁴⁰ »... Les classes moyennes basculaient du côté de la contestation ? Nous en voyions la confirmation dans l'attitude de la bonne bourgeoisie parisienne elle-même, au début applaudissant au mouvement. Et surtout à la virulence des

nouvelles couches salariées, hautement qualifiées, souvent en pointe dans les luttes, comme les journalistes de l'ORTF, les chercheurs du CEA, les ingénieurs de Thomson...

Bref, on avait affaire, selon les évangiles, à une situation prérévolutionnaire caractérisée. La question de savoir si on pouvait la transformer en situation révolutionnaire proprement dite – c'est-à-dire en « dualité de pouvoir » -, puis en révolution victorieuse ne dépendait plus dès lors que de cette autre question : y avait-il un pilote dans l'avion ? Existait-il dans le pays une force organisée capable, tel en son temps le légendaire parti bolchevik, d'assumer le rôle de grand état-major du mouvement social ?

C'est là, précisément, que le bât blessait : le contrôle des réformistes – sociaux-démocrates et staliniens – sur les salariés était, à nos yeux, trop absolu, la faiblesse et la marginalité de la nouvelle extrême gauche trop flagrantes, pour que, cette fois encore, l'essai soit transformé : « Sans organisation révolutionnaire dirigeante, disait Léon Trotski, notre maître, l'énergie des masses se volatilise comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston⁴¹. » Cette fois-ci, encore, la vapeur allait se volatiliser. La défaite politique du mouvement était inscrite dans son code génétique. Tout au plus pouvait-il déboucher sur la démission du général de Gaulle et l'avènement d'un gouvernement Mendès France, investi par la rue. Objectif optimal, frôlé d'ailleurs d'un cheveu les 28 et 29 mai. Mais cette défaite, pensions-nous, ne marquerait pas, bien au contraire, le point de retournement du cycle politique, engendrant un processus de démoralisation et de régression de la combativité populaire. Car elle serait une défaite en regard de la réalisation du « but final », le socialisme, mais non en regard des avantages acquis par le salariat et la jeunesse.

La grève générale de mai-juin 1968 agirait donc comme un stimulant, un accélérateur. Elle ouvrirait une période d'intenses luttes sociales, éminemment favorables à l'enracinement des révolutionnaires. Ceux-ci aborderaient la prochaine échéance – dans cinq ans, dans dix ans – infiniment plus nombreux, plus expérimentés, mieux implantés. A quelques centaines, grâce à l'effet démultiplicateur du mouvement étudiant, ils avaient pu ébranler la France et porter le coup de grâce au régime bonapartiste du général de Gaulle. A plusieurs milliers, voire dizaines de milliers, ils sauraient « assurer la transcendance de la crise révolutionnaire en révolution socialiste victorieuse ». La prochaine fois serait la bonne. Forts de cette certitude, nous bâtissons le concept de « Mai 68, répétition générale ». Les « événements » de mai et juin étaient le 1905 français. Après 1905 vient 1917...

Il n'était donc pas question pour nous de céder à l'aventurisme, c'est-à-dire de prendre des initiatives – occupation de l'Élysée, de Matignon, ou même d'un ministère ; assaut donné à des commissariats, des armureries, des casernes⁴²... – qui auraient contraint le gouvernement à faire usage des armes. Pierre Goldman, puis Régis Debray nous ont ironiquement reproché d'avoir reculé devant l'affrontement militaire avec le pouvoir. Ils y voyaient la preuve de notre duplicité : nous voulions bien jouer à la révolution, mais surtout pas la faire. Nos barricades étaient en carton-pâte, militairement nulles. Nous n'avions pris que la parole, pas la Bastille ;

révolutionnaires d'opérette, nous reculions avec horreur devant la conséquence élémentaire de toute révolution : l'effusion de sang⁴³. Bref, nous commettions ce crime de lèse-majesté de singer la révolution, alors que sur quatre continents des centaines de milliers d'hommes souffraient et mouraient pour elle.

Énorme contresens, au demeurant bien compréhensible de la part d'hommes revenus des guérillas d'Amérique latine. Arrêté en 1967 en Bolivie, sauvé de justesse par une campagne internationale de grand style, mais condamné à trente ans de forteresse, Régis Debray avait vécu les « événements » de sa prison de Camiri. La plupart de ses camarades étaient morts, dont beaucoup sous la torture. On conçoit que les « combats révolutionnaires » du Quartier latin lui aient échauffé la bile. Mais, précisément, nous n'étions pas en Amérique latine, à « l'heure des brasiers », mais dans l'opulente Europe. Les rapports de force existants offraient bien des possibilités, autorisaient bien des audaces, mais excluaient absolument toute dynamique d'affrontement militaire.

Tout gauchistes que nous étions, nous savions qu'on ne lutte pas dans une démocratie comme contre une dictature. Les travailleurs avaient beaucoup obtenu, pacifiquement, par « l'action de masse », au cours des vingt dernières années, et n'étaient nullement disposés à se saisir des mitraillettes et des pains de plastic. Les révolutionnaires n'avaient pas à substituer leur violence minoritaire au pacifisme et au légalisme relatifs des masses, selon la triste et vieille habitude anarchiste, mais devaient, au contraire, « armer les masses du désir de s'armer ». L'heure était en France à la préparation politique, à la restructuration du mouvement ouvrier, à l'arme de la critique, non à la critique des armes. Déclencher la guérilla urbaine dans ces conditions eût été une preuve non d'authenticité révolutionnaire, mais d'insondable débilité politique. Une telle débilité devait se donner libre cours, surtout en Allemagne et en Italie, comme manifestation de désespoir, dans la seconde moitié des années 70, après le reflux du mouvement de Mai et la disparition de toute perspective. Pas au plus fort de la mobilisation.

Non seulement il n'était pas question de sombrer dans l'aventurisme, mais encore, lorsque, loin de démissionner, comme il en avait été un moment tenté, de Gaulle fit face, le 30 mai, et prononça la célèbre allocution qui allait galvaniser la « majorité silencieuse », nous comprîmes instantanément qu'on était entré dans l'après-Mai. Le reflux du mouvement allait s'amorcer, l'initiative changer de camp ; il devenait urgent de se replier en bon ordre.

La reprise du travail, dans la première quinzaine de juin, l'élection triomphale de la « Chambre bleu d'Auvergne », la fin de la fête, etc., ne provoquèrent donc pas d'états d'âme dans nos rangs. Tout cela était dans l'ordre des choses, prévisible et d'ailleurs prévu. La « contestation » ne s'achevait pas avec l'évacuation de la Sorbonne et l'arrivée de l'ineffable Couve de Murville à Matignon. Elle allait s'étendre, s'approfondir, se diversifier sous mille formes, disions-nous, attaquant le vieux monde comme un acide, après l'avoir percuté comme un bélier.

« L'extension de la radicalisation à la classe ouvrière »

Ici intervient un quatrième pronostic, également formulé à partir d'une théorie fautive – celle de la mission historique du prolétariat, seule-classe-révolutionnaire-jusqu'au-bout –, mais, lui aussi, apparemment vérifié, au-delà de toute espérance, par les faits !

La radicalisation politique qui s'était affirmée en mai, disions-nous, n'intéressait pas seulement les groupes marginaux, comme le pensait ingénument Herbert Marcuse, ou la « planète des jeunes », comme le suggérait Edgar Morin : elle travaillait toutes les couches dominées de la société, et en particulier la classe ouvrière, nouvelle et ancienne. Claude Lefort, dans *La Brèche*, Alain Touraine, dans *Mai 68 ou le Communisme utopique*, faisaient pourtant observer, avec quelque raison, que la classe ouvrière industrielle avait clairement montré, au cours des « événements », qu'elle ne constituait plus la force motrice du progrès historique et que de nouveaux acteurs s'étaient affirmés, qui allaient à l'avenir lui disputer ce rôle.

Analyses iconoclastes, auxquelles nous opposons une théorie du développement inégal et combiné de la conscience politique : la révolte de la jeunesse, expliquions-nous aimablement à ces incorrigibles révisionnistes, n'est que le symptôme d'un processus d'ensemble qui affecte, quoique de façon spécifique et désynchronisée, tout le corps social⁴⁴. Elle s'étendra des établissements scolaires aux usines, de la jeunesse étudiante aux travailleurs salariés. Elle n'épargnera aucun terrain, aucune institution ; elle dégagera, au sein de la société française, une vaste base sociale, en rupture avec les partis et les syndicats traditionnels et dont l'extrême gauche sera le représentant politique.

C'est en raison de cette exaltante perspective qu'est pris, dès 1969, le « tournant ouvrier » ; que sont créés les premiers groupes « taupes rouges », dans les entreprises ; que le soldat de deuxième classe Alain Krivine est présenté à l'élection présidentielle, en juin 1969 ; qu'est amorcée enfin la tentative de fusion avec le groupe trotskiste Lutte ouvrière, spécialisé depuis 1938 dans le « travail de boîte »...

Encore une fois, l'histoire se paie notre tête ; ce pronostic est spectaculairement vérifié : en 1970, aux usines Renault du Mans, débute *la révolte des OS* de l'automobile, contre le taylorisme. L'année suivante, avec les grèves de Girosteel, de Pennaroya..., *les travailleurs immigrés* entrent dans la danse. Puis la contestation passe de la périphérie de la classe ouvrière à son *centre*, culminant en 1973 avec le mouvement des travailleurs de Pechiney – à Noguères – qui arrêtent les cuves d'électrolyse, au grand dam du CNPF ; et surtout avec l'interminable et pittoresque grève des « Lip » qui remettent en route, sous leur propre autorité, la production et appliquent à la lettre un mot d'ordre qui fait fortune : « C'est possible, on fabrique, on vend, on se paie ! » Enfin, la vague atteint en 1974 l'aristocratie salariale des *employés*, avec les longues et dures grèves des banques, des Postes, des magasins à grande surface.

Par leurs objectifs et leurs formes d'action, ces mouvements portent la griffe de

1968 :

- caractère démocratique et anticapitaliste des mots d'ordre : augmentations égales pour tous, et non en pourcentage ; échelle mobile sur indice syndical, mensualisation, refus des « cadences infernales », amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité, intégration du temps de transport dans le temps de travail, réglementation du droit de licenciement ; lutte contre l'autoritarisme des « petits chefs », droit à l'information, etc., et, dans les cas les plus avancés (Lip, Cerisay...), contrôle ouvrier sur les cadences, les mutations, l'embauche, les licenciements...
- violence et « illégalisme » des formes d'action : occupation d'usine, séquestration de chefs d'entreprise et de cadres, saisie des livres de comptes, des stocks, atteinte à l'outil de travail... Le CNPF constate « avec attention et gravité » l'apparition de conflits « qui se présentent avec des caractères nouveaux et inquiétants ». Son président, François Ceyrac, déplore « une certaine tendance à la radicalisation, c'est-à-dire au refus des véritables responsables ouvriers de tenir compte des résultats de l'entreprise, et leur volonté de pousser jusqu'à l'extrême l'affrontement, sans souci réel de conciliation ». Il regrette « l'affaiblissement de l'autorité des organisations syndicales devant ces situations nouvelles », et stigmatise, enfin, « les atteintes portées à l'instrument de production⁴⁵ ».

Simultanément naissent et se développent, dans le bruit, la fureur et la confusion, le Mouvement de libération des femmes (MLF), le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), le Groupe d'information sur les prisons (GIP), les mouvements régionalistes, antipsychiatriques, les comités de soldats⁴⁶. Aux élections législatives de 1973, et aux présidentielles de 1974, l'extrême gauche – à vrai dire surtout Lutte ouvrière et Arlette Laguiller – réalise quelques bons scores dans des agglomérations ouvrières — 10 % dans la zone industrielle d'Orléans, 12 % à Charleville-Mézières... – qui laissent espérer qu'un électorat est en train de se constituer à la gauche du PC.

La longue grève des « Lip », surtout, avec sa démocratie directe, son anticapitalisme subtil, son génie de la communication, son « illégalisme », semble indiquer que les salariés français sont bel et bien en train de se mettre à l'heure italienne. Car, s'il est un pays qui incarne, à nos yeux, la nouvelle norme des luttes sociales en Occident et éclaire leur évolution, c'est bien l'Italie du « Mai rampant ». Il n'est pas de trimestre où nous n'allions en pèlerinage dans ce « laboratoire social » de l'Europe latine, contempler en vraie grandeur ce que sera notre proche avenir. Dans les grandes entreprises, des *conseils ouvriers* de chaîne, d'atelier, de bureau ont surgi par milliers en 1969, rassemblant dans la seule métallurgie trois millions de salariés. Intégrés, comme des poupées russes, de l'atelier à l'ensemble du groupe, ils ont imposé leurs mots d'ordre et la réunification aux trois syndicats des métaux. Ce vaste mouvement des conseils a son pendant dans les localités :

conseils de quartier, de zone, de ville. Le tissu associatif s'est rénové et étoffé ; on n'en finirait pas d'égrener la litanie de ses mouvements de masse : mouvements de femmes, de minorités sexuelles, de soldats, de sous-officiers, de locataires, de surveillance des prix... Dans ce pays de cocagne, l'extrême gauche compte des dizaines de milliers d'adhérents et publie trois quotidiens nationaux.

Au printemps 1972, *Rouge*, l'hebdomadaire de la Ligue communiste, fait le point : « Deux ans après Juin 1936, écrit l'auteur de ces lignes, c'en était fini des mots d'ordre radicaux et des occupations d'usine. Quatre ans après Mai 68, la plupart des luttes partent du niveau atteint lors de la grève générale. » Dans une longue étude des derniers conflits sociaux, intitulée « Ces grèves qu'on dit gauchistes, premières leçons des luttes nouvelles », il constate l'émergence d'un salariat combatif et même agressif, en rupture avec les pratiques réformistes ; en phase, au contraire, avec l'anticapitalisme de l'extrême gauche⁴⁷...

« Remodeler le mouvement ouvrier »

Cette analyse de la radicalisation induit un cinquième pronostic : sous la pression de l'extrême gauche, le mouvement ouvrier va se remodeler dans son ensemble, au profit des révolutionnaires.

Nous ne prenions pas nos désirs pour la réalité, nous ne disions pas, comme les maos : « A Renault, la CGT rase les murs. » Issus du mouvement communiste, nous en connaissions l'enracinement historique et la solidité. Mais nous savions aussi d'expérience que le PCF constituait une machine à sélectionner à rebours. Ceux de nos ex-camarades de l'UEC qui étaient « montés » dans l'appareil avaient été choisis pour leur souplesse d'échine, leur virtuosité à épouser sans états d'âme les virages les plus abrupts de la politique du Parti. De l'avis général, c'étaient les plus bornés ou les plus serviles. Confronté à la « crise du stalinisme » avec un tel matériel humain, le PCF ne saurait pas négocier les adaptations nécessaires. Déchiré entre la tentation social-démocrate et la crispation sur son identité stalinienne, il allait au-devant de violentes convulsions. A la faveur de ces secousses s'en détacheraient des « pans entiers » – comme le PSU s'était détaché de la SFIO – qui finiraient bien par tomber dans notre escarcelle. L'avenir du PCF était préfiguré par celui de ses organisations de jeunesse, entrées en rébellion chronique dès 1960 et qui ne s'en étaient jamais relevées. Les avons-nous espérés, guettés et attendus, ces « pans entiers » de militants expérimentés qui devaient nous introduire au cœur des « forteresses ouvrières » ! Lorsqu'en 1968 Claude Barjonet, secrétaire confédéral de la CGT, rompit avec le PCF et s'écria à Charléty : « Tout est possible ! », nous avons bien cru que c'était arrivé. Afin d'offrir une structure d'accueil au « pan » barjonétiste, nous créâmes même un « Mouvement révolutionnaire » (MR) croupion, derrière lequel nous acceptions de nous effacer. Mais ce ne fut qu'un plâtras, les « pans entiers » devaient venir plus tard. On ne comprend rien aujourd'hui au flirt poussé entre Krivine et Juquin⁴⁸, si l'on n'a pas en tête cet arrière-plan.

Quant à la SFIO, son inexistance en mai-juin 1968 attestait une fois de plus qu'elle était bel et bien un astre mort. Son rayonnement électoral, quoique faiblissant, faisait encore illusion. Mais le foyer était éteint. Les frères ennemis du congrès de Tours étaient, selon nous, deux vieillards cacochymes, à la merci d'un troisième larron. La nouvelle extrême gauche allait faire au PCF le coup qu'il avait fait lui-même à la SFIO dans les années 30 et 40, et qu'elle avait fait elle-même au Parti radical, au début du siècle. On n'arrête pas le progrès.

Quand, aux élections présidentielles de juin 1969, le candidat officiel de la SFIO Gaston Defferre, flanqué de l'homme charismatique de la gauche, Pierre Mendès France, obtint 5 % des suffrages, soit à peine plus que la somme de ceux de Rocard (PSU) et de Krivine (Ligue communiste), notre pronostic sur l'effondrement de la social-démocratie française semblait vérifié. Il en allait autrement du PCF, malgré l'intervention russe en Tchécoslovaquie. Mais nous savions que, de ce côté-là, il faudrait prendre patience.

Des Trente Glorieuses aux « Trente Moroses »

The last but not the least : en 1974, une sixième prédiction stratégique – le retournement du cycle long d'expansion économique -, soutenue pendant dix ans dans l'hilarité générale, s'est trouvée à son tour spectaculairement vérifiée. La récession de 1974-1975, première crise synchronisée du monde capitaliste depuis 1929, sonne le glas des Trente Glorieuses et marque l'entrée dans les « Trente Moroses », voire les « Trente Ignominieuses »...

Or l'inéluctabilité de ce retournement constituait un article de base du credo de la JCR⁴⁹. Là encore, il ne s'agissait pas d'une vague imprécation, ou d'un simple *a priori* catastrophiste. Démarquant à la lettre les analyses d'Ernest Mandel, le texte de référence politique de la JCR reconnaissait la réalité et l'exceptionnelle vigueur de l'expansion prolongée de l'après-guerre. Mais il repoussait l'idée, alors unanimement admise ou presque, que cette expansion était devenue la nouvelle norme du système, qu'elle se prolongerait, en conséquence, indéfiniment, que le capitalisme, en un mot, avait finalement surmonté à sa manière ses contradictions économiques ; bref, qu'il devait être combattu désormais comme système de valeurs, ou type de civilisation, plutôt que comme système irrationnel d'allocation des ressources.

En septembre 1964, Ernest Mandel avait publié, dans *Les Temps modernes*, un article prophétiquement intitulé « L'apogée du néo-capitalisme et ses lendemains⁵⁰ », où il analysait, en s'inspirant des théories des cycles longs de Nikolaï Kondratiev et de Joseph Schumpeter (à l'époque fort décriés), les raisons et les ressorts de l'expansion capitaliste des années 50 et 60. Démontrant l'épuisement tendanciel de ces ressorts, le pape de la IV^e Internationale annonçait le retournement de tendance pour la fin de la décennie, l'entrée dans un cycle long de stagnation économique, ponctuée de crises économiques de plus en plus graves. Ce texte et d'autres, plus étayés, en particulier son cours professé à l'université libre de Berlin, sur le « capitalisme du troisième âge⁵¹ », constituaient les documents de base de nos écoles de formation et le « noyau dur » de notre doctrine économique.

Les militants de la JCR, puis ceux de la Ligue étaient nourris au lait de Schumpeter et Kondratiev, et éduqués dans la conviction que la croissance accélérée ne durerait pas. Il va sans dire que pour l'*establishment* des économistes, convaincus que la régulation keynésienne avait une fois pour toutes aboli l'antique malédiction qui pesait sur le capitalisme concurrentiel, ces thèses passaient pour le parangon du ringardisme, et leurs prévisions pour du pur catastrophisme millénariste. Pourtant, le retournement de tendance survint bel et bien, au début des années 70. La croissance connut une nette décélération – le taux de croissance annuel français est passé de 5 %, au cours des Trente Glorieuses, à 3 %, puis à 1 % ; le chômage massif réapparut ainsi que la « nouvelle pauvreté », tandis que l'État-providence cherchait désespérément à combler le tonneau des Danaïdes de ses déficits. Schumpeter et Kondratiev redevinrent à la mode, et le spectre d'un vrai coup de chien économique,

différent de la grande dépression par ses modalités, mais non par son intensité, se mit à nouveau à hanter l'Occident⁵².

Résumons : jusqu'en 1975, les pronostics centraux de la Ligue se trouvent bel et bien confirmés⁵³. Tandis que ses effectifs décuplent, son implantation se diversifie et s'accroît, ses prouesses s'étalent quotidiennement dans les pages « Agitation » du *Monde*. La gauche officielle, enfin, l'admet dans le cercle de famille⁵⁴.

Le moyen, dans ces conditions, de résister au sentiment gratifiant d'avoir raison contre tous, de figurer parmi les *happy few* qui ne sacrifient pas à l'impressionnisme ambiant, qui voient clair et loin, qui saisissent l'essence même des processus en cours et non de leur fugace apparence ? Nous ne doutons de rien. Surtout pas de nous.

Mais, pour rusée et retorse qu'elle soit, l'histoire, au fond, n'est pas mauvaise fille. Dans la seconde moitié des années 70, s'avisant sans doute que la plaisanterie avait assez duré, elle renonce soudain à se divertir à nos dépens.

A partir de ce moment, tous les pronostics stratégiques de la Ligue se trouvent systématiquement infirmés. La grève des « Lip » n'est pas la nouvelle norme des conflits sociaux. Elle apparaît, au contraire, comme un point culminant, une queue de comète de Mai 68. Sous l'impact du chômage, la combativité des salariés, encore très élevée, amorce son reflux, lisible dans les statistiques du ministère du Travail. Dans les universités, puis, avec quelques années de latence, dans les lycées et les collèges, la mobilisation et la politisation retombent spectaculairement, tandis que triomphe « le repli sur soi ». La fameuse « recomposition du mouvement ouvrier » s'effectue, mais au profit du Parti socialiste et de la CFDT, et non de l'extrême gauche, qui connaît, au contraire, une grave crise de militantisme et s'enfonce dans la marginalité. Un événement majeur, totalement imprévu, se produit dans le champ de l'idéologie : l'effondrement de la culture révolutionnaire au sein du salariat et de la jeunesse, dont le « collapse du marxisme » n'est qu'un aspect.

En Espagne, contre toute attente, la transition du franquisme à la démocratie s'effectue pacifiquement sous l'égide du roi Juan Carlos. Au Portugal, le social-démocrate Mario Soares recueille l'héritage de la révolution des Œillets. En Italie ce laboratoire social où nous allions pieusement scruter notre destin, la démocratie-chrétienne, faillie et corrompue, usée jusqu'à la corde par trente années de pouvoir, renforce ses positions, à notre stupéfaction, aux élections législatives du 20 juillet 1976, tandis que le PCI s'effrite et que l'extrême gauche ne recueille pas 1 % des suffrages exprimés.

Devant cette avalanche de démentis, deux attitudes sont possibles : on peut donner tort aux faits, leur tourner délibérément le dos, pour sauver la doctrine. C'est la tentation naturelle des micro-appareils soucieux avant tout de défendre l'identité de l'organisation, de préserver le capital militant accumulé et qui savent bien qu'on ne galvanise pas les énergies avec des points d'interrogation. Dans ce cas, on impute les déboires aux agissements des adversaires – et en particulier aux « trahisons des bureaucraties réformistes », ce *joker* inusable de la casuistique trotskiste – et les erreurs, non pas à la théorie – au-dessus de tout soupçon -, mais à sa piètre maîtrise

ou mauvaise interprétation. Inversement, on peut tenir compte des faits et reconnaître qu'ils « falsifient » bel et bien la doctrine. Ce fut finalement mon choix. En 1976, je démissionnai de mes responsabilités au bureau politique, pour me consacrer au secteur « étude » de l'organisation et à sa revue théorique. Commence alors un travail de réexamen et d'élaboration qui fut aussi un travail de deuil. Au terme de ce douloureux exercice, convaincu de l'inadéquation de la *Weltanschauung* trotskiste à nos sociétés, je tirai ma révérence, sur la pointe des pieds.

Il fallait bien en convenir, Mai 68 n'avait pas précipité en France une « situation prérévolutionnaire », ouvrant, comme nous le croyions, une période historique d'actualité de la révolution socialiste. Même d'un point de vue léniniste orthodoxe, pareille thèse avec le recul apparaît farfelue. Si « ceux d'en bas ne voulaient plus vivre et être gouvernés comme précédemment », cela ne signifie nullement qu'ils aspiraient – ou pouvaient aspirer à court terme s'ils étaient soumis à une pédagogie politique adéquate – au grand chambardement avec tous les risques et les souffrances que celui-ci impliquait.

Les Français souhaitaient, plus modestement, un partage plus équitable du gâteau, et non casser le moule à tarte. Et plus encore à bousculer les vieux rapports d'autorité. En mai 1968, la « question du pouvoir » était bien posée. Mais pas comme nous le pensions en termes de substitution d'une domination de classe à une autre, de la « dictature du prolétariat » à celle de la bourgeoisie. Elle l'était en termes de rejet des formes autoritaires, hypercentralisées, de domination.

Mais plus fondamentalement, c'est le concept léniniste de révolution lui-même, et la théorie du changement social qu'il sous-tend, qu'il fallait récuser ; l'idée que, dans un pays développé, de vieille tradition démocratique, peut fonctionner la séquence tirée du « modèle d'Octobre » : grève générale, auto-organisation des masses, désagrégation de l'appareil d'Etat, dualité de pouvoir, insurrection armée, suivie ou non de guerre civile et étrangère, apparaît proprement cocasse. Dans nos sociétés complexes, le changement politique et social n'emprunte pas plus ce scénario que celui de la « guerre du peuple » conçu et exécuté par Mao, ou celui du *foco* imaginé par Fidel.

C'est notre conception même de la transformation sociale, postulant l'existence d'un modèle universel de révolution socialiste déduit du « modèle d'Octobre », qui était erronée. Comme était irréaliste et chimérique notre « projet de société ». On peut, certes, beaucoup améliorer la démocratie française, lui conférer, par tout un ensemble de réformes institutionnelles, davantage de substance et de réalité, et notamment y insuffler des éléments de démocratie directe. On ne peut certainement pas lui substituer, comme nous le préconisons, une « pyramide de conseils ouvriers », dépêchant ses délégués (responsables et révocables à tout moment) de l'atelier au Conseil suprême, sur le modèle de la République des Soviets instituée par Lénine et Trotski en 1918. Aujourd'hui, un tel constat confine à l'évidence. Mais, dans les années 60, toute une génération de jeunes révolutionnaires s'était posé la question : *comment rompre avec le stalinisme sans rallier le capitalisme ?* Elle avait trouvé une réponse dans le retour à la pureté des origines, le ressourcement au

marxisme classique. Sa conception du politique n'en était pas sortie fortifiée.

Disons en trois phrases ce que nous mêmes dix ans à admettre : 1968 n'était pas un 1905 français, la répétition générale d'un 1917 dont manquait l'acteur principal. Nous plaquions sur la révolution de Mai des schémas préétablis, pataugeant dans les contresens et manquant ce qui faisait la spécificité des « événements ». Elle n'était pas non plus, pourtant, ce « psychodrame » dénoncé par Raymond Aron.

CHAPITRE 2

Psychodrames

Je suis au fond un sociologue qui a peu le sens du social. J'ai peut-être le sens de l'économique et du politique, mais il faut que je me force pour avoir le sens du social en tant que tel.

Raymond Aron

La France ne fait jamais de réformes que dans la foulée d'une révolution.

Charles de Gaulle

Il faut simplifier le plus possible, mais pas davantage.

Albert Einstein

L'analyse d'Aron est importante, non seulement parce qu'elle tend aujourd'hui à s'imposer, mais parce qu'elle fut et reste celle des élites dirigeantes. Parmi les « interprétations qui épousent le point de vue des acteurs », outre celles qui embrassent le point de vue des « contestataires », il y a aussi celles qui reflètent le regard des amis de l'ordre, des « acteurs de juin »... *La Révolution introuvable*, que Raymond Aron écrit à chaud, encore sous le choc, appartient clairement à cette seconde catégorie.

L'auteur confesse avoir vécu les « événements » dans la souffrance et l'indignation, « mais dans une indignation qui dépasse toutes les indignations que j'ai éprouvées au cours de mon existence⁵⁵ ». Pour un homme qui a traversé l'avènement du nazisme, Munich, la débâcle de Vichy, les guerres coloniales, on conçoit qu'il ait été habité par une sainte colère. Celle-ci aurait-elle été, pour une fois, bonne conseillère ?

N'en déplaise à mes estimés collègues, Luc Ferry et Alain Renaut, j'avoue que j'éprouve beaucoup de mal à me persuader que, « tout bien pesé », « *c'est chez Raymond Aron que l'on trouve les analyses les moins réductrices de la crise de mai 1968* » et que son interprétation des « événements » représente « *l'exemple même d'une mise en œuvre concrète d'une méthodologie wébérienne qui donne toute sa portée au principe du pluralisme interprétatif*⁵⁶ ». Que ces aimables et pénétrants philosophes me pardonnent, je me surprends même, parfois, à penser que *La Révolution introuvable* ne constitue pas, loin de là, la meilleure œuvre du regretté professeur. Et, pour tout dire, que dans ce qu'elle a de spécifiquement aronien – la thèse du psychodrame – elle n'est pas très intéressante ; et dans ce qu'elle a d'intéressant – l'énumération des « causes profondes » de la révolution de Mai – elle n'est pas très aronienne...

Deux interprétations de Mai 68 coexistent en effet dans le livre d'Aron : la première, purement polémique, refuse de voir autre chose dans la révolution de Mai qu'un « grand défolement », un « carnaval », un « accès de démence collectif », s'emparant de « la jeunesse dorée du XV^e arrondissement⁵⁷ »... coup de folie s'épandant comme tache d'huile selon l'ancestrale tradition émeutière des Français, peuple léger et aisément frondeur, comme on sait. Cette caricature soulage manifestement son auteur, mais elle produit peu d'intelligibilité : la contestation apparaît comme une catastrophe naturelle qui s'abat soudainement sur la « société de satisfaction querelleuse », comme un vol de sauterelles sur la basse vallée du Nil.

La faiblesse du propos n'échappe pas à l'interviewer (Alain Duhamel), qui exhorte avec insistance son illustre interlocuteur à planter là la psychopathologie des foules pour creuser plus avant. Point n'est besoin, en effet, d'être docteur en Sorbonne pour s'écrier avec Astérix : « Ils sont fous ces Gaulois ! » Si Mai 68 est un moment de démence collective, on ne pouvait pas plus l'éviter qu'on ne peut prévenir son retour. Une société épileptique doit apprendre à vivre avec ses crises.

Pourquoi la révolution de Mai fut-elle un psychodrame, selon Aron ? Parce que la seule force organisée, à gauche, qui aurait pu prétendre s'emparer du pouvoir par la violence de la rue – le Parti communiste – n'en voulait à aucun prix, répond-il. Et

parce que ceux qui prétendaient le vouloir – certains groupuscules gauchistes — ne le pouvaient absolument pas, n'étant réellement que des groupuscules... Ainsi ceux qui pouvaient ne voulaient pas, et ceux qui voulaient ne pouvaient pas, chacun se contentant de jouer la comédie, de mimer la révolution, en empruntant au répertoire national (la commune jacobine, la Commune de 1871) et international (la révolution d'Octobre, la guérilla du Che). Personne n'était sérieux, ni ne se prenait au sérieux. Tous savaient que tôt ou tard le surveillant général sifflerait la fin de la récréation. La preuve ? De part et d'autre, on s'était implicitement fixé une limite à ne pas franchir, sous peine de hors-jeu : la mort d'homme⁵⁸.

Mais ce psychodrame aurait pu toutefois tourner au drame, reconnaît Aron, ruinant par là même son propos. Si le général de Gaulle s'était retiré le 30 mai, si un gouvernement Mendès France, investi par la rue, lui avait succédé, « alors nous aurions connu le processus typique des révolutions françaises, processus écrit à l'avance ; un gouvernement de gauche plus ou moins contrôlé par le PCF, avec inévitablement, au bout d'une certaine période, soit un gouvernement complètement contrôlé par les communistes, soit, plus probablement, une réaction violente⁵⁹ ».

Raymond Aron avoue d'ailleurs que, tout persuadé qu'il fût du caractère dérisoire de ce carnaval, il a lui-même cru tout à coup qu'on allait bel et bien basculer dans le drame⁶⁰. Entre le 28 et le 30 mai, lorsque le général de Gaulle avait disparu, que les ouvriers de Renault avaient conspué le « constat » de Grenelle, que la CGT appelait à une grande manifestation, de la gare de l'Est à la gare Saint-Lazare, à 800 mètres de l'Elysée, « le spectateur engagé » s'est demandé, comme bien d'autres, si, au bureau politique du PCF, certains éléments n'avaient pas finalement fait prévaloir une ligne dure. Les communistes ne pouvaient pas être plus gaullistes que de Gaulle, sauver un pouvoir qui semblait ne pas se défendre⁶¹.

Ainsi, ceux qui ne « voulaient à aucun prix » du pouvoir se seraient bien laissé tenter tout de même, et ceux qui ne « pouvaient pas » s'en emparer ont été à deux doigts d'atteindre leur objectif véritable : réaliser un Mai 58 à l'envers... En réalité, le propos aronien peut s'appliquer à toute explosion révolutionnaire, et même à toute mobilisation sociale de grande envergure : d'un point de vue conservateur, en effet, toutes peuvent être considérées comme des psychodrames, susceptibles de tourner au drame (comme en 1848 ou 1871), si elles ne subissent pas un coup d'arrêt (comme en 1830).

Le propre de ces situations, c'est la brusque irruption sur la scène historique, « par millions et par millions », selon la plate expression de Lénine, des « gens ordinaires », ceux qui, en temps normal, vaquent paisiblement à leurs occupations, et laissent les professionnels de la politique déployer tranquillement leurs talents d'hommes d'État. Qu'une telle irruption offre un spectacle contrasté, que le pire y côtoie le meilleur, comment pourrait-il en être autrement ? Le mouvement de Mai 68, c'est l'occupation de Renault-Billancourt et celle de l'Odéon ; les commissions de modernisation de l'université et les groupuscules gauchistes, les doux sybarites de la révolution existentielle et les durs « katangais »... C'est dire que pareille

mobilisation est facilement sujette aux perceptions sélectives : les partisans du mouvement ne voient que le sublime, l'héroïque, le généreux, l'admirable, et passent par pertes et profits les aspects moins flatteurs, quand ils n'y sont pas tout simplement aveugles⁶². Ses adversaires n'en perçoivent au contraire que le grotesque, l'ignoble, le risible, l'affecté... Qu'on se souvienne des textes de De Maistre ou de Bonald sur la « Grande Révolution » ; de ceux de Tocqueville ou de Flaubert sur le soulèvement de 1848, ceux de Thiers et de la plupart des « gendeletrés » sur la Commune de Paris. Il a dû s'en proférer des sottises, s'er prendre des poses, s'en tramer des ignominies, au soviet de Petrograd, ou dans les assemblées de Solidarnosc...

Que toutes les révolutions françaises puissent être, peu ou prou, interprétées en termes de psychodrames – ce dont les conservateurs de chaque époque ne se sont d'ailleurs guère privés –, Stanley Hoffmann l'explique par le « style français de protestation », pendant du « style français d'autorité ». A en croire l'auteur des *Essais sur la France*, la protestation à la française se différencie de la protestation anglo-saxonne par un certain nombre de traits, qui lui confèrent tout son sel.

Elle revêt, en premier lieu, un *caractère destructeur*, marqué par le refus de coopérer avec « l'ennemi », responsable de la mesure ou de la situation contre laquelle on proteste, pour parvenir au changement désiré. « Le but de la protestation n'est pas tant de redresser le mal, écrit Hoffmann, que de punir son auteur⁶³. »

Négative, cette protestation est également « totaliste » : on ne peut parvenir au changement désiré sans transformer au préalable les fondements mêmes de l'ordre politique et social. La protestation française n'est pas pragmatique, mais idéologique. D'où un troisième trait spécifique : *le défaitisme* ; confrontés à l'ampleur herculéenne de leur tâche, les protestataires français sont, plus ou moins consciemment, habités par le désespoir de n'aboutir jamais. Ils ne croient pas, au fond, à leur possibilité de vaincre et entendent surtout servir d'exemple aux générations à venir, témoigner devant l'histoire.

Le geste compte davantage que le résultat ; d'autant que *le « culte de la prouesse militante »*, forme particulière du « culte français de la prouesse », ombre portée des valeurs aristocratiques sur la démocratie, imprègne de part en part leur mouvement. « Les événements de mai-juin 1968 méritent d'être pris tout aussi au sérieux que les révolutions “ réussies ” de 1830 et 1848, auxquelles ils ressemblent, conclut Hoffmann, ou la “ révolution nationale ” de Vichy, dont ils furent d'une certaine façon l'antithèse⁶⁴. »

Reconnaissons bien volontiers l'évidence : il y a une part de « carnaval », de « défoulement », de « psychodrame » dans Mai 68, comme dans tout grand mouvement contestataire. Le tort d'Aron, c'est de réduire Mai 68 à cette dimension, de considérer qu'elle constitue la vérité, l'essence même du mouvement, alors qu'elle n'est qu'une dimension parmi d'autres, au demeurant secondaire⁶⁵. De même, il y a sans doute une part de mode, d'engouement, voire de snobisme, dans la « contestation » (Gilles Lipovetsky). Mais il n'est pas sérieux de réduire la

révolution de Mai à un « mouvement de mode⁶⁶ ».

Cette vision réductrice peut d'autant plus être imputée au parti pris politique qu'Aron perçoit les autres dimensions du mouvement, tout en les sous-évaluant et en les pensant séparément, abusant de l'incohérence relative que permet la forme du livre-interview.

Soit l'exemple des barricades : contrairement à Pierre Goldman ou à Régis Debray qui, pour des raisons propres, n'aiment pas non plus Mai 68, et reprennent pour l'essentiel la thèse du psychodrame, non sans y ajouter quelques compliments de leur cru (« convulsion vermiculaire », « onanisme collectif »...), Aron ne se méprend pas sur le sens des barricades. Oubliant en fin de parcours ce qu'il a expliqué d'entrée de jeu, il ne les ramène pas à une pantomime, une parodie dérisoire des barricades du XIX^e siècle. Il ne les apprécie pas non plus, comme Debray et Goldman, à l'aune de critères d'efficacité militaire⁶⁷. Car il en perçoit parfaitement la fonction : « Les barricades, en tant que mise au défi des forces de l'ordre par des insurgés étudiants, ne ressortissent pas à une technique archaïsante, il s'agit tout au contraire de la mise en application d'une technique qui tend à obliger le gouvernement soit à perdre la face, soit à faire des martyrs. Dans un pays libéral, il est aussi dangereux de perdre la face que de faire des martyrs. Et le gouvernement français a commencé par faire des martyrs dans la nuit de vendredi à samedi, il a ensuite perdu la face dans la nuit de samedi à dimanche. *La reprise des vieilles techniques donne l'impression de l'archaïsme alors que ces techniques ont changé de fonction.* Au XIX^e siècle, les barricades avaient quelque efficacité militaire. Aujourd'hui, elles jouent la comédie de l'efficacité militaire, mais elles gardent ou retrouvent une efficacité psychologique. Passage de l'efficacité matérielle à l'efficacité symbolique⁶⁸. »

De même, Aron pressent la fonction du « folklore révolutionnaire » des étudiants : « Les ouvriers français, en raison de l'histoire particulière de leur classe, écrit-il, ne se sont pas intégrés à la société moderne comme l'ont fait les majorités ouvrières en Grande-Bretagne, en Allemagne et aux États-Unis. *Quand montent les grandes vagues de revendications, la classe ouvrière retrouve des réflexes ou des émotions révolutionnaires : le drapeau rouge, le drapeau noir*⁶⁹. » En brandissant des forêts de drapeaux rouges et noirs, en défilant derrière les portraits des grands ancêtres, en dressant des barricades, en affrontant les forces de l'ordre aux accents de *L'Internationale*, n'est-ce pas ces réflexes et ces émotions que le mouvement étudiant espérait libérer ? En s'emparant des mythes et des rites du mouvement ouvrier révolutionnaire, il ne se bornait pas à se donner la comédie, « à satisfaire, sous des figures ludiques et masturbatoires, son désir d'histoire » (Goldman). Tout entier à son objectif d'extension du mouvement à la classe ouvrière, il s'adressait à elle, par-dessus la tête de ses organisations, l'exhortant à entrer à son tour dans la danse⁷⁰.

Où sont passés le psychodrame, le carnaval, la comédie ?

Pluralisme interprétatif ?

Mais Aron ne serait pas Aron s'il se contentait de laisser ainsi libre cours à son humeur. Sous l'aiguillon de son interviewer, la passion de comprendre l'emporte peu à peu sur celle d'en découdre. Non sans mal. « Bien entendu, déclare-t-il encore à mi-parcours, ce phénomène a des causes profondes..., mais elles appartiennent à l'ordre de l'affectif, à l'ordre de l'émotionnel⁷¹. » Mais, lorsqu'il en vient à produire ces causes, l'affectif et l'émotionnel passent à l'arrière-plan. Il est surtout question du système français d'autorité, hiérarchique, rigide, impérieux, et de surcroît poussé à son paroxysme par le régime du général de Gaulle. Développements fort éclairants, d'où il ressort, un peu à l'insu de leur auteur, que les contestataires avaient quelques bonnes raisons de secouer le cocotier au printemps de 1968, et que leurs coups de boutoir pouvaient produire quelques évolutions salutaires. Mais développements démarqués pour l'essentiel des thèses de Michel Crozier sur la société bloquée et des sociologues « culturalistes » américains – Stanley Hoffmann, Jesse R. Pitts, Laurence Wylie – sur le style français d'autorité et de protestation, en y greffant, pour parer à toute éventualité, la plupart des explications disponibles sur le marché : de la théorie de l'agressivité, de Konrad Lorenz⁷², à la stagnation du SMIG, en passant par la « névrose de surpopulation » mise en évidence expérimentalement chez les rats par Kohler⁷³. Tout cela livré en vrac et sur le même plan. C'est sans doute ce que Luc Ferry et Alain Renaut appellent le pluralisme interprétatif, cher à Max Weber...

Aussi, il n'y a pas lieu de s'étonner que les prédictions issues d'une pareille analyse soient, elles aussi, amplement « falsifiées » : « Vous jugez grandiose le mouvement des étudiants, reproche Aron à son interviewer, Alain Duhamel ; mais moi je vous dis que de ce mouvement ne peut sortir que le malheur, c'est-à-dire soit un régime de droite renforcé, soit un gouvernement de style Front populaire dominé par le communisme. » Triple bévue, cher professeur : en guise de « droite renforcée », on a eu Chaban-Delmas et sa « nouvelle société », puis Valéry Giscard d'Estaing et son « socialisme rampant ». En guise de Front populaire, on a eu le septennat de François Mitterrand et les gouvernements d'Union de la gauche, mais sous hégémonie socialiste et non communiste. En guise de malheur, enfin, on a eu une modernisation démocratique de la société française qui l'a rendue plus vivable. Ce que le « spectateur engagé » reconnaît honnêtement au chapitre XVIII de ses *Mémoires* : finalement l'ordre rétabli après les événements, écrit-il, bon prince, « diffère en mieux de l'ordre ancien⁷⁴ ». Après la révolution introuvable, la clairvoyance retrouvée.

Si Mai 68 n'est ni la répétition générale d'une future insurrection d'Octobre à Paris, ni un simple psychodrame doublé d'un effet de mode, que s'est-il réellement passé, ce printemps-là, à Paris ?

CHAPITRE 3

L'esprit du temps

Forment une génération ceux dont l'âge est identique et qui ont connu la même histoire. Une proximité dans la mouvance et dans l'itinéraire : les adolescents chinois et esquimaux ne forment pas ensemble une génération : il leur manque, on s'en doute, des événements repères et des émotions partagées.

Laurent Joffrin

Avant toute chose, il faut s'entendre sur la morphologie de Mai. De quoi parle-t-on, en effet, dans nos chaumières, lorsqu'on évoque Mai 68 ? Le plus souvent du *Maifrançais* modestement considéré comme la forme la mieux aboutie, la plus achevée, des diverses contestations nationales, et donc la plus éclairante, la mieux à même de livrer le secret des « événements ». Inceivable nombrilisme de la « Grande Nation » ! Le franco-centrisme est de mauvaise méthode.

Morphologie de Mai

Mai 68 en effet n'est pas un événement franco-français, comme la Commune de Paris, l'affaire Dreyfus ou le Front populaire... Sa dimension, sa réalité son d'emblée *internationales*. Aux États-Unis, en Europe occidentale, au Japon, il s'agit bien d'un seul et même mouvement : mêmes forces motrices, mêmes idéologies, mêmes mots d'ordre, mêmes pratiques. Mieux, si son épice se trouve dans les démocraties occidentales développées, il se déploie, on le sait, sous des formes spécifiques, mais avec un indubitable air de famille, dans des sociétés radicalement différentes : certaines « démocraties populaires » et nombre de pays du tiers monde. Les « contestataires » sont au demeurant fort conscients de cette dimension planétaire de leur mouvement et cherchent à lui donner corps : « Rome, Paris, Berlin, Tokyo, Varsovie » figurent au hit-parade de leurs mots d'ordre. Tandis que les groupuscules multiplient les coordinations, les initiatives, les manifestations internationales.

Pas plus que la Révolution française ne constitue la forme classique de la révolution bourgeoise, contrairement à ce que pensait le grand Karl Marx, le Mai français ne constitue l'archétype, la forme classique de la « contestation », contrairement à ce que nous pensions nous-mêmes, ses indignes disciples. Bien au contraire, il en incarne une forme exceptionnelle, atypique, liée au caractère hybride

– mi-moderne, mi-archaïque – de la société française des années 60. Nulle part ailleurs, pas même en Italie, ne s'est produit le fameux télescopage entre le soulèvement étudiant, la grève ouvrière et la crise de régime. C'est parce qu'ils se sont polarisés sur le Mai français que tant de bons auteurs se sont trompés sur le véritable acteur social des « événements » et, partant, sur leur signification.

En second lieu, pas plus qu'il ne se limite dans l'espace, le mouvement de Mai 68, en dépit de sa fallacieuse appellation, n'est un événement circonscrit à quelques semaines de printemps⁷⁵. L'année 1968 ne représente que le point culminant d'un processus qui commence au début des années 60 au Japon, s'étend en 1963-1964 aux États-Unis, puis gagne l'Allemagne occidentale et l'Europe du Nord en 1966-1967 explose en France et en Italie au printemps 1968 et se poursuit encore pendant plusieurs années. Les soubresauts sociaux et les déchirures culturelles des années 70, le MLF, les mouvements des minorités sexuelles, le MLAC, le mouvement lycéen les écologistes, la grève des « Lip », les mobilisations du Larzac se rattachent à l'évidence à la nébuleuse soixante-huitarde.

Plus largement, il faut insérer Mai 68 dans un cycle long idéologique et politique, et se le représenter *en perspective*. En France, la grève des mineurs de 1963 inaugure un cycle de montée de la combativité populaire et de radicalisation politique attesté par tout un ensemble d'indices, qui atteint un premier sommet en 1968, connaît une phase en plateau de 1968 à 1975, et son point de retournement en 1977-1978...

En troisième lieu, Mai 68 n'est pas une mobilisation de la classe ouvrière, de la « nouvelle classe technicienne » ou du « peuple tout entier », mais *un fait de génération*. Partout, ce sont les adolescents et les postadolescents qui ont lancé le

mouvement, lui ont donné son style particulier et notamment son exubérance, sa dimension ludique, sa vitesse de propagation.

Il n'y a qu'en France, et dans une moindre mesure en Italie, que s'opère la « jonction » entre la « révolution juvénile » et le monde salarial adulte. Encore ce télescopage est-il fortement conflictuel et ne constitue-t-il en rien cette « fusion des révoltes » que les soixante-huitards appelaient de leurs vœux. Partout ailleurs, le divorce entre le mouvement de la jeunesse scolarisée et le mouvement ouvrier est complet. Aux États-Unis, en RFA, les « cols-bleus » font le coup de poing contre les étudiants. La thèse d'Alain Touraine, présentant les étudiants comme le détachement avancé de la nouvelle classe montante de la société postindustrielle – les « professionnels » –, n'a pas été vérifiée et l'on peut se demander si l'approche même du mouvement en termes de classes sociales est pertinente. Les interprétations de Mai 68 doivent rendre compte de cette coupure entre les générations et du rôle central joué par la jeunesse scolarisée dans les « événements ».

Le quatrième trait caractéristique de Mai 68 est le radicalisme du mouvement qui, partout, débouche sur le gauchisme culturel et politique, c'est-à-dire sur une volonté de rupture radicale avec les valeurs, les normes, les institutions de l'ordre établi, considérées comme intrinsèquement pervers et inamendable. Loin de venir grossir comme en 1936 ou en 1945 les rangs des partis, des syndicats ou des associations de gauche, les soixante-huitards les couvrent de sarcasmes et s'efforcent de s'organiser hors d'eux et contre eux. La « classe politique » assiste, incrédule et indignée, à la résurgence, au plus fort des Trente Glorieuses, des idéologies révolutionnaires du XIX^e siècle : anarchismes et marxismes, dans leurs versions les plus radicales. Et il est vrai que le gauchisme du mouvement fait problème : rarement mouvement révolutionnaire n'a autant manqué de bases objectives !

Mouvement international, mouvement prolongé, mouvement juvénile, mouvement gauchiste : tels sont les caractères morphologiques de la « révolution » de Mai.

Dès lors nos interrogations initiales doivent être reformulées. Quel est ce nouvel acteur historique – la jeunesse scolarisée – qui fait durablement irruption dans le champ politique, au niveau international, dans les années 60 et 70 ? Peut-il faire retour, et sous quelles formes, dans un avenir prévisible ? Pourquoi l'aile marchante de la génération du *baby-boom* et des Trente Glorieuses a-t-elle été gauchiste ? Comment s'explique l'étonnante synchronie du mouvement dans l'espace, en dépit des différences de systèmes sociopolitiques ?

Qu'ont-ils *en commun* les soixante-huitards de Berkeley et de Tokyo, de Rome et de Paris, de Berlin et d'Amsterdam, qui puisse éclairer leur tropisme gauchiste au terme des *golden sixties* ?

Enfants de l'après-guerre

Ils sont nés pendant la guerre pour les plus âgés, en 1948-1950 pour les plus jeunes. Ils sont enfants de l'après-guerre. Ils ont grandi dans un univers idéologique et politique encore marqué par les « terribles années 30 » et la victoire des alliés sur le nazisme.

L'entre-deux-guerres et la Seconde Guerre mondiale constituent l'expérience existentielle de leurs parents, leur horizon historique concret, leur passé immédiat, leur époque de référence. Aux États-Unis, au Japon et surtout en Europe, la génération du *baby-boom* sait que la société occidentale, policée, industrielle, démocratique a vacillé au bord du gouffre, qu'elle a engendré le Mal absolu sous la figure du III^e Reich. Et que ce n'est qu'au terme d'un long et incertain combat – au cours duquel l'URSS et le mouvement communiste ont joué un grand rôle – qu'a été terrassée la « bête immonde ».

Jean-Claude Guillebaud remarque que cette génération allait très naturellement « chercher dans la période nazie les symboles et les slogans capables d'illustrer [ses] colères⁷⁶ » : c'est de « nazi » que les « enragés » de Nanterre traitent, fort inopportunistement, le doyen Grappin, ancien résistant et déporté ; de « nazillons » que sont qualifiés les « fascistes » d'Ordre nouveau. « CRS-SS » est le slogan le plus scandé de Mai. Juste derrière vient le très symptomatique : « Nous sommes tous des Juifs allemands. » Tandis que les anarcho-maoïstes de la Gauche prolétarienne fondent contre le « nouveau fascisme » la « nouvelle résistance populaire », et entonnent *Le Chant des nouveaux partisans*, lorsqu'ils font le coup de poing contre les « nouveaux collaborateurs » du « PCGT ». Il ne serait venu à l'idée de personne de crier « CRS-Vopos » ou « CRS-Guépéou », constate l'auteur des *Années orphelines*.

Génération, la fresque d'Hervé Hamon et Patrick Rotman, met en évidence la corrélation entre engagement gauchiste des adolescents et implication de leurs parents dans le drame des années 30 et 40 : victimes de l'Holocauste, résistants, collaborateurs. J'ai toujours été frappé, pour ma part, par le fait que le terrorisme post-soixantehuitard ne s'est développé, sur une grande échelle, qu'en Italie, en RFA et au Japon, soit dans les trois pays où le fascisme a régné avant d'être défait par les Alliés et où le contentieux était le plus lourd avec la génération des pères⁷⁷.

Cette prégnance des années 30 et de l'épopée antinazie dans la conscience – et l'inconscient – de la génération du *baby-boom* explique la représentation catastrophiste de la société et du changement social, partagée par une large partie de cette génération. Si un trait structurel de toute pensée révolutionnaire, en effet, est de considérer la société établie comme incarnation du Mal absolu, ordre intrinsèquement pervers et non réformable, notre génération disposait de la référence historique permettant ce type de vision : en moins d'un demi-siècle, l'Occident n'avait-il pas engendré deux guerres mondiales, la grande dépression, Hitler, Hiroshima, et « la solution finale »... Le nazisme et le fascisme étaient-ils allemands,

italiens, hongrois, espagnols, ou bien réactions de la société bourgeoise aux abois ?

En forçant un peu la note, il était possible de voir dans les années 30 et 40 – lorsque « minuit sonnait dans le siècle » – la vérité de la bourgeoisie sénéscente. Et, dans la brillante expansion d'après-guerre, une simple parenthèse entre deux désastres, une période 1920-1929 qui se prolongerait un peu. Certes, seule une minorité, marxisante, poussait le syllogisme jusqu'au bout. Mais la majorité en avait les éléments en tête. D'autant plus que la « barbarie occidentale » s'illustre toujours amplement, quoique désormais hors les murs, en Asie, en Afrique et en Amérique latine...

Mais ce n'est pas seulement à travers l'expérience et le récit familial que les années 30 et 40 informent l'univers idéologique de la génération du *baby-boom*.

La Seconde Guerre mondiale fut avant tout une guerre des « démocraties » contre le fascisme. La victoire des Alliés sur les forces de l'Axe eut donc aussi une dimension idéologique : elle fut la victoire des valeurs sous-jacentes à la démocratie libérale et sociale contre les idéologies romantiques et totalitaires de l'extrême droite. Dans tout l'Occident, ces idéologies, si virulentes et expansives depuis le tournant du siècle, sortirent profondément discréditées de la guerre, assimilées au credo des vaincus. L'antinazisme, l'antifascisme, et par extension le rejet de toute idéologie fondant en nature les inégalités entre les hommes, forment le creuset de la nouvelle idéologie dominante. Aux États-Unis, cette idéologie a donné naissance au mouvement civique pour l'intégration des Noirs, parti des campus au début des années 60⁷⁸ et a nourri aussi bien le mythe de la « grande société » que le mouvement de protestation contre la guerre du Viêt-nam. En France, la double faillite des classes dirigeantes – faillite économique dans les années 30, où se creuse le retard sur les grands concurrents, faillite politique sous Vichy, où la bourgeoisie se résigne avec trop de zèle à la défaite et à la collaboration – permit l'accession au pouvoir de nouvelles élites, issues de la Résistance. L'hégémonie que conquiert le PCF sur le mouvement ouvrier et l'intelligentsia, du fait de son rôle dans la lutte contre l'occupant, affecte plus qu'ailleurs le « champ idéologique » des années 50 et 60. Les idéologies réactionnaires et conservatrices qui avaient triomphé dans la « révolution nationale » s'effondrent avec la débâcle : *exit* Maurras, Barrès, l'Action française... Le marxisme stalinisé, au contraire, jouit d'un prestige et d'une influence sans précédent. On ne trouve plus d'hommes de droite, mais des modérés, plus de partis de droite mais des partis du centre. Dans l'immédiat après-guerre, la coalition au pouvoir – gaullistes, démocrates-chrétiens, socialistes, communistes – professe un « consensus résistancialiste » qui emprunte beaucoup au fonds de commerce de la gauche : égalitarisme, rationalisme, volontarisme. La Guerre froide et la rupture avec les communistes, en 1947, vont infléchir cette idéologie dominante, mais non la désagrégier : le tabou qui frappe la pensée de droite, l'hégémonie des idées démocratiques et progressistes, le rayonnement du marxisme vont durer plus de trente ans.

L'impact de la révolution coloniale

La génération née dans l'immédiat après-guerre est contemporaine d'une des lames de fond historiques qui marquèrent le plus profondément ce siècle : l'éveil des nationalismes des peuples dominés, le déferlement des guerres de libération nationale, la laborieuse désagrégation des empires coloniaux de l'Occident.

On ne saurait sous-estimer l'impact de la révolution coloniale sur la formation de la sensibilité et de la conscience politique de la génération de Mai. Curieusement, un observateur comme Raymond Aron n'y fait aucune allusion, et Michel Crozier pas davantage : l'antiimpérialisme, l'anticolonialisme constituent pourtant le terrain même de l'entrée en politique des soixante-huitards. Et un champ constant de mobilisation : qu'on songe à l'importance de la guerre du Viêt-nam, au demeurant première révolution anti-impérialiste télévisée, dont la génération de Mai suit quotidiennement l'interminable feuilleton. Mais l'affrontement de l'Astérix vietnamien et des légions US, bardées de leur Armada hélicoptérée et de leurs B 52, symbolisait l'affrontement général des nouveaux « damnés de la terre » avec leurs oppresseurs. Le monde des années 50 et 60 offrait vraiment le spectacle d'une levée en masse des peuples dominés par l'Occident, et d'une résistance obtuse, butée, stupide, barbare des Occidentaux contre ce soulèvement général. Avec une mention spéciale pour la France, décimant l'Algérie, après dix ans de guerre en Indochine : armées d'occupation, tortures, déplacement et regroupement de populations, « corvées de bois », racisme. Impression pénible de revoir le film des années 40, les troupes d'occupation, cette fois-ci, arborant le drapeau tricolore.

Le soulèvement des peuples contre le vieux système colonial se prêtait parfaitement à la vision manichéenne, dichotomique, du monde et de la société, constitutive de la pensée révolutionnaire. La révolte du tiers monde permettait l'extension au niveau international de la représentation de la société élaborée par les socialistes et les anarchistes du siècle dernier : accumulation de misère à un pôle, opulence à l'autre, tous deux revers d'une même médaille. D'un côté, des peuples économiquement exploités, politiquement opprimés, culturellement aliénés, soumis à un processus de paupérisation absolue et à une violence sans nom ; de l'autre, des bourgeoisies impérialistes, « pillant » sans vergogne, comme elles se livraient autrefois au commerce triangulaire du bois d'ébène, pratiquant la diplomatie de la canonnière, imposant des traités inégaux, instituant le « développement du sous-développement ». Bref, abusant de leur supériorité militaire pour spolier des communautés sans défense.

Si le schéma marxiste de la paupérisation des masses laborieuses et de l'exacerbation de la lutte des classes semblait – provisoirement – infirmé dans les « métropoles impérialistes », il paraissait au contraire s'illustrer à l'échelle internationale.

Le colonialisme figurait la nouvelle incarnation du Mal absolu, la vérité profonde de la société bourgeoise : démocratique et libérale à l'intérieur, tant que la crise économique ne l'acculait pas à la dictature ; prédatrice, spoliatrice, tortionnaire,

hors de ses frontières...

Trente ans de révolution coloniale ininterrompue ont façonné une représentation du monde où l'Occident jouait le rôle d'un Goliath sanguinaire et où les divers fronts de libération nationale figuraient autant de David ingénieux et incarnant le droit. Le tiers-mondisme imprégnait l'idéologie de gauche et, au-delà, l'esprit du temps. Il ne s'agissait pas de « haine de soi » ou de la « civilisation occidentale », comme le confessent aujourd'hui des ex-tiers-mondistes au regret. Mais du refus de cette part de barbarie que l'Occident porte en lui, en dépit de ses professions de foi libérales et démocratiques, et qui se donnait libre cours alors dans les guerres coloniales.

Cet affrontement planétaire du Bien et du Mal, du Juste et de l'Injuste, du Droit et de la Force n'induisait pas seulement une vision du monde occidental apte à pérenniser son image démoniaque des années 30. Il *revalorisait aussi les méthodes révolutionnaires d'action, le recours à la violence de masse*. Il présentait le spectacle édifiant de la cécité et de la cupidité des privilégiés, incapables non seulement de faire droit aux légitimes revendications des peuples opprimés, mais aussi de prendre à temps une juste mesure des rapports de force et de négocier de bons compromis. Il accréditait l'idée que les puissants ne renonceraient jamais à leurs privilèges par la persuasion, les méthodes pacifiques de lutte, mais contraints et forcés par la violence des armes ; qu'il n'est de réponse légitime et efficace à la violence des dominants que la contre-violence des dominés. Le credo du temps tenait en trois citations du président Mao : « On a raison de se révolter », « Là où il y a oppression, il y a révolte », « Le pouvoir est au bout du fusil ».

Quiconque s'efforce aujourd'hui de comprendre la fascination qu'exerçait la violence politique sur la génération de Mai doit en chercher la matrice dans les révolutions du tiers monde. Hors de ce contexte, elle serait totalement inintelligible.

La génération des Trente Glorieuses

Les générations nombreuses nées dans l'immédiat après-guerre ont atteint l'âge de raison dans les années 60, lorsque les pays occidentaux connaissaient une prospérité économique sans égale ni précédent : un taux de croissance annuel de 5 à 6 %, le plein emploi, une hausse continue et forte du pouvoir d'achat réel des salaires... Tout cela sur fond de révolution scientifique et technique ininterrompue. Cette expansion prolongée allait, elle aussi, fortement influencer sur les orientations, les attitudes, les représentations des *baby-boomers*.

Et d'abord, son dynamisme, sa vigueur, son caractère apparemment éternel engendraient un formidable optimisme historique. De nombreux observateurs ont cru déceler dans la « crainte du chômage » une des causes immédiates de la « contestation » de Mai. Je crois qu'ils se trompent. Je ne me souviens pas qu'aucun d'entre nous doutait de pouvoir trouver du travail, à la sortie de l'université, et, qui plus est, un travail à son goût. Le nombre de chômeurs, même après le plan de stabilisation de 1963-1966, était inférieur à 300 000 ; le temps de chômage n'excédait pas quelques semaines, au plus quelques mois. Les statisticiens de l'INSEE parlaient de suremploi et de « chômage frictionnel ». Les chefs d'entreprise importaient de la main-d'œuvre immigrée par charters entiers. Tout paraissait possible : n'avait-on pas relevé en une décennie les ruines de la guerre, photographié la face cachée de la Lune, envoyé des hommes dans l'espace ?

Les contempteurs du capitalisme eux-mêmes s'en prenaient non plus à son incapacité à développer les forces productrices – grief autrefois courant -, mais à la façon dont il les développait. La critique de « l'aliénation » des travailleurs dans l'entreprise, traités en simples « appendices de chair du système des machines », et de la manipulation de leurs besoins dans leur vie hors travail s'était substituée à la critique classique de l'anarchie capitaliste, génératrice de chaos et de crises.

Un vent prométhéen soufflait sur l'Occident : l'idée qu'on pouvait transformer la société pour la rendre plus conforme à la justice et à la raison s'imposait avec force. Les révolutionnaires se bornaient à donner à cet état d'esprit une forme paroxystique : l'utopie d'une société parfaite, d'une cité terrestre réunifiée, réconciliée avec elle-même, transparente à ses membres, enfin débarrassée de l'exploitation et de l'oppression...

Si on fait abstraction de cet optimisme historique ambiant, de ce souffle prométhéen, on saisit mal comment des dizaines de milliers de jeunes gens, plutôt doués, sains de corps et d'esprit, ont pu s'engager dans l'aventure politique du gauchisme : édifier un grand parti révolutionnaire, régénérer le mouvement ouvrier, promouvoir la marche de la France au socialisme semblait non seulement possible, mais aisé...

Mais, simultanément, cette expansion prolongée est une expansion capitaliste. Elle est synonyme d'extension de la loi du marché et de l'organisation capitaliste du travail à de nouvelles sphères de la vie sociale, jusque-là restées en marge de la production marchande (loisirs, culture, communication, distribution, services). Cette

expansion détruit – par l’industrialisation et l’urbanisation, la mobilité professionnelle et géographique, la concentration des entreprises et l’hypertrophie des administrations – l’univers relativement balisé, organisé, à évolution lente des premiers âges du capitalisme, et tous les réseaux de relations stables, de communication, d’échange qu’il sous-tendait.

Dans les années 60, explose ce que Daniel Bell a appelé « les contradictions culturelles du capitalisme⁷⁹ », et la génération du *baby-boom* a vécu cette explosion de plein fouet.

Les « contradictions culturelles du capitalisme »

Au début de ce siècle, encore, écrit l'éminent sociologue américain, il existe une homogénéité entre les principes qui régissent les trois ordres de la société moderne : le techno-économique, le régime politique, la culture. L'ordre techno-économique (organisation de la production, technologie, structure socioprofessionnelle, répartition des biens et des services...) était régi par la *rationalité fonctionnelle*, c'est-à-dire par le *principe d'efficacité* ; l'ordre politique par le principe hiérarchique autoritaire ; l'ordre culturel par l'ascétisme bourgeois et puritain : culte de l'argent et du travail, de la frugalité et de l'épargne, de la prudence et de la modération.

Ce bel ordonnancement « disjoncte », selon Daniel Bell, dans la seconde moitié du XX^e siècle, sous l'impact des transformations du capitalisme lui-même : la grande production en série, la généralisation du crédit à la consommation, la révolution de la distribution exigent des consommateurs de plus en plus labiles, avides, malléables, insatiables... Le capitalisme « postmoderne » ne se contente plus de « produire des marchandises pour des consommateurs, il lui faut produire aussi des consommateurs pour ses marchandises ».

La culture ascétique-autoritaire entre en contradiction avec les impératifs de la société de production et de consommation de masse, et se trouve contestée et progressivement refoulée. S'y substitue, par ondes concentriques, diffusant peu à peu dans toutes les couches de la population, une culture hédoniste et épicurienne, autrefois circonscrite au milieu étroit de la bohème artistique et littéraire – culture axée sur la jouissance immédiate, la spontanéité, la prodigalité, l'accomplissement de soi. De même, dans l'ordre politique, l'exigence de démocratie, le principe égalitaire s'imposent au détriment du principe oligarchique et disciplinaire propre au « protocapitalisme ».

Au triptyque cohérent d'autrefois, *efficacité, ascétisme, autorité*, s'est substitué le triptyque *efficacité, hédonisme, égalité*, intrinsèquement contradictoire : car, si l'idéal hédoniste, en effet, est en harmonie avec les exigences de la consommation marchande de masse, il entre en contradiction avec celles de la production capitaliste, de plus en plus intensive, morcelée et soumise aux normes de la compétitivité internationale. « D'une part, la corporation des affaires exige que l'individu travaille énormément, accepte de reporter à plus tard récompenses et satisfactions, en un mot qu'il soit un rouage de l'organisation, écrit Daniel Bell. Et, d'autre part, la corporation encourage le plaisir, la détente, le laisser-aller. Il faut qu'il soit consciencieux le jour et bambocheur la nuit⁸⁰. »

De même, l'exacerbation du principe égalitaire entre-t-elle en contradiction avec le principe d'efficacité. L'exigence d'égalité ne cesse, en effet, de s'étendre⁸¹ : « Il ne s'agit plus seulement d'égalité juridique, d'égalité de tous devant la loi, mais d'égalité des moyens » (revendication de l'égalité des chances, extension des droits sociaux) et même d'égale participation de tous aux décisions et aux centres de

pouvoir auxquels ils se trouvent assujettis (hôpitaux, universités, quartiers, entreprises). On passe, selon la formule consacrée, de la démocratie de délégation à la *démocratie de participation*.

Cette multiplication des contre-pouvoirs et des acteurs sociaux rend infiniment plus complexes la prise de décision, le pilotage des grandes organisations. Qu'elle puisse aboutir, en certaines circonstances, à leur paralysie, on le conçoit aisément. La tension entre égalitarisme et efficacité à court terme constitue au demeurant de tout temps un des dilemmes de l'idéal démocratique.

En réalité, le développement de cette contradiction, à mesure qu'elle s'aiguise, est lourd d'une interrogation iconoclaste sur le principe d'efficacité lui-même : efficacité, en quel sens ? Par rapport à quoi ? Au cours des *golden sixties* se développe tout un ensemble de critiques, d'inspiration hédoniste et épicurienne, mais aussi souvent romantique⁸², de la civilisation capitaliste, de sa hiérarchie de valeurs, de son idéal d'accumulation et de consommation effrénées ; les hommes sont-ils condamnés à « perdre leur vie à la gagner », demande André Gorz ; à vouer leur existence à « produire, sans cesse plus vite, toujours davantage de marchandises, de moins en moins utiles⁸³ » ?

« De plus en plus, écrivait encore Edgar Morin en 1959, apparaîtront aux sociétés évoluées, si elles continuent leur course à la prospérité, l'irrationalisme de l'existence rationalisée, l'atrophie d'une vie sans communication véritable avec autrui comme sans réalisation créatrice, l'aliénation dans le monde des objets et des apparences⁸⁴. » Georges Perec publiait *Les Choses* en 1963, et Herbert Marcuse *L'Homme unidimensionnel* en 1965.

Enfin, l'idéal hédoniste entre à son tour, par ricochet, en contradiction avec le principe égalitaire. Car l'extension de la démocratie implique la croissance et la prospérité. Si l'exigence de plaisir compromet le principe d'efficacité, précipitant l'économie dans la stagnation et la crise, les exigences égalitaire et démocratique se trouvent menacées. Les individus épicuriens peuvent consentir à l'avènement d'un « pouvoir fort », promettant de rétablir l'efficacité au prix de quelques libertés...

Dans la mesure où il heurte de plein fouet des croyances, des institutions, des intérêts, ce passage de la culture ascétique-autoritaire à la culture hédoniste-démocratique, autorisé et porté par l'évolution du capitalisme moderne lui-même, ne s'effectue pas sans résistance, remarque Daniel Bell. Dans un pays comme la France fortement marqué par les valeurs, les comportements, les représentations des premiers âges de l'industrialisation, si ce n'est de la société d'Ancien Régime, ces résistances ont été particulièrement vives. La génération du *baby-boom* a intensément vécu ces « contradictions culturelles du capitalisme » : elle a grandi en même temps que la « société de consommation », de « loisir » et « d'abondance », répondant avec délices à ses innombrables sollicitations. Mais simultanément, elle a été « socialisée » dans des institutions (l'école, la famille, le centre d'apprentissage, l'armée) et dans une société encore fortement marquée par la culture ascétique-autoritaire. Aussi est-elle montée en première ligne dans toutes les batailles visant à faire triompher la nouvelle culture hédoniste et les nouvelles relations d'autorité sur

la vieille éthique ascétique et sur les modes traditionnels d'exercice du pouvoir (de la « libération sexuelle » à la modification des rapports enseignants-enseignés, employeurs-salariés, parents-enfants, hommes-femmes, médecins-patients, etc.).

C'est le « noyau rationnel » de la thèse de Régis Debray selon laquelle la génération de Mai se serait contentée, à son insu, de « découvrir la voie française vers l'Amérique », c'est-à-dire de porter le coup de grâce à la vieille France « de la pierre et du seigle, de l'apéro et de l'institut, du oui-papa, oui-patron, oui-chéri », pour frayer la voie à celle du « *software* et du supermarché, du *news* et du *planning*, du *know-how* et du *brain-storming*⁸⁵ ». Bref, de mettre enfin les superstructures idéologiques et politiques à l'heure de l'infrastructure économique, pour la plus grande gloire de Sa Majesté Capital.

C'est oublier d'abord, on l'a dit, que l'après-Mai 68 n'est pas l'œuvre des seuls soixante-huitards, mais aussi et principalement celle de leurs adversaires maintenus et confirmés au pouvoir par les élections de juin.

Mais c'est oublier surtout que l'hédonisme et la démocratie constituent des valeurs irréductibles au capitalisme. Que celui-ci sache faire flèche de tout bois, qu'il puisse prospérer dans un environnement démocratique et hédoniste, aussi bien, sinon mieux, que dans un environnement dictatorial et ascétique – qu'on songe aux « quatre dragons » du Sud-Est asiatique : Taiwan, Corée du Sud, Singapour, Hong Kong - c'est tout à son honneur. Il n'en découle nullement que ceux qui luttent pour davantage de démocratie et d'hédonisme agissent en instruments inconscients du capitalisme.

Tout fêru de marxisme et prince de la dialectique qu'il soit, Régis Debray ne perçoit pas les « contradictions culturelles du capitalisme » relevées par le pragmatique Daniel Bell. Il perçoit bien ce que l'antiautoritarisme et l'hédonisme de Mai peuvent avoir, sous certaines conditions, de fonctionnel avec le capitalisme moderne. Il ne voit pas ce qu'ils ont de contradictoire avec son productivisme débridé et son tropisme technocratique. Une population exhortée à la jouissance, à la consommation maximale, à la spontanéité, au « souci de soi », à l'autoaccomplissement supporte de plus en plus mal le type de division et d'organisation du travail, morcelé, mutilant, bureaucratique, qu'impose le « principe d'efficacité » capitaliste. Elle préfère les loisirs au « travail en miettes », les « ponts », de préférence à plusieurs arches, aux heures supplémentaires, les pauses aux records de productivité. De même que, exhortée à « prendre elle-même en main son propre destin », à se « mêler des affaires qui la regardent », à s'informer, à s'exprimer, à participer, voire à s'autogérer, elle supporte de plus en plus mal d'être tenue à l'écart des véritables prises de décision. Daniel Bell annonçait le déclin de l'Amérique après celui, fulgurant, de la Grande-Bretagne. Et l'avènement de la « France paresseuse⁸⁶ ».

Pour accabler Mai 68, Régis Debray prétend que les « événements » ont ouvert la voie à un nouvel essor du capitalisme. Il ne se rend pas compte que ce faisant, il fait l'éloge du capitalisme. Pour Marx et le mouvement communiste, le capitalisme doit être aboli parce qu'il est incompatible avec une démocratie véritable et

l'épanouissement de l'individu. Si une poussée démocratique et hédoniste ne contrecarre en rien, mais au contraire stimule un nouvel essor du capitalisme, que demande le peuple ? Pourquoi s'insurgerait-on contre un système qui combine harmonieusement efficacité, hédonisme et expansion démocratique ? Régis Debray est tellement conscient de l'indestructibilité d'un tel système qu'il ne voit pas d'autres perspectives pour « l'Européen de naissance », en attendant que « la démographie fasse son œuvre », que « d'enlever son grain de sable aux murailles de la forteresse Occident, en prêtant main-forte aux “ barbares ” en lutte, hors les murs, contre notre barbarie sophistiquée⁸⁷ ».

Dix ans se sont écoulés depuis la « modeste contribution » du ténébreux Régis « aux cérémonies officielles du dixième anniversaire ». Depuis lors, sa représentation de l'Occident et des « barbares », comme la nôtre, a changé⁸⁸. On attend avec intérêt sa « modeste contribution aux cérémonies officielles du trentième anniversaire ».

Crise et déclin du communisme

Qu'il soit né en 1943 – l'année de Stalingrad – ou en 1949 – entrée des troupes de Mao Tsé-toung à Pékin –, le *baby-boomer* est venu au monde à l'apogée du stalinisme. Mais, en 1956, le « génial petit père des peuples » est longuement dépeint sous les traits d'un fou criminel, non pas par un quelconque transfuge à l'Ouest ou un traître hitléro-trotskyiste, mais par son propre successeur à la tête du Parti-État soviétique, le pittoresque Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev. Peu après éclatent les soulèvements ouvriers de Pologne et de Hongrie, suivis de l'entrée des chars russes dans Budapest. Au début des années 60, les forfanteries du truculent Nikita, promettant aux Soviétiques de « rattraper et dépasser » en 1970 le niveau de vie par tête d'habitant des Européens de l'Ouest (et, en 1975, celui des Américains), peuvent faire illusion⁸⁹. D'autant que la mise sur orbite des premiers spoutniks, le décollage présumé de l'immense Chine semblent accréditer l'idée d'une supériorité des « économies planifiées » sur les « économies de marché ». Mais, simultanément, s'accélère le lent processus de désagrégation à l'œuvre au sein du « camp socialiste » depuis le schisme yougoslave. L'Italien Palmiro Togliatti, chef du plus puissant parti communiste du monde occidental, déplore l'inconsistance de l'interprétation khrouchtchévienne du stalinisme – l'inénarrable théorie du « culte de la personnalité » –, regrette l'insuffisance des réformes, et prône le « polycentrisme ». Mais la prise de distance italienne n'est rien auprès du schisme oriental : les glorieux vétérans de la Longue Marche dénoncent le « rétablissement du capitalisme » en URSS et la collusion des « nouveaux tsars » soviétiques oppresseurs de toutes les Russies, avec l'impérialisme américain en vue d'un condominium mondial !

Ainsi, après que le secrétaire général du PCUS eut authentifié l'ampleur et l'horreur des crimes de Staline, celui du Parti communiste chinois désigne dans le « social-impérialisme soviétique » la principale force contre-révolutionnaire dans le monde et vend la mèche du ressort réel de sa politique extérieure : le chauvinisme de grande puissance. On imagine mal les effets dévastateurs à long terme de pareilles critiques et autocritiques dans l'imaginaire du « peuple communiste », des intellectuels-compagnons-de-route et de la jeunesse contestataire.

Pour la génération de Mai 68, l'URSS ne pouvait figurer la nouvelle Terre promise, la patrie des opprimés, esquisse même grossière de la société désirable. Avec leurs chapeaux mous, leurs faces sinistres, leurs paletots noirs, ses dirigeants – Brejnev, Kossyguine, Gromyko – incarnent à la perfection l'image kafkaïenne de la bureaucratie. Il faut une imagination dopée au LSD pour percevoir en eux les leaders de la révolution mondiale. Certes, s'offrent des patries socialistes de substitution plus conformes aux canons du romantisme révolutionnaire : la Chine de la « Grande Révolution culturelle prolétarienne », le Cuba de la « Tricontinentale », la Yougoslavie autogestionnaire... Mais ces sociétés sont trop distantes des nôtres pour que l'identification fonctionne réellement, ailleurs que dans les esprits féconds des intellectuels, confirmés ou en herbe, qui ne perçoivent jamais

que ce qu'ils veulent bien percevoir.

Et de toute façon, la critique du stalinisme, incontournable pour tout homme de gauche, s'impose depuis le XX^e congrès du PCUS. Impossible de traiter les informations disponibles sur la répression ou la faillite économique, et constamment tenues à jour, de « faux » fabriqués par l'impérialisme. Cette critique finit par atteindre les nouvelles Mecques cubaine et chinoise : si c'est un système, et non la folie d'un homme, qui a produit le stalinisme, comment ne pas reconnaître ses grands traits en Chine, à Cuba, au Nord-Viêt-nam ?

Les soixante-huitards comprennent que la « révolution prolétarienne » peut tourner au cauchemar, qu'un parti, qu'un État révolutionnaires peuvent dégénérer en partis-Etats totalitaires. Ils veulent croire que cette métempsychose monstrueuse est improbable, qu'elle ne peut pas se reproduire deux fois, les révolutionnaires poststaliniens, instruits par l'expérience, multipliant les garde-fous... Mais, refoulé, le doute demeure ; l'inconscient reste en alerte.

*

Réminiscence des années 30 et 40, impact des révolutions coloniales, expansion et mutation du capitalisme, engendrant à la fois optimisme prométhéen et contestation culturelle, crise du stalinisme, telles sont les balises historiques de la génération du *baby-boom* qui la différencient profondément de celle de ses pères (née dans les années 20) et de celle de ses filles et fils (née dans les années 70)⁹⁰. Telles sont les armatures de sa sensibilité et de sa représentation du monde, le contexte historicoidéologique de son action.

CHAPITRE 4

Un nouvel acteur historique

Le marxisme nie la réalité de la jeunesse, alors que l'avant-garde révolutionnaire de la jeunesse affirme la réalité du marxisme.

Edgar Morin

Avec le recul, le caractère « générationnel », et même principalement étudiant, du mouvement de Mai 68 apparaît avec force. Considéré dans sa dimension planétaire, il échappe aux caractérisations « instrumentales » dont il a été affublé : ni « *détonateur* » de l'explosion ouvrière, ni « *étincelle* » embrasant la plaine, ni « *catalyseur* » des « nouveaux mouvements sociaux », ni « *sommet émergé* » de l'iceberg des « professionnels ». Il ne renvoie à rien d'autre qu'à lui-même. La jeunesse, et avant tout la jeunesse des écoles, constitue le véritable acteur de Mai 68. Tout un ensemble de traits caractéristiques du mouvement : son côté « explosion de la vie », son dadaïsme, sa sensibilité libertaire, mais aussi son indigence programmatique et sa piètre capacité à soutenir une stratégie à long terme renvoient à cette spécificité.

Edgar Morin a le premier attiré l'attention sur l'émergence, au milieu du XX^e siècle, d'un nouvel acteur historique, qui ne constitue pas une nouvelle classe sociale, mais une nouvelle classe d'âge : « la bioclasse adolescente et juvénile⁹¹ », apparue « non seulement dans la civilisation occidentale, mais à l'échelle mondiale. En Amérique, en URSS, en Suède, en Pologne, en Grande-Bretagne, en France, au Maroc..., au Japon, en Turquie¹ ».

Non pas que la figure de l'adolescent soit d'une radicale nouveauté : les éphèbes athéniens, les escoliers du Moyen Age, le Chérubin du *Mariage de Figaro*, le jeune et déjà souffrant Werther « et surtout le personnage d'Alcibiade, ce paléo-blouson noir, ce James Dean attique, qui brisait la nuit les statues sacrées et s'embarquait pour l'aventure sicilienne⁹² », en constituent autant d'esquisses. Mais, précisément, ces personnages représentent des individus ou des groupes très marginaux et non une classe d'âge. L'immense majorité des jeunes de leur génération passait presque sans transition de l'enfance à l'âge adulte. L'adolescence n'existait pas comme âge de la vie.

La situation change dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Un faisceau d'évolutions contribue alors à l'émergence d'un nouvel acteur social. En développant et en complétant l'énumération d'Edgar Morin, on peut retenir :

- Le recul de l'entrée dans la vie active à 16 ans, puis à 18 ans, du fait de l'extension de la scolarité obligatoire. Et, plus encore, le recul de « l'entrée dans la carrière », l'allongement de la phase d'essai et d'expérimentation étendent le statut d'adolescent de quelques dizaines de milliers d'individus à plusieurs millions, et, tendancielle, à la majorité d'une classe d'âge.
- La démocratisation de l'enseignement secondaire, puis supérieur renforce considérablement, au sein de cette classe d'âge adolescente-juvénile, *la jeunesse scorévoltes étudiantes* » (ronéotypé), Milan, 1958 ; « La Commune étudiante », *La Brèche, op. cit.*, 1968. Sur ces questions, voir aussi Denis Kessler et André Masson, *Cycles de vie et Générations*, Paris, Economica, 1985. *larisée et le milieu étudiant*. Le nombre des lycéens et des collégiens passe de 800 000 en 1950 à 3,7 millions en 1968, celui des étudiants de 125 000 à 600 000, tandis que la France se couvre d'un dense réseau

d'établissements d'enseignement.

- Simultanément, la libéralisation de la famille, ou sa déstructuration, élargit la sphère d'autonomie sociale et financière des adolescents (argent de poche, rétention d'une part croissante du salaire...).
- L'accélération du rythme de l'innovation technologique, sociale, culturelle, la célérité accrue du changement dans des sociétés tout entières tendues vers la production de l'avenir induisent une valorisation universelle de la jeunesse, une « promotion de la juvénilité », en même temps qu'une dévaluation de l'âge mûr, détenteur d'une expérience désormais obsolète. « Non seulement la vieillesse n'est plus expérience opérante, écrit Morin, [...] mais elle ne peut adhérer aux valeurs qui s'imposent de plus en plus : l'amour, le jeu, le présent... Le sage vieillard est devenu le petit vieux retraité ; l'homme mûr, le croulant⁹³. »
- Tout cela amplifié par le facteur purement numérique du *boom* démographique.

Ce sont ces évolutions, nourries par les « miracles » économiques occidentaux, la modification du rôle du travail intellectuel dans la production, la poussée démocratique de l'après-guerre, qui précipitent la constitution progressive de la génération du *baby-boom* en classe d'âge adolescente-juvénile. Fort hétérogène par ses origines et son devenir social, cette classe d'âge ne se réduit pourtant pas à une simple catégorie statistique. Elle représente à la fois un « état » (un « stand » au sens de Max Weber), défini par son statut socio-juridique de mineur, et, dans ses composantes lycéennes, collégiennes, étudiantes, un *groupe social* réel, défini par sa pratique (les études, l'apprentissage), son intégration à l'institution scolaire, sa position « excentrique » dans la société.

De même que l'institution militaire, fondée sur la conscription obligatoire, produit le *contingent* – ensemble des jeunes rassemblés sous les drapeaux -, de même l'institution scolaire, fondée sur l'enseignement gratuit, laïc et obligatoire, produit la « jeunesse scolarisée », ensemble de jeunes en formation. A cette différence près qu'il y a beaucoup plus de jeunes à l'école que dans les casernes, qu'ils y demeurent beaucoup plus longtemps, et qu'ils y sont soumis à une « discipline » infiniment plus libérale...

Massive et différenciée, la classe d'âge adolescente-juvénile apparaît ainsi structurée en trois cercles concentriques : les adolescents, la jeunesse scolarisée, les étudiants.

Les adolescents

L'adolescence se définit par un statut social et juridique difficile, générateur d'amples tensions avec la société. C'est la phase, écrit Morin, « où le jeune humain, déjà à demi dégagé de l'univers de l'enfance, mais encore non intégré dans l'univers de l'adulte, subit indéterminations, bidéterminations et conflits⁹⁴ ».

Conflits entre l'aspiration à l'autonomie et à la responsabilité du jeune humain et le statut de dépendance plus ou moins infantile qui lui est conféré. Mais, plus fondamentalement, tensions entre la quête de l'identité, de l'authenticité et de la « vraie vie », propres à cet âge, et la recherche de l'intégration dans la société adulte. S'il y a en effet un moment où le problème du sens de l'existence humaine se pose avec acuité, c'est bien dans cette désormais longue phase de transition de l'enfance à la maturité, où le destin de l'individu n'est pas scellé, où le champ des possibles reste ouvert ; où le jeune humain s'interroge sur son identité et sur son destin, tout en se préparant à s'intégrer au système de rôles que lui propose la société des pères.

D'où l'ambivalence fondamentale des adolescents et postadolescents face à « l'univers adultéré des adultes », fait à la fois d'attraction et de répulsion. Attraction pour l'autonomie et l'affirmation de soi qu'il permet : « On va gagner de l'argent, on va faire l'amour. » Répulsion pour l'ennui bureaucratique, la routine, l'hypocrisie, le conformisme qui suintent par tous ses pores : « On va se marier, avoir un emploi, gravir des échelons, toucher sa retraite, mourir guéri. »

Pour le dire en langage tourainien, à la fin des années 50, à mesure qu'elle prend corps, cette classe d'âge adolescente-juvénile développe un sentiment de connivence, d'appartenance, d'identité, une *conscience de soi* ; mais aussi, et simultanément, un sentiment d'altérité, d'opposition au monde des adultes, une *conscience d'autrui*, qui s'affirment dans une contre-culture et une contestation adolescentes. Principes d'identité et d'opposition magnifiquement traduits, rétrospectivement, par Richard Deshayes, dans son *Manifeste du Front de libération de la jeunesse* : « Nous sommes nombreux, très nombreux, nous sommes jeunes, et nous savons nous reconnaître, proclamait le militant de VLR dans un texte qui mériterait d'être cité tout entier. Nous ne sommes pas contre les vieux, mais contre ce qui les fait vieillir⁹⁵... » Mais, classe d'âge et non classe sociale, c'est-à-dire collectivité transitoire – on n'est adolescent et jeune que durant quelques années –, l'adolescence ne développe pas de représentation globale de la société, d'idéologie, de *conscience de la totalité*, encore moins de projet sociétal alternatif. En ce domaine, elle manifeste une grande disponibilité et est fortement tributaire du contexte idéologique et politique. La jeunesse, les étudiants ne constituent pas le nouveau sujet révolutionnaire susceptible de reprendre des mains, calleuses mais passablement embourgeoisées, des salariés le drapeau de la subversion sociale, comme l'ont cru, en 1968, des lecteurs superficiels et hâtifs d'Herbert Marcuse. Lieu de contradictions virulentes, entretenant avec la société adulte un rapport éminemment ambivalent, la nouvelle classe d'âge adolescente-juvénile est

naturellement contestatrice dans son processus d'autoaffirmation. Mais cette contestation n'est pas nécessairement « radicale », incompatible avec le bon fonctionnement de la société capitaliste, bien au contraire : « La fièvre de la jeunesse est ce qui maintient la température de la société à l'état normal », écrivait Georges Bernanos⁹⁶. Elle ne se développe pas nécessairement en révolte, et encore moins en révolution.

Une telle radicalisation ne se produit que lorsque l'image du monde adulte se dégrade dans la jeunesse au point que l'idée d'une intégration en son sein répugne de plus en plus à des secteurs sans cesse plus larges d'adolescents et de postadolescents. Dans les années 50 et 60, les guerres coloniales, la crise de l'institution scolaire, la résistance acharnée des supôts de l'ordre moral à la libéralisation des mœurs et des rapports d'autorité ont entraîné une telle dégradation, et donc induit un processus de radicalisation en profondeur de la jeunesse.

Edgar Morin distingue trois niveaux, trois étapes dans cette radicalisation : l'émancipation, l'altérité, la révolution (ou l'alternative). Tout d'abord s'affirme une culture adolescente, distincte et dissidente de la culture adulte, avec ses codes, ses valeurs, ses héros, ses modes, ses lieux, sa musique, ses danses... Cette culture nourrit des revendications, une contestation modérée, intégratrice, centrée sur l'exigence de *l'émancipation*, c'est-à-dire sur la révision du statut de mineur, d'irresponsable, imposé aux adolescents. Est réclamée, en même temps que le droit à la différence, l'accession à l'égalité de droits avec les adultes : droit de fumer, de « sortir », de faire l'amour, de « soigner son *look* » selon son bon plaisir, droits politiques – le droit de vote à 18 ans n'a été obtenu qu'en 1976 ! -, droit de ne subir d'autorité adulte que librement consentie, car fondée sur la reconnaissance d'une compétence... « Quelque chose comme un 1789 adolescent⁹⁷. »

A cette « aile intégrée et intégratrice » de la culture adolescente, s'oppose une « aile désintégratrice », une contestation radicale fondée sur la « rupture existentielle » avec la société adulte, sa hiérarchie des valeurs, ses institutions ; sur le refus de s'y intégrer et la volonté de lui opposer, ici et maintenant, une contre-société incarnant une autre conception de la vie et de l'être-ensemble. Les adolescents contestataires ne se contentent plus de marquer leur différence vis-à-vis du monde des adultes et d'exiger leur émancipation. Ils affirment leur *altérité* : les *beatniks*, les *provos*, les *hippies* ont été, à la fin des années 50, les premières cohortes de cette révolution existentielle.

Mais, peu à peu, s'imposent l'idée comtienne qu'« on ne détruit vraiment que ce que l'on remplace » et l'adage marxiste qu'on ne saurait « changer la vie sans changer la société ». Comment mieux signifier son altérité face à l'ordre existant qu'en lui opposant une *alternative globale* ? L'aile contestatrice radicale de la jeunesse s'approprie alors les idéologies révolutionnaires disponibles sur le marché, en les adaptant à ses besoins : « socialisme libertaire-marxiste à l'Ouest ; libéralisme-démocratique-national à l'Est ; marxisme-national-militaire dans les pays du tiers monde⁹⁸ ». En Occident, cette appropriation donne les diverses variétés

de gauchisme : fusion entre le processus de radicalisation d'une large partie de la jeunesse et le messianisme des groupuscules marxistes ou anarchistes, qui confèrent à cette aspiration une expression idéologique, un imaginaire social, un ensemble de pratiques. De cette fusion, le mouvement étudiant a été le creuset.

Dans une série d'articles, Edgar Morin suit à la trace cette évolution de la « bioclasse adolescente-juvénile » dans les sociétés occidentales : multiplication des « bandes marginales » d'adolescents du début des années 50, retentissement dans la jeunesse d'un certain nombre de films, autour de 1955, dont ceux de James Dean et de Marlon Brando (*Rebel without a Cause*, *The Wild One*, *East of Eden*), « qui révèlent de nouveaux héros proprement adolescents, révoltés contre le monde adulte et en quête d'authenticité⁹⁹ » ; essor du culte de James Dean, après sa mort ; irruption, au tournant des années 60, de la vague yé-yé et du rock ; des *beatniks*, puis des *hippies* à Greenwich Village, San Francisco, Carnaby Street ; des *provos* à Amsterdam ; apparition, dans chaque grande ville, « des quartiers de la nouvelle bohème juvénile », ghettos de la contre-culture, où explosent la libération des mœurs, le non-conformisme, la fantaisie ; où prévalent une autre morale, un autre style de vie, fondés sur l'épanouissement de soi, le rejet des tabous, la communauté. Triomphe des « néotroubadours du non-conformisme » (Bob Dylan, les Beatles, les Rolling Stones...) diffusant largement ces nouvelles valeurs..., propension croissante des adolescents à la violence¹⁰⁰.

En juin 1963, 150 000 « yé-yés » affluent, place de la Nation, à la grande fête du rock orchestrée par *Salut les copains*, l'émission pour *teenagers* d'Europe 1, et transforment cette paisible manifestation musicalo-commerciale en fête de la destruction, en « insurrection ludique ». A Pâques et à la Pentecôte de la même année, à Clacton et à Brighton, en Grande-Bretagne, les bandes rivales des *mods* et des *rockers*, venues en masse de tout le pays, s'affrontent durement entre elles, avant de combattre, ensemble, contre la police.

Cette autoaffirmation de la classe adolescente-juvénile, note Edgar Morin, n'est pas, dans sa masse, subversive. La société marchande a su très tôt trouver le bon usage des aspirations ambivalentes des adolescents. Plus rapidement que les sociologues, les entrepreneurs ont décelé l'émergence d'un nouveau type de consommateur et de marché : magazines, émissions spécialisées, concerts, culte des vedettes. L'industrie du spectacle et des loisirs a presque instantanément répondu à sa manière aux besoins d'affirmation, d'autonomie, de distinction, de communauté de la classe d'âge adolescente. Mais cette réponse a ses limites. Elle bute sur la radicalisation des secteurs de la jeunesse qui cristallisent le plus les valeurs de contestation et recherchent leur autoaffirmation dans l'affrontement avec la société adulte. Dans les années 60, c'est dans le milieu étudiant que ces secteurs se développent le plus spectaculairement.

Il serait certes abusif, comme on ne s'est pourtant pas privé de le faire, de réduire au milieu étudiant l'acteur social de la révolution de Mai. Edgar Morin a raison d'y inclure la génération tout entière... Mais, dans le passage de l'affirmation culturelle de soi à la révolte politique et au gauchisme, il n'est pas douteux pourtant que le

mouvement étudiant a joué le premier rôle. Le gauchisme s'est développé dans les campus et les facultés, avant de diffuser dans l'ensemble de la jeunesse.

La « fonction pythique » du milieu étudiant

Ce rôle moteur, le milieu étudiant ne le doit pas principalement au privilège de l'âge. Par rapport à l'ensemble de la jeunesse, les étudiants présentent des spécificités qui en font le maillon le plus faible de la chaîne d'intégration sociale. Le milieu étudiant, en effet, constitue un groupe social à l'intersection de trois ensembles plus vastes dont il concentre les contradictions : 1° la classe d'âge adolescente-juvénile ; 2° la population scolaire ; 3° l'intelligentsia.

En tant qu'adolescents finissants ou postadolescents, ils vivent les contradictions, relevées plus haut, entre leur maturité effective et leur statut de mineur. Ce n'est pas un hasard si les troubles commencent dans les cités universitaires à propos de la revendication de la libre circulation dans les pavillons des filles, l'absence de concertation, les procédures infantilisantes des examens... Ils sont en outre déchirés entre leur aspiration à la « vraie vie » et le caractère peu exaltant des rôles professionnels et sociaux qui s'offrent à eux à la sortie de l'université. Les étudiants éprouvent les mêmes sentiments d'attraction-répulsion à l'égard de la société adulte que l'ensemble de leur classe d'âge ; connaissent le même écartèlement entre leurs aspirations – « vivre sans temps mort, jouir sans entrave » – et leur avenir prévisible – métro, boulot, dodo ; ressentent le même besoin d'affirmer leur identité et leur différence.

En tant que fraction de la population scolaire, ils subissaient de plein fouet, dans la seconde moitié des années 60, la crise de l'institution universitaire, croulant sous le nombre, la diversification de la demande étudiante, et le conservatisme suicidaire du corps professoral. Leur concentration sur d'immenses campus, véritables sanctuaires jouissant du privilège d'extraterritorialité ; leur autonomie accrue, sinon totale, à l'égard des familles ; l'impunité relative dont ils jouissent face aux autorités académiques ; la sympathie traditionnelle que leur témoigne l'opinion, y compris, et pour cause, l'opinion bourgeoise, tout cela leur confère une puissance d'action d'autant plus considérable que leurs effectifs ont quintuplé depuis la Libération.

Mais c'est en tant que fraction de l'intelligentsia que le milieu étudiant joue un rôle spécifique par rapport à l'ensemble de sa classe d'âge. Tocqueville notait, on s'en souvient, la propension de l'intelligentsia française à s'ériger en porte-parole de l'opinion publique et/ou de la conscience universelle, dans son opposition au gouvernement en place. Se dresser en gardien des valeurs contre le cynisme d'État, en défenseur du peuple contre les puissants, telle est, selon l'auteur de *L'Ancien Régime et la Révolution*, l'attitude ordinaire de l'intelligentsia dans une nation où elle est délibérément tenue à distance des affaires par le pouvoir central. En tant que fraction la plus labile, parce que la moins insérée, la plus marginale de l'intelligentsia, le milieu étudiant se pique facilement de prendre en charge l'intérêt général de la société, et même de l'humanité, lorsqu'il lui semble patent qu'il est laissé en déshérence par ceux à qui en incombe légitimement la charge.

Loin de se crisper sur la défense corporatiste de ses propres intérêts, l'étudiant s'en désintéresse souvent, au profit d'enjeux politiques de portée universelle. Ce qui

n'exclut évidemment pas des mobilisations sur le terrain universitaire, surtout lorsque de grands principes peuvent être invoqués, comme le refus de la « sélection » à l'entrée de l'enseignement supérieur, au nom de l'égalité des chances... Mais, le plus souvent, l'engagement étudiant est de nature idéologique plus que corporatif. Le mouvement étudiant français est entré dans l'histoire davantage pour son rôle contre la guerre d'Algérie (1956-1962), puis contre la « société bloquée » en 1968-1973, que pour ses mobilisations, pourtant impressionnantes, contre les réformes Debré (1973), ou Fontanet (1976). Cette fonction d'intelligentsia du milieu étudiant n'est, au demeurant, guère nouvelle.

Les marxistes du XX^e siècle, on l'a vu, étaient déjà frappés en leur temps par la fonction de « *plaque sensible*¹⁰¹ », de « *baromètre*¹⁰² », « *d'avant-garde tactique*¹⁰³ » qu'assume le milieu étudiant dans les luttes de classes, anticipant, amplifiant et parfois catalysant les conflits politiques et sociaux. Alain Touraine exprime à sa façon la même idée lorsqu'il voit dans les étudiants « un milieu préparé à exprimer des conflits et à mener des luttes que les catégories ou des classes sociales plus massives ne sont pas encore assez constituées pour entreprendre¹⁰⁴ ».

Et Edgar Morin évoque fort judicieusement « l'hypothèse d'une *relation médiumnique* » entre la sensibilité collective des étudiants, « membres à la fois des deux classes hypersensibles de la société, l'adolescence et l'intelligentsia », et « les ruptures, failles, accumulations de tensions et d'angoisses dans les profondeurs du corps social¹⁰⁵ ». L'auteur de *L'Esprit du temps* n'hésite pas à parler de la *fonction* « *pythique* » des révoltes étudiantes, oracles souvent indéchiffrables, mais dont le message obscur est toujours éminemment révélateur de l'état de la société.

Il n'y a là rien de radicalement nouveau, certes, hormis l'échelle et l'appartenance à une classe d'âge adolescente-juvénile. Aujourd'hui, un dense réseau d'universités et de lycées, prompts à se « coordonner », recouvre tout le territoire national. Les étudiants constituent un groupe massif de deux millions d'âmes, concentrés en d'immenses campus ou quartiers universitaires. Des liens de connivence et de solidarité les unissent à leur génération. La « fonction d'intelligentsia » dispose d'une force de frappe sans précédent, comme on a pu s'en apercevoir, encore, en novembre-décembre 1986.

Dans les années 50, c'est sur le terrain, on l'a dit, de la décolonisation que le milieu étudiant français a assumé cette fonction d'intelligentsia : la classe dirigeante se fourvoyant dans l'impasse de « l'Algérie française », la gauche socialiste « capitulant » sous les tomates d'Alger, la IV^e République s'acheminant vers l'impotence et la guerre civile, le mouvement étudiant s'est porté à la pointe de la lutte pour la paix et l'indépendance de l'Algérie, au nom des droits de l'homme – protestation contre la torture – et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tous deux inscrits au fronton de l'université libérale et néanmoins bafoués quotidiennement par les gouvernements de la République. N'en déplaise à l'excellent Laurent Joffrin, la « génération morale » ne date pas de 1986¹⁰⁶. C'est à travers ce combat anticolonialiste prolongé que le mouvement étudiant français,

traditionnellement de droite, a basculé à gauche.

Dans les années 60, cette fonction d'intelligentsia se manifeste dans son aptitude « médiumnique » à percevoir, à exprimer et finalement à contribuer à dénouer le conflit fondamental qui travaillait la société gaulliste : conflit entre l'autoritarisme croissant, fait à la fois de traditionalisme et de technocratisme, que l'État omniprésent exerce sur la société française et l'aspiration des Français – mieux qualifiés, plus cultivés, ayant incorporé tout un ensemble de besoins nouveaux – à davantage d'égalité dans l'accès aux biens sociaux. Non seulement aux biens matériels, mais aussi au pouvoir, à la libre détermination de leur vie de travailleurs et de citoyens. Conflits encore entre leur désir de consommation, de jouissance, d'auto-accomplissement, après vingt-cinq années d'effort productif et de « préférence pour l'avenir » ; et l'idéologie d'ordre moral encore puissante, et d'autant plus pesante que de plus en plus dénuée de fondements objectifs. Il est difficile de voir interdire la propagande pour la contraception : mais quand existe la pilule, cela devient insupportable. Il est triste de voir durement réprimer l'interruption volontaire de grossesse. Mais bien davantage quand existe la « méthode Karman »...

En prenant la tête de la lutte planétaire contre l'intervention américaine en Indochine d'une part, du combat hédoniste et antiautoritaire d'autre part, en diffusant une idéologie libertaire – l'idéologie des trois A : anti-impérialiste, antibureaucratique, antiautoritaire -, avec ses variantes dures (anticapitaliste, voire même anti-industrielle), en utilisant des méthodes « d'action directe » – tactique de la mise au défi -, le mouvement étudiant s'affirme comme force autonome sur la scène politique, clairement distinct et opposé aux partis et aux organisations traditionnelles, fussent-elles de gauche, et confère à la classe d'âge adolescente-juvénile tout entière les moyens de s'affirmer et de s'opposer à la société adulte non seulement sur le terrain culturel et social, mais également sur le terrain politique.

Le gauchisme

Très éclairante est la manière dont s'opère le basculement du mouvement étudiant dans le gauchisme. A la fin des années 50, et encore au tout début des années 60, les éléments politisés de la génération du *baby-boom* rejoignent les organisations de jeunesse des grands partis de masse : jeunesses communistes, jeunesses socialistes, jeunesses catholiques ou démocrates-chrétiennes. Mais, au creux des années 60, toutes ces organisations entrent en conflit avec leur parti père, puis, pour la plupart, font sécession. On ne peut qu'être frappé par le caractère universel et œcuménique du phénomène.

Au Japon, le Zengakuren rompt avec le Parti communiste japonais. En Allemagne le SDS rompt avec le SPD. En Belgique, les Jeunes Gardes socialistes rompent avec le PSB. En Grande-Bretagne, une aile gauche se constitue au sein des jeunesses du Labour. En Italie, le puissant mouvement de la jeunesse communiste se scinde en tendances¹⁰⁷, et implosera en 1968, engendrant, avec les transfuges des jeunesses démo-chrétiennes, les micro-partis d'extrême gauche.

En France, le processus prend, comme toujours, une forme paroxystique et cocasse avec le strict parallélisme de la crise des mouvements de jeunesse des deux Églises : la catholique et la communiste. En 1956, l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF), qui coiffe les cinq branches des jeunesses catholiques, entre en conflit ouvert avec la hiérarchie. La crise est particulièrement aiguë avec la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) et la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne)¹⁰⁸. La même année s'ouvre la crise du Mouvement de la jeunesse communiste : la cellule Sorbonne-Lettres, regroupant enseignants et étudiants de la Sorbonne, est dissoute, tandis que l'Union républicaine des jeunesses de France, appellation officielle de la JC, est scindée en quatre « organisations par milieu », pour éviter la propagation des hérésies¹⁰⁹. Sages précautions : en 1960, la direction de l'UEC est gagnée à la ligne « antiparti » du « groupe liquidateur » Servin-Casanova. Son secrétaire général, Jean Piel, est contraint de prononcer, devant le XVI^e congrès du PCF, une autocritique fracassante. Courte victoire. L'année suivante, l'équipe dirigeante de l'UEC est tout entière acquise aux « thèses révisionnistes » du Parti communiste italien. En 1963, au VI^e congrès de l'organisation étudiante, les « orthodoxes » sont mis en minorité. Éclate alors publiquement la longue crise de l'UEC qui, par expulsions successives — « Italiens » en mars 1965, trotskistes en décembre 1965, maoïstes en avril 1966 -, allait aboutir à la marginalisation du PCF en milieu étudiant et à la naissance des groupuscules : JCR en 1965 ; UJCml en 1966...

Fait remarquable, ces évolutions respectent fidèlement les trois étapes de radicalisation de la jeunesse distinguées par Edgar Morin : émancipation, altérité, alternative. Les équipes militantes des « jeunesses » sollicitent d'abord humblement, auprès de leur autorité de tutelle, la reconnaissance d'une réelle autonomie pour leur organisation, afin qu'elles puissent parler de leur propre voix, agir dans leur propre style, faire de la politique à leur façon, qu'elles sentent différente de celle des pères.

Puis ce désir d'émancipation – généralement non satisfait – laisse place aux divergences politiques : les appareils adultes sont perçus comme de somnolentes gérontocraties engoncées dans leur routine, incapables de faire droit aux exigences de la « modernité ». C'est la phase d'altérité où les jeunes militants se sentent de meilleurs vicaires des valeurs communes que leurs aînés, et, à ce titre, non seulement exigent effrontément d'être maîtres chez eux, mais encore guignent la direction des organisations adultes. Enfin, troisième et ultime étape, les oppositions juvéniles perçoivent leurs organisations mères non plus comme des formations tièdes, assoupies, dépassées, mais comme des bureaucraties dégénérées et irredressables, passées à l'ennemi avec armes et bagages, et qu'il convient en conséquence de contourner et de détruire.

Dans leur affrontement avec les appareils, les ailes contestatrices des organisations de jeunesse recherchent des munitions idéologiques et politiques, susceptibles d'opposer une cohérence égale à celle des organisations mères. Dans cette quête, les « oppositions juvéniles » issues de la gauche socialiste ou communiste rencontrent les idéologies révolutionnaires du début du siècle : marxismes révolutionnaires ou anarchismes, depuis longtemps récusés par la gauche institutionnelle, mais dont la braise couve encore sous la cendre, pieusement entretenue par d'ardents corpuscules. De la fusion des « oppositions juvéniles » et des « sectes messianiques », naissent les groupuscules trotskistes et anarchistes, tandis que le rayonnement de la « Grande Révolution culturelle prolétarienne » et l'activisme des ambassades de Chine engendrent les groupes maoïstes.

Formés pour l'essentiel d'adolescents et de postadolescents, ces groupuscules proposent à la classe d'âge adolescente-juvénile, en pleine radicalisation, les idéologies, les pratiques collectives, les modes de vie permettant à la fois une opposition maximale à la société adulte – incarnée dans l'extrémisme des mots d'ordre et la violence des formes d'action – et une communion maximale au sein du groupe des pairs. Non pas cette connivence superficielle, artificielle, éphémère, qu'on vit dans les concerts pop, mais cette communion d'essence religieuse qui naît de l'adhésion aux mêmes valeurs, aux mêmes croyances, aux mêmes aversions ; de la participation aux mêmes combats.

Dans le contexte idéologique et politique des années 60, si différent, à tous égards, de celui des années 80, la greffe prend, la fusion s'opère : les groupes gauchistes acquièrent une audience, une capacité de mobilisation de masse, à la stupéfaction émerveillée des grands anciens, ceux qui traversaient depuis si longtemps le désert qu'ils avaient fini par douter de l'existence des verts pâturages.

Si la radicalisation des jeunes, et en premier lieu du milieu étudiant, engendre les groupuscules gauchistes, ceux-ci contribuent fortement, en retour, à la radicalisation de la jeunesse. Fonctionnant comme des opérateurs politiques, les groupuscules élaborent et diffusent les éléments d'idéologies dont se saisira la génération de Mai : ouvriérisme, populisme, tiers-mondisme, internationalisme, conseillisme, socialisme révolutionnaire. En même temps qu'ils suscitent ou encadrent ses mobilisations de masse : lutte contre l'intervention américaine au Viêt-nam, contre la sélection et

« l'ordre moral », actions de soutien aux grèves ouvrières...

Que pareille dialectique ait pu s'instaurer, au milieu des années 60, ne manque pas aujourd'hui d'étonner. Pendant des décennies, les petits groupes trotskistes et anarchistes, forts chacun de quelques dizaines de membres, ont végété dans l'indifférence générale. D'où leur vient, tout à coup, cette audience ? Qu'est-ce qui fait que leurs discours, il y a peu inaudibles, suscitent désormais intérêt et adhésion ? Si les oppositions juvéniles au sein des organisations de jeunesse des grands partis de masse ont besoin de corpus idéologiques et de projets stratégiques cohérents, dans leur heurt avec les appareils des organisations mères, si, par-delà ces affrontements, la classe d'âge adolescente-juvénile tout entière cherche à s'affirmer sur le terrain politique contre la société adulte, pourquoi les unes et les autres se tournent-elles précisément vers les idéologies révolutionnaires et les pratiques « illégalistes » pour affirmer leur différence ? Car, autre trait frappant de ces années bizarres, toutes ces oppositions et dissidences s'opèrent sur la gauche des partis traditionnels.

Il est significatif qu'aucune « opposition de droite » — opposition néolibérale aux appareils socialistes, néoréformiste aux appareils staliniens, intégriste aux appareils démo-chrétiens — ne soit parvenue à se développer durablement au sein des mouvements de jeunesse, et *a fortiori* à se constituer en organisation politique autonome : le basculement togliattiste de l'UEC, qui esquissait un tel processus, fut une opération de sommet, résorbée sans peine par l'appareil du PC. Ce n'est pourtant pas l'offre idéologique qui manquait. La crise stratégique de la gauche institutionnelle — PCF et SFIO — avait suscité une prolifération de clubs, de sociétés de pensée, de laboratoires d'idées, qui tournaient à plein régime, fournissant aux oppositions juvéniles et à la classe d'âge tout entière des orientations de rechange clés en main, autrement plus élaborées que les trotskismes, anarchismes, maoïsmes, qui eurent finalement leur faveur. Au début des années 60, André Gorz publie *Réforme ou Révolution*, Serge Mallet *La Nouvelle Classe ouvrière*, tandis que *Les Temps modernes*, la revue de Jean-Paul Sartre, inonde l'intelligentsia des textes austro-marxistes de la nouvelle gauche « italienne » : Pietro Ingrao, Vittorio Foa, Lelio Basso, Bruno Trentin, Lucio Magri...

La génération du *baby-boom* dédaigne ces alternatives subtiles à la social-démocratie et au stalinisme, jugées par trop « opportunistes », et leur préfère les nourritures plus rustiques, mais plus riches en calories, que lui proposent les groupuscules. Pourquoi, une fois défaits, les « togliattistes » de l'UEC ne tentèrent-ils pas de fonder une organisation, comme le firent avec succès les « oppositions de gauche », maoïstes et trotskistes, et se dispersèrent-ils aux quatre vents ? Pourquoi les ingraïstes¹¹⁰ de la « gauche syndicale » de l'UNEF n'eurent-ils pas davantage d'audace et de succès ? Pourquoi est-ce précisément les maoïsmes, les trotskismes, les anarchismes que plébiscitèrent les étudiants contestataires ? Pourquoi les savantissimes normaliens de la rue d'Ulm et de Saint-Cloud, les doctes khâgneux de Louis-le-Grand, Saint-Louis, Henri-IV tombèrent-ils en extase devant le « petit livre rouge » ?

Ne serait-ce pas parce que le *messianisme* incandescent des groupuscules répondait mieux au *romantisme* de la génération de Mai que les subtilités du gradualisme néo-gramscien ou du « réformisme révolutionnaire d'André Gorz¹¹¹ ? On y reviendra.

Si cette analyse est pertinente, on doit en tirer des hypothèses ou des prédictions.

La première a trait à la répétition éventuelle de semblables mobilisations. Contrairement à ce qu'affirment Gilles Lipovetsky et son sympathique fan-club, *le soulèvement juvénile de 1968 n'est pas le dernier, mais le premier du genre*. Il ne débouche pas durablement sur « le désert », « l'apathie », « l'indifférence », « l'individualisme narcissique ». Les classes d'âge adolescentes-juvéniles se suivent et ne se ressemblent pas. Mais toutes constituent désormais un acteur social potentiel qui, sous certaines conditions – il est vrai complexes –, peut spectaculairement déferler sur la scène publique et bouleverser bien des plans. Cela ne signifie évidemment pas que chaque génération va faire désormais, dans les mêmes formes, sa révolution de Mai. Par leur contenu idéologique et politique, les grandes mobilisations de la jeunesse peuvent, au contraire, varier considérablement, qui sait même si elles ne vont pas dans certaines circonstances basculer à droite, et au-delà ? Mais la virtualité d'authentiques mouvements de masse autonomes de la jeunesse, mobilisant des effectifs comparables sinon supérieurs à ceux de 1968, constitue désormais une donnée du jeu politique. On l'a vu en Italie, en 1979, avec le mouvement des « Indiens métropolitains » ; en France, pendant l'hiver 1986, avec le mouvement lycéen et étudiant contre la réforme Devaquet. En Espagne, en Corée, en 1987... J'en prends le pari : la liste de ces explosions est loin d'être close. Nos sociétés doivent compter désormais avec ce nouvel acteur historique : la bioclasse adolescente-juvénile.

La seconde hypothèse a trait précisément aux conditions d'émergence de tels mouvements. La « classe des jeunes », en effet, ne fait pas nécessairement irruption sur la scène politique. Elle ne se mobilise pas, comme un groupe d'intérêt ou une classe sociale, à partir de revendications socio-économiques, *a fortiori* d'un « projet de société ».

Contrairement à ce que pensait Alain Touraine, la question de l'école et des politiques scolaires ne constitue pas son terrain de prédilection. Pour qu'explode un grand mouvement de masse de la jeunesse, une crise de l'école est une condition nécessaire. Elle n'est en aucun cas une condition suffisante.

Pour qu'un tel mouvement se produise, il faut encore que l'image de la société des pères se soit suffisamment ternie, aux yeux de la jeunesse, pour que son processus d'autoaffirmation générationnelle s'effectue non seulement par affirmation de soi, de son identité propre, mais aussi, voire surtout, par contestation, opposition, ou même rejet de l'ordre des adultes.

Il faut enfin que le contexte national et/ou international offre à la fonction d'intelligentsia des étudiants des occasions et des terrains pour s'exercer. Si ces trois conditions sont réunies – et elles ne le sont ni constamment ni facilement –, alors apparaît une conjoncture où la nouvelle classe d'âge adolescente et juvénile

peut se constituer en génération politique. Un processus moléculaire se fait jour au sein de la jeunesse, qui peut se cristalliser en mouvement de masse, pour peu que s'en présente l'occasion. C'est alors que les responsables politiques, et notamment les ministres de l'Éducation nationale et de l'Intérieur, ont intérêt à marcher sur des œufs : des mesures apparemment insignifiantes, qui, quelques mois plus tôt, seraient passées « comme lettres à la poste », provoquent soudainement les plus invraisemblables réactions en chaîne.

Si ces trois conditions ne sont pas réunies, on a des mobilisations sectorielles – les étudiants en médecine – ou « l'apathie » du milieu, mais pas ces foudroyantes levées en masse de la jeunesse qui entraînent les parents et défont les gouvernements. C'est dire à quel point ces grandes mobilisations sont tributaires de coordonnées sur lesquelles la bioclasse juvénile n'a guère prise : la configuration des champs idéologiques et politiques, la crise de l'école, la politique scolaire du gouvernement. Ce sont ces coordonnées qu'il faut avoir à l'œil, plus que les milieux juvéniles eux-mêmes, si l'on veut évaluer les chances – ou les risques – d'explosion.

A l'automne 1986, au terme des six premiers mois du gouvernement Chirac, ces conditions étaient réunies, et certains s'en étaient aperçus¹¹². On y reviendra.

CHAPITRE 5

Le « travail de Mai »

Peut-être dira-t-on plus tard que le grand changement des mœurs françaises date de cette période... La société française recommence à se libéraliser.

Michel Crozier

C'est la force de l'État et le conservatisme bourgeois, associés comme souvent, qui donnent habituellement aux mouvements sociaux en France un caractère explosif.

Alain Touraine

Que reste-t-il aujourd'hui de la révolution de Mai ? En quoi a-t-elle contribué à transformer la société française ? Son bilan est-il « globalement positif », négatif, nuancé ou à somme nulle ? Pour tenter pareille évaluation, encore faut-il définir ce qu'on entend par le « travail de Mai ».

La révolution de Mai articule trois grands mouvements, étroitement imbriqués, dont la combinaison lui donne sa « force propulsive ». *Un mouvement démocratique libertaire*, en réaction aux formes les plus traditionnelles, mais aussi les plus modernes, d'exercice de l'autorité. *Un mouvement hédoniste-communautaire*, en réaction au rigorisme et à l'ascétisme de la France profonde, mais aussi à la solitude de masse, à la crise de communicabilité engendrées par l'extension de l'économie marchande. *Un mouvement romantique-messianique*, enfin, en réaction à la perte du sens dans nos sociétés de plus en plus individualistes et technobureaucratiques.

Ces trois impulsions ont profondément marqué la société. Les deux premières sont toujours, en partie, actives, quoique dans un environnement profondément modifié. La troisième s'est désagrégée, dans la seconde moitié des années 70, sous le triple impact de la déception de l'après-Mai, de la démocratisation-libéralisation des sociétés occidentales, des avanies du « socialisme réellement existant ».

La modernisation autoritaire

Dans les années 50 et 60, la France rattrape son retard sur les grands pays occidentaux, accumulé au cours des décennies précédentes, et se transforme de nation semirurale et petite-bourgeoise en société industrielle, urbaine, salariale. Cette modernisation n'est pas conduite par le « parti du mouvement » handicapé, à partir de 1947, par l'hypothèque communiste : « On ne peut rien faire sans le PCF, se lamente la gauche moderniste, on ne peut rien faire non plus avec lui. » C'est le « parti de l'ordre » (technocratie d'État et « troisième force » sous la IV^e République ; technocratie et droite bonapartiste sous la république gaullienne) qui mène cette mutation. La droite française n'est pas alors, il s'en faut de beaucoup, « la plus bête du monde », comme se plaisait à le croire l'infortuné Guy Mollet.

Dans un environnement en rapide transformation, elle comprend aussi bien que la gauche que l'immobilisme est suicidaire. Mais modernisatrice par nationalisme et instinct de conservation, elle reste profondément traditionaliste dans ses représentations du monde, son système de valeurs, son éthique, son mode d'exercice du pouvoir. Cette droite réformatrice met en œuvre une *modernisation autoritaire*, ce qu'Antonio Gramsci appelait « une révolution par en haut ».

Sauf à partager une conception téléologique de l'histoire, on doit admettre en effet qu'il y a toujours plusieurs « modernités » possibles et plusieurs stratégies de modernisation. Celle de Pierre Mendès France se distingue de celles de René Pleven ou du général de Gaulle. Dans la France de l'après-guerre, on peut opposer modernisation démocratique et modernisation autoritaire ou conservatrice. La première, dont le mendésisme constitue la figure emblématique, mise sur l'adhésion et la mobilisation populaires pour arriver à ses fins. C'est pourquoi elle est toujours simultanément conçue comme démocratisation, extension des droits et des libertés des salariés, juste participation des travailleurs aux fruits de l'expansion, développement de l'égalité des chances et de la justice sociale, résorption progressive des rentes, privilèges et passe-droits corporatistes.

La seconde, dont le gaullo-pompidolisme représente l'archétype, compte essentiellement sur l'initiative des élites administratives et économiques pour atteindre son but. Elle peut être qualifiée d'autoritaire dans la mesure où, considérant la masse des exécutants comme incapables de comprendre les adaptations nécessaires, et encore moins d'y consentir, elle s'impose, le plus souvent d'en haut, par une politique du fait accompli. Elle peut être dite conservatrice au sens où elle s'efforce non seulement de préserver, à travers le changement, la position des groupes sociaux privilégiés, de satisfaire « leur refus de rétrograder, d'être déclassés, même relativement¹¹³ », mais aussi de préserver les croyances, les pratiques, les mœurs, sanctifiées par la succession des générations.

Issue de cette modernisation autoritaire, la France des années 60 présente un cocktail explosif d'archaïsmes et de modernité. L'université et l'Éducation nationale en fournissent un exemple désormais classique. L'effort de modernisation y est certes sans précédent : effort quantitatif d'abord : la carte universitaire de 1958 était

identique à celle du début du siècle. La V^e République la bouleverse. On ne se contente pas d'ouvrir de nouvelles facultés à Paris (la Halle-aux-Vins, Nanterre, Orsay, Censier...) ; on fonde de nouvelles universités en province. Avant 1968, Brest, Nantes, Le Mans, Rouen, Amiens, Rennes, Metz, Orléans, Tours, Limoges, Pau, Nice, Perpignan deviennent des villes universitaires. Les effectifs étudiants passent de 150 000 en 1955 à 510 000 en 1967 et 750 000 en 1974. Ceux des enseignants du supérieur, de 8 000 en 1959 à 31 000 dix ans plus tard. 2 500 établissements scolaires sont construits entre 1965 et 1975, soit un par jour ouvrable¹¹⁴ !

L'effort de modernisation porte aussi sur les structures et les contenus de l'enseignement : réforme des études médicales (1959), réorganisation des études en trois cycles dans les autres facultés (1966), création des instituts universitaires de technologie (1966), du bac technique (1965)... Mais effort sans commune mesure avec ce que rend nécessaire l'afflux massif de nouvelles catégories d'étudiants. Entre l'ampleur, l'audace de l'offre matérielle d'enseignement et la modestie, la timidité des réformes de l'institution universitaire et scolaire, des contenus et des méthodes d'enseignement, des relations enseignants-enseignés, le contraste est frappant. C'est que ces réformes sont négociées – et cogérées – entre l'administration de tutelle et le corps des professeurs d'université, passablement mandarin et conservateur¹¹⁵, qui freine des quatre fers. Il en résulte une inadéquation flagrante de l'université française à son nouveau public et à ses nouvelles fonctions. L'Éducation nationale est devenue une poudrière, et, comme le souligne Claude Lefort, « cette poudrière ne constitue en rien une réalité singulière, marginale¹¹⁶ ». Dans toute la société française la modernisation conservatrice produit les mêmes effets.

Sur ce mélange détonant, tous les observateurs sont d'accord. Leurs divergences ne portent que sur les dosages et les ingrédients. Le « style français d'autorité » – centralisé, hiérarchique, autoritaire, élitiste, fortement imprégné de valeurs et de préjugés aristocratiques – a été non seulement préservé, mais aggravé, constate Stanley Hoffmann¹¹⁷. Le sociologue américain souligne la contradiction croissante entre les principales caractéristiques institutionnelles du vieux système – « contrôle par de petites castes, fragmentation (horizontale et verticale), mobilité sociale limitée, style non participatoire à l'élaboration des décisions, flux limité d'informations, marchandage officieux en coulisses » – et les impératifs du fonctionnement efficace des grandes organisations modernes : « communications libres, coopération et négociation, concurrence entre organisations comparables »¹¹⁸. Les événements de Mai 68 ont été une expression de la société bloquée, renchérit Michel Crozier : « Les Français ne se sont pas révoltés pour mettre fin à l'exploitation > capitaliste ou pour bâtir une société sans classes, ils se sont précipités dans la crise pour mettre en cause un système de relations humaines, un style d'action et un mode de gestion dont ils souffraient¹¹⁹. »

Et Raymond Aron en écho : « Les Français tendent à introduire une hiérarchie

technocratique-bureaucratique, caractéristique de toutes les sociétés modernes, dans des cadres d'une société formée soit par l'aristocratie, soit par l'inégalité de statut propre à la bureaucratie¹²⁰. » Et Aron de constater mélancoliquement : « Le gaullisme a considérablement renforcé les défauts structurels de la société française¹²¹... »

Alain Touraine, de son côté, n'est évidemment pas aveugle à la contradiction, « propre à de nombreuses sociétés européennes, entre la modernisation économique et technique d'un côté et le conservatisme des formes d'organisation sociale et d'orientation culturelle de l'autre¹²² ». Il s'agit là, toutefois, pour lui, d'un aspect de la question, mais non du principal, ni du plus porteur d'avenir. Pour l'auteur de la *Sociologie de l'action*, se borner à considérer Mai 68 comme un ensemble de crises de modernisation et d'adaptation au changement économique et social, c'est sacrifier à « une analyse d'inspiration conservatrice » qui refuse de voir les nouvelles formes de domination et d'aliénation propres à la « société postindustrielle ». La nouvelle classe dominante au sein de ces sociétés, maîtresse des grands appareils publics et privés, et à travers eux du pouvoir d'investir et de programmer, n'est pas moins autoritaire que l'ancienne bourgeoisie capitaliste, affirme Alain Touraine, même si elle l'est autrement.

La technocratie identifie la montée en puissance des grandes organisations qu'elle contrôle au progrès général de la société. Son objectif n'est plus la recherche du profit maximal, mais la croissance illimitée des appareils de production, dût-elle pour cela manipuler les besoins, ruiner l'écosystème, produire des consommateurs pour ses marchandises. Elle considère la société « comme l'ensemble des moyens sociaux à mobiliser au service de cette croissance¹²³ ». Travestissant classiquement la défense de leur intérêt particulier sous les traits de l'intérêt général, « les organisations technocratiques s'entourent de secret, se méfient de l'information et du débat public. Elles cherchent à développer leur propre puissance, imposent à leurs membres une intégration sociale de plus en plus forte, manipulent les conduites de production et de consommation. Ce sont des centres de pouvoir qui créent de nouvelles formes d'inégalité et de privilèges¹²⁴ ».

Si l'on admet que la dynamique de la modernité est de considérer comme *pouvoir légitime* ce que Max Weber appelle le *pouvoir rationnel* (par opposition au pouvoir traditionnel et au pouvoir charismatique) ; que ce pouvoir n'entend se fonder ni sur la pure contrainte, ni sur l'autorité de la tradition, ni sur l'admiration-fascination qu'exerce le chef, mais principalement sur la raison, l'autoconsentement ; que son ressort est la compétence (attestée par les performances) et/ou l'élection ; qu'il est en conséquence impersonnel, limité, circonscrit, conditionnel, réversible... alors, force est de constater que les divers modes d'exercice du pouvoir, dans la France des années 60, étaient loin de cet idéal de modernité.

A commencer par le pouvoir politique. On s'efforce aujourd'hui de rendre justice à l'action du général de Gaulle et on s'indigne du chagrin que lui infligèrent les étudiants à l'automne de sa vie. Maintenant que tout le monde est peu ou prou

gaulliste, on a du mal à comprendre le divorce qui existait alors entre le Général et la jeunesse. Mais comment oublier que, revenu au pouvoir à la faveur des « treize complots du 13 Mai », l'ancien chef de la France libre pratiquait avec brio un style d'autorité typiquement charismatique, qui pouvait passer dans la phase tragique de la guerre d'Algérie, mais paraissait de plus en plus incongru et insupportable à mesure que cette tragédie s'enfonçait dans le passé ? Le Général traitait ouvertement ses concitoyens en mineurs. A chaque élection il exigeait d'eux un blanc-seing, les menaçant des pires calamités en cas de désobéissance, et leur assurant la plus exaltante félicité en cas de soumission¹²⁵. Il rêvait d'une démocratie plébiscitaire, où il aurait été en prise directe sur le peuple souverain et où le rôle des corps intermédiaires – assemblées élues, partis, syndicats – aurait été réduit à la portion congrue. En interprétant la Constitution de 1958-1962 dans un sens très centralisateur, il avait enlevé tous les fusibles capables de protéger sa fonction en cas de crise grave. « On ne peut mettre en question le Premier ministre sans mettre en question le président de la République, se lamentait Raymond Aron. On ne peut élire une chambre non gaulliste sans créer une crise de régime¹²⁶. » Sa haine des partis l'avait incité à substituer de plus en plus des technocrates publics ou privés – hauts fonctionnaires comme Couve de Murville ou grands commis d'entreprise comme Georges Pompidou – au personnel politique.

Son mode impérieux de gouvernement diffusait par imitation dans toute la pyramide de l'État. « Lorsque le souverain lui-même a un style de Roi-Soleil déplorait encore Raymond Aron, les petits rois s'établissent les uns au-dessous des autres jusque très bas dans la hiérarchie¹²⁷. » *Le Canard enchaîné* n'était pas seul à brocarder « la Cour », ni la gauche à dénoncer « l'exercice solitaire du pouvoir ». Les éléments les plus lucides de la classe dirigeante percevaient très bien ce qu'« un régime fondé à ce point sur la magie d'un homme » avait de périlleux. « Avec le charisme du chef, tout risquait de s'effondrer, société comme État¹²⁸. »

A ce *pouvoir charismatique* dans l'État correspondait un *pouvoir paternaliste-autoritaire* dans les entreprises, *mandarinal* à l'université, *technobureaucratique* dans les administrations, *patriarcal* dans les familles, *machiste* dans les couples et dans l'ensemble de la société.

Un mouvement démocratique-libertaire

La théorie d'ensemble d'Alain Touraine, désignant dans le mouvement de Mai 68 le premier grand affrontement de classe entre les technocrates et les nouveaux prolétaires du savoir « détenteurs de la compétence scientifique et technique¹²⁹ », a mal vieilli. La « nouvelle classe dominée » – les professionnels — s'est inscrite aux abonnés absents¹³⁰, la nouvelle classe dominante – la technocratie – apparaît davantage comme une classique relève de couche dirigeante, au sein de la classe supérieure, que comme la substitution d'une classe supérieure à une autre¹³¹

Mais, si on laisse de côté la théorie tourainienne du nouveau système des classes, force est de reconnaître la pertinence de nombre des analyses du sociologue sur le mouvement de Mai. Celui-ci est bien une réaction démocratique à la fois contre les formes archaïques, traditionnelles, obsolètes d'exercice de l'autorité ; mais aussi contre ses formes les plus modernes, celles du technocratisme prétendument a-idéologique, a-partisan, incarnation de la rationalité pure au service du progrès social.

L'intensité et les formes de cette réaction démocratique varient selon le degré de rigidité et d'autoritarisme des sociétés concernées : elle est plus faible dans les pays anglo-saxons, y compris aux États-Unis, malgré le poids du « complexe militaro-industriel » et de la ségrégation raciale, que dans les pays latins de l'Europe du Sud. En France, en Italie, en Espagne, puis, après la révolution des Œillets, au Portugal elle prendra la forme de l'ultra-démocratisme anarchisant : spontanéisme, méfiance à l'égard des syndicats et des groupuscules, défiance à l'égard de l'organisation, fétichisme de la démocratie d'assemblée, au niveau du mouvement. « Nous sommes tous des délégués », scandent les étudiants. Anarchisme, conseillisme, autogestion, utopie de la « démocratie directe », au niveau des organisations gauchistes.

Sous l'œil goguenard et secrètement comblé des maosstaliniens du PCMLF, les groupuscules maoïstes issus du milieu étudiant virent à l'anarcho-maoïsme (Gauche prolétarienne) ou au mao-spontanéisme (Vive la révolution). Ils perçoivent, dans la « Grande Révolution culturelle prolétarienne », un raz de marée égalitaire et antibureaucratique, visant à édifier en Chine un « État dépérissant, sur le modèle de la Commune de Paris ».

Professionnels de l'antistalinisme, quoique, pour certains, sérieusement gangrenés par leur interminable bras de fer avec l'ennemi, les groupes trotskistes ne jurent que par le droit de tendance et la République universelle des conseils ouvriers. Certes, l'ultra-démocratisme des uns et des autres s'accommode aisément des pratiques autoritaires et manipulatoires. Ne sont-ils pas l'avant-garde éclairée, armée de la science marxiste, et n'ont-ils pas mission de défendre les masses, y compris contre elles-mêmes¹³² ? Cet ultra-démocratisme révolutionnaire est la contre-utopie engendrée par la persistance et l'aggravation du « style français d'autorité ».

De même, on ne peut comprendre l'extension du mouvement aux salariés, en France et en Italie, en 1968-1969, en Espagne et au Portugal, après 1975, si l'on ne

prend pas en compte la virulence du paternalisme et du technocratisme autoritaires, dans les deux premiers pays, et de leur forme extrême, l'archéo-corporatisme, dans les deux derniers. Paul Huvelin, président du CNPF durant les « événements » invoque ordinairement la stagnation du pouvoir d'achat du SMIG, entre 1955 et 1968, pour expliquer l'explosion de la grève générale : les smigards étant, pour l'essentiel, des jeunes travailleurs, explique l'ex-PDG de Kléber-Colombes, ils ont prêté une oreille complaisante aux revendications de la jeunesse universitaire et transmis le virus aux entreprises. Malheureusement pour sa démonstration, s'il est vrai que le SMIG accuse en 1968 un retard de plus de 40 % sur la hausse moyenne des salaires depuis 1955, il n'en reste pas moins que seulement 250 000 salariés (1,4 % de la population active) sont payés au SMIG en 1968¹³³.

On a beaucoup agité aussi une prétendue crainte du chômage, à l'issue du plan de stabilisation de 1963-1966. Toutes ces imputations économiques paraissent quelque peu dérisoires avec le recul : les années 50 et 60, on le sait, sont des années de plein emploi – et même de pénurie chronique de l'offre de travail – et de forte croissance du pouvoir d'achat réel des salaires. Ce n'est pas fondamentalement de ce côté-là qu'il faut chercher les causes de l'explosion ouvrière, encore que l'accroissement constant des inégalités ait certainement joué un rôle¹³⁴. Je ne suis pas sûr que ce soit non plus du côté de la prise de conscience de l'aliénation des producteurs, comme le suggère Alain Touraine. En revanche, la survivance du paternalisme autoritaire au sein des entreprises et l'essor d'une gestion technobureaucratique de la « ressource humaine » me semblent autrement déterminants. Dans les années 50 et 60, les patrons français se sont ouverts au *management* à l'américaine. Par charters entiers, ils débarquaient outre-Atlantique, en « mission de productivité », pour s'initier aux mystères de la compétitivité. Mais, s'ils condescendaient à s'inspirer de la technologie et des méthodes de gestion *yankees*, il n'en allait pas de même de leur système de « relations professionnelles ». En ce domaine, la majorité des patrons français – surtout ceux des PME – restaient paternalistes : l'entreprise était considérée comme une « grande famille », dont le patron – de *pater* (père) et *patronus* (saint protecteur de la paroisse) – était le chef naturel. Le chef d'entreprise était censé tenir sa fonction de la providence, qui, dans son immense sagesse, avait veillé à lui fournir, en même temps que sa responsabilité, les lumières et l'énergie nécessaires pour l'assumer. Ses droits – l'exercice exclusif du pouvoir dans l'entreprise – s'accompagnaient comme toujours de devoirs : le respect des traditions de la « Maison », la recherche du bien commun de tous ses membres, notamment des plus faibles et des plus démunis.

Les salariés étaient considérés comme de grands enfants ne voyant pas beaucoup plus loin que le bout de leur nez, avides de consommer plus et de travailler moins, incapables de comprendre les intérêts à long terme de l'entreprise et, partant, le leur propre, toujours prêts, à l'inverse, à écouter les démagogues et les mauvais bergers.

Cette conception des relations professionnelles et du système des rôles dans l'entreprise ne laissait guère de place à la revendication ouvrière, et encore moins à sa forme permanente et organisée, le syndicalisme. Les syndicats, quels qu'ils

soient – à l'exception du syndicat maison créé éventuellement pour leur faire pièce -, étaient perçus comme des corps étrangers et désagrégateurs qu'il fallait refouler hors les murs. Les libéralités patronales devaient être souverainement et unilatéralement octroyées au personnel, et en aucun cas négociées, ce qui serait revenu à reconnaître une limitation au pouvoir du chef d'entreprise. La grève, l'occupation d'usine étaient vécues comme des crimes de lèse-majesté, qu'il convenait de faire expier pour la rédemption du corps social de l'entreprise. Elles étaient à l'autorité patronale ce que l'insolence, l'insubordination, la connivence avec les ennemis de la famille sont à l'autorité paternelle : des atteintes qu'il fallait laver par un système gradué de sanctions...

Reconnus comme citoyens à part entière dans la République, courtisés comme consommateurs sur le marché, les salariés restaient le plus souvent traités en mineurs dans l'entreprise. Quand bien même le patron se montrait compétent et généreux, c'était dans une relation de subordination et d'inégalité de statut qui fleurait bon l'Ancien Régime et ne pouvait, à la longue, qu'être insupportable à des travailleurs modernes.

Dans les grandes entreprises qui s'étaient émancipées de ce modèle, prévalait souvent un style de relations sociales technobureaucratiques importées de l'administration, voire de l'armée. Les directions de la communication et des ressources humaines n'existaient qu'exceptionnellement. En tenaient lieu des directions du personnel, confiées souvent à des militaires en retraite.

Au niveau national, convaincus, malgré l'échec de la réquisition des mineurs, en 1963, que sous la poigne du général de Gaulle les syndicats de salariés fileraient doux, le CNPF et ses fédérations pratiquaient la politique de la « porte close » et de la « chaise vide ». La « commission sociale » du CNPF se limitait à la personne de son président, Marcel Meunier, et de son fidèle adjoint, François Ceyrac. C'était l'époque où les confédérations ouvrières manifestaient sous les fenêtres du « patronat » non pour obtenir satisfaction sur telle ou telle revendication, mais simplement pour exiger l'ouverture de négociations. En 1963-1964, à la suite, précisément, de cet avertissement sans frais que fut la longue grève des mineurs, le gouvernement de Georges Pompidou s'efforça d'instituer une grande politique contractuelle. Mais la « conférence des revenus », rassemblant tous les « partenaires sociaux », fut un échec, de même que la mission Toutée¹³⁵. La relance de la politique contractuelle nationale intervint pendant l'été 1967, avec la lettre en cinq points de Georges Pompidou invitant, autour du tapis vert, les confédérations d'employeurs et de salariés. Mais il était déjà trop tard.

Ce sont surtout ces retards de la politique contractuelle – dans l'entreprise et dans la société – et la pérennité des rapports paternalistes ou technocratiques qui expliquent l'extension de la révolte étudiante à la classe ouvrière et à divers secteurs du salariat. Il est significatif que pareille extension ne se soit pas produite dans les pays anglo-saxons et d'Europe du Nord, où la négociation collective était pleinement développée, et qu'elle ait eu lieu, sous une forme ou sous une autre – la grève générale française, le Mai rampant italien -, là où les rapports conventionnels

restaient embryonnaires.

Message reçu

Que le « style français d'autorité », le « déficit de démocratie » aient bien été le *corps conducteur* par lequel le soulèvement étudiant s'est transmis à tout le corps social, les élites au pouvoir en ont rapidement, sinon instantanément, pris conscience. Percevant que la contestation était dirigée à la fois contre les formes archaïques et les formes les plus modernes de l'exercice du pouvoir, elles ont pris appui sur l'ébranlement de Mai pour remettre en cause les premières et consolider les secondes.

Les « acteurs de juin 1968 » ne se sont pas enfermés dans une attitude purement ressentimentale, comme leurs aînés de 1936. Loin d'ourdir la revanche sociale, ils se sont efforcés de découvrir « le bon usage de Mai ». A peine remis en selle, le général de Gaulle cherche, dans une grande réforme instituant la *participation* des salariés à la gestion des entreprises et de l'économie nationale, sa réponse positive au défi de Mai¹³⁶. René Capitant, le champion le plus notoire de la participation, est nommé garde des Sceaux dans le nouveau gouvernement.

A l'université, le Général défend la réforme d'Edgar Faure, instituant la « participation » des étudiants, contre le gros des troupes gaullistes. Enfin, le référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat — transformé en haute chambre économique et sociale — vise le même objectif. Après la victoire des *non* et le départ du Général-Président, Jacques Chaban-Delmas, assisté de Jacques Delors et Simon Nora, s'efforce à sa manière de persévérer dans cette voie, en impulsant une « nouvelle société » (1969-1972).

Succédant à Georges Pompidou à la tête de l'État, Valéry Giscard d'Estaing abaisse l'âge de la majorité à 18 ans, fait voter l'interruption volontaire de grossesse, serre la main aux « taulards » de Lyon, conforte l'État-providence à la française, commande à Pierre Sudreau un rapport sur la réforme de l'entreprise, en fait tant et si bien que *Le Nouvel Observateur* s'interroge à son tour : « Y a-t-il un bon usage de Giscard ? » Le taux des prélèvements obligatoires grimpe d'un point par an, passant de 37 % en 1974 à 44 % en 1981. La droite fondamentaliste hurle au « socialisme rampant ».

Du côté patronal, la réaction de Mai 68 n'est pas non plus, contrairement à celle de 1936, purement revancharde. Les chefs d'entreprise manifestent la volonté « d'effacer l'ardoise » par une croissance accélérée de la production, et de prévenir la réédition de pareils débordements en adaptant l'exercice de la fonction patronale à l'évolution de la société et des mœurs. Le CNPF n'est pas désavoué après la signature du constat de Grenelle, concédant une augmentation de 35 % du SMIG, de 10 % des salaires et, surtout, la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. Une « aile marchante » — Centre des jeunes dirigeants, Entreprise et Progrès — se constitue en son sein et œuvre pour un *aggiornamento* du monde patronal. En 1972, son candidat, François Ceyrac, succède à Paul Huvelin à la tête du CNPF.

A la politique de la « chaise vide », qui prévalait dans les années 50 et 60, succèdent des années d'intenses négociations : de 1969 à 1974, sont signés une

dizaine de grands accords interprofessionnels nationaux qui modifient la condition salariale.

Certes, le paternalisme a la vie dure, notamment dans les PME traditionnelles où l'antisyndicalisme viscéral des chefs d'entreprise demeure à l'état latent et, parfois, virulent. Mais, dans les grandes et moyennes entreprises, lui succède l'« institutionnalisation des relations professionnelles » : l'entreprise n'est plus considérée comme une « famille élargie » dont tous les membres sont liés par un intérêt commun, que seul le chef sait clairement identifier et promouvoir. Elle est perçue, de plus en plus, comme lieu où coexistent des intérêts en partie convergents, en partie contradictoires, mais également légitimes, donc simultanément comme lieu de convivialité et de conflictualité. Les conflits d'intérêt dans l'entreprise étant naturels et inévitables, le problème est de définir des procédures et des institutions permettant de les gérer et de les régler au moindre coût. Ces procédures sont celles de la négociation collective en vue du compromis.

L'institutionnalisation des relations professionnelles implique un syndicalisme fort, représentatif de la base salariée, capable de parler légitimement en son nom et de l'engager. Au niveau politique, le patronat se rallie au projet de « nouvelle société » de Jacques Chaban-Delmas et soutient l'ex-Premier ministre contre Valéry Giscard d'Estaing, au premier tour des élections présidentielles de 1974. « Avant Ceyrac, le CNPF ne faisait rien, se lamente une certaine base patronale. Depuis Ceyrac, il fait n'importe quoi ! » Mais, ayant dit, elle laisse faire, de peur d'un retour de flamme de la « contestation ».

Mais, si le patronat se montre disposé à modifier son style d'exercice du pouvoir, il n'entend rien céder sur ce pouvoir lui-même. Toutes les concessions sont faites pour renforcer l'autorité des chefs d'entreprise, non pour la partager. Le rapport Sudreau, sur la réforme de l'entreprise, le rapport Giraudet (1980) sont enterrés, du fait de l'opposition du patronat, mais aussi, il faut le dire, de la plupart des syndicats de salariés. Les lois Auroux en 1982 soulèvent le tollé patronal que l'on sait : 25 000 chefs d'entreprise se rassemblent à Villepinte, à l'appel du CNPF, pour défendre et étendre la « liberté de gérer » : l'abolition de l'autorisation administrative de licenciement figure en bonne place dans leurs revendications.

L'impulsion démocratique-libertaire de Mai 68 est à l'œuvre tout au long de la décennie 70 et, quoique atténuée, encore aujourd'hui. Elle sous-tend aussi bien la lutte contre toutes les formes autoritaires d'exercice du pouvoir – pouvoir traditionnel, pouvoir charismatique, pouvoir technocratique – que les nouvelles revendications égalitaires : augmentations égales pour tous ; resserrement de l'éventail des revenus, égalité des chances, refus de toutes les formes de discrimination – entre les sexes, les races, les classes, les peuples, les « tendances » sexuelles.

Mouvement démocratique, Mai 68 est bien évidemment un mouvement individualiste, puisque l'expansion de la démocratie moderne s'identifie avec l'extension des droits et des libertés des individus, leur émancipation vis-à-vis des normes imposées par la tradition ou l'autorité non librement consentie. C'est même,

selon les classiques, précisément ce qui fait la différence entre la démocratie moderne et la démocratie antique¹³⁷. Processus de démocratisation et processus d'individualisation, : c'est tout un. C'est le « noyau rationnel » de la thèse de Gilles Lipovetsky, si baroque par ailleurs, désignant dans la révolution de Mai l'avènement de « l'individualisme moderne » : narcissique, apathique, égoïste, indifférent... On y reviendra¹³⁸.

Un mouvement hédoniste et communautaire

La seconde dimension du mouvement de Mai est la poussée hédoniste-communautaire. Là encore, il faut se garder d'une approche unilatérale, présentant les « événements » comme simple réaction aux archaïsmes de la société française et pure adaptation à ses nouvelles exigences culturelles : le soulèvement de la jeunesse est à la fois contestation de l'ascétisme et du rigorisme hérités des premiers âges de l'industrialisation et réaction contre « l'atomisation du social » qu'engendre l'entrée dans la société de production et de consommation de masse, la généralisation des rapports marchands.

Il serait certes très exagéré de parler d'ordre moral pour qualifier le climat culturel des années 60 : le Club Méditerranée multipliait déjà ses villages de vacances, Roger Vadim avait déjà dénudé B.B., dans les « surbours », les « tricheurs » jouaient au « jeu de la vérité », la libéralisation des mœurs allait bon train. Mais, en ce domaine, le principe toquevillien s'applique tout autant qu'en politique : c'est précisément parce que la révolution hédoniste était en marche que les nombreux obstacles et résistances dressés sur sa voie paraissaient soudainement insupportables : pourquoi traîner devant les tribunaux Jean-Jacques Pauvert et Régine Desforges, éditeurs d'*Histoire d'O*, quand on autorise *Et Dieu créa la femme* ? Pourquoi interdire la projection de *La Religieuse* de Diderot, quand on permet celle des *Liaisons dangereuses* ? De quel droit des comités de censeurs imposent-ils leurs lubies à des citoyens adultes ?

Ce n'était pas l'ordre moral, sous le magistère du général de Gaulle, mais l'atmosphère évoquait tout de même celle d'un pensionnat de jeunes filles. Quoique séparé depuis longtemps déjà de l'Église, l'État n'avait pas complètement renoncé à veiller au salut des âmes : séparation des sexes dans les écoles et dans les cités universitaires, interdiction de la propagande sur la contraception, répression sévère de l'avortement et des « perversions » sexuelles, au premier rang desquelles l'homosexualité... Ici aussi, c'est dans les sociétés où l'emprise de l'éthique ascétique et puritaine était la plus forte – Grande-Bretagne, États-Unis... – que l'explosion hédoniste fut la plus intense et la plus extrême. Si le gauchisme politique, celui des groupuscules maoïstes, trotskistes, anarchistes, anarcho-maoïstes, mao-trotskistes¹³⁹, prédominait en Europe latine, le gauchisme culturel, celui des hippies, des freaks, du *peace and love*, l'emportait dans le monde anglo-saxon.

Sur cette révolution épicurienne, sa boulimie de sexe, de drogues, de rythmes, de rêves, d'expériences et de sensations en tous genres, tout a été dit¹⁴⁰. On a été moins disert sur l'autre aspect de cette lame de fond : sa dimension profondément communautaire. Chaque grande vague d'expansion capitaliste entraîne la destruction de pans entiers de l'ancien tissu économique et social. La première et la seconde industrialisation ont porté un coup sévère aux formes traditionnelles de sociabilité — c paroisses, communautés de voisinage, familles étendues, métiers... Les Trente Glorieuses ont poussé encore plus loin l'atomisation du social. Atomisation par excès de J l'offre de biens, de services, d'informations, et non par

défaut, note finement Gilles Lipovetsky¹⁴¹. « Destruction cool du social » par isolation, hypersollicitation et sursaturation des individus. La « vie-kit », l'« existence à la : carte », la « société self-service » précipitent « une fracture de plus en plus large de la communauté, un déficit) de la communication intersubjective¹⁴² ».

Mais, n'en déplaie au talentueux auteur de *L'Ère du r vide*, le mouvement de Mai 68 est précisément aussi une réaction contre la montée de l'individualisme égoïste, porté par le nouveau bond en avant des rapports marchands, et contre ses corrélats : la solitude de masse, la compétition des *ego*, l'incommunicabilité. Edgar Morin, encore lui, l'avait bien vu, qui oppose à « l'individualisme d'acquisition, de possession, de propriété » un « individualisme de jouissance, de sensation, d'exaltation » ; à « l'hédonisme de l'avoir (société bourgeoise), un hédonisme de l'être (révolution culturelle)¹⁴³ ». Il est recherche d'un autre rapport à autrui, à soi, au monde. Aspiration à créer un espace de communication, d'échange, de convivialité, de communauté. En réunifiant les atomes sociaux dans l'engagement collectif pour une cause qui les transcende, donne un sens à leur vie, en même temps qu'elle cimente un *nous*...

Rien de plus frappant que cette aspiration communautaire des lycéens et des étudiants de Mai 68. Si, au lieu de dauber sur le « marathon des palabres », Raymond Aron avait daigné se pencher sur la signification de ce goût immodéré pour les « assemblées générales », les *sit-in*, les meetings, les cortèges, les débats sur la place publique¹⁴⁴, il aurait certainement perçu ce qui se cachait derrière ce plaisir d'être ensemble : le bonheur de s'être extirpé de la foule solitaire, d'avoir laissé derrière soi « l'individu-masse », d'éprouver les émotions, les sensations, l'énergie du groupe social.

Un mouvement romantique et messianique

Troisième dimension du mouvement de Mai, généralement occultée : la poussée romantique et messianique. Si l'on définit le romantisme comme attitude critique à l'égard de la société industrielle-capitaliste (en tant qu'elle constitue un ordre déshumanisé, mercantile, « aliéné ») et, simultanément, comme nostalgie des rapports humains, de la « qualité de la vie », propres à un passé idéalisé, auquel on souhaite revenir (romantisme réactionnaire), ou que l'on entend ressusciter sous une forme supérieure (romantisme révolutionnaire), alors, il ne me semble pas douteux que la génération du *baby-boom* fut intensément romantique. Ses héros (James Dean, Marlon Brando, mais aussi Che Guevara) l'attestent, ainsi que son engouement tiers-mondiste.

Au début des années 60, la critique antimoderne, néo-romantique, du capitalisme connaît d'ailleurs un puissant retour de flamme dans l'intelligentsia traditionnelle, traumatisée par la vague d'industrialisation, d'urbanisation, de rationalisation capitalistes qui déferle sur l'Occident, et menacée dans son statut par l'essor de nouvelles couches intellectuelles : médiocrates et technocrates. Caractéristiques de cette tendance sont les essais d'Herbert Marcuse, d'Henri Lefebvre, de Jean Baudrillard, de Guy Debord¹⁴⁵...

Tout se passe comme si la désagrégation de la « synthèse républicaine » – ce consensus pour une société française mi-agricole et mi-industrielle, mi-rurale et mi-urbaine, mi-capitaliste et mi-traditionnelle – et l'entrée de plain-pied dans le capitalisme moderne réactivaient la fibre romantique de l'intelligentsia.

Dans le contexte idéologique et politique des *golden sixties*, cette résurgence du romantisme emprunte la forme du romantisme révolutionnaire plutôt que du *romantisme réactionnaire* ou conservateur¹⁴⁶. Le second procède à la critique de la société et de la civilisation capitalistes au nom de valeurs, d'institutions, de relations sociales pré-capitalistes — en général issues du monde médiéval ou d'« Ancien Régime ». Le premier mêle inextricablement nostalgie d'un passé plus ou moins mythique – état de nature chez Rousseau, communisme primitif chez Marx, Grèce antique chez Hölderlin –, que l'on sait irrémédiablement révolu, et volonté de ressusciter les qualités ineffables de cet âge d'or perdu dans l'édification d'une société nouvelle. Le discrédit qui frappe les idéologies d'extrême droite, depuis 1945, toutes fleuries sur le terrain du romantisme réactionnaire, a enrayé leur résurgence plus ou moins modernisée. L'exaltation de la celtitude par la nouvelle droite d'Alain de Benoist n'a pas fait école. De même, les performances du capitalisme, au cours des Trente Glorieuses, ne se prêtaient guère à une critique romantique anti-industrialiste, du type de celles qui allaient fleurir, lors de la décennie suivante, dans certains secteurs de la mouvance écologique et régionaliste.

La réaction romantique à l'expansion capitaliste sans précédent des Trente Glorieuses allait frayer la voie au romantisme révolutionnaire. Le poster christique de Che Guevara, héros romantique-révolutionnaire par excellence, allait orner les murs des chambres adolescentes. Cette composante romantique de la culture

juvénile, virant au romantisme révolutionnaire à mesure que l'on s'avance dans les années 60, éclaire à mon sens l'étonnante audience des groupuscules gauchistes à la fin de la décennie. Car ces groupuscules étaient eux-mêmes des sectes messianiques. Ils réactivaient et portaient à son paroxysme la composante religieuse, millénariste, inhérente au mouvement ouvrier originel, et tombée peu à peu en désuétude, à mesure qu'il s'institutionnalisait. Et, entre le messianisme et le romantisme révolutionnaires, il y a homologie structurelle, affinité élective¹⁴⁷.

Ce que les adolescents contestataires recherchaient dans les doctrines et les pratiques des organisations gauchistes, ce qui les fascinait en elles, ce n'était pas tant la pertinence de leurs analyses ou l'originalité de leur programme, que leur orientation messianique et la religiosité qui baignait chacun de leurs actes.

Par-delà leurs divergences abyssales, nourrissant des polémiques furibondes et des rivalités sans fin, les groupuscules maoïstes, trotskistes, anarchistes partageaient en effet une même *Weltanschauung*, une même conception du monde, version laïcisée du messianisme de l'Ancien Testament.

Tous se représentaient la société existante comme incarnation moderne du Mal, ou, plus exactement, comme champ clos de l'affrontement entre deux camps : l'un, celui des exploités, des dominés, des opprimés, incarnant le Bien, l'autre, celui des exploités, des dominants, des oppresseurs, incarnant le Mal et tenant provisoirement, mais depuis quelques millénaires déjà, le haut du pavé.

Tous se représentaient l'histoire comme le long et douloureux périple qui mène d'un âge d'or de l'humanité – la société gentilice, le communisme primitif – à un nouvel Éden, en tous points supérieur encore – le communisme, stade développé du socialisme –, en passant par la vallée de larmes des sociétés de classes – esclavagisme, féodalisme, capitalisme – où nous a fait chuter l'essor de la propriété privée.

Tous désignaient, dans le prolétariat moderne, la classe rédemptrice universelle, le messie collectif, le sujet révolutionnaire par essence, celui « qui ne peut se libérer de ses chaînes qu'en émancipant l'humanité tout entière ».

Tous se représentaient le changement social sur le mode de la crise cataclysmique, de la catastrophe apocalyptique, à la faveur de laquelle, selon les fortes paroles de *L'Internationale*, le monde changerait de base et ceux qui n'étaient rien seraient tout.

Tous concevaient enfin la « bonne société » comme une collectivité réunifiée, transparente, réconciliée avec elle-même : sans classes, sans guerres, sans pénurie, sans État¹⁴⁸...

Comment ne pas reconnaître dans cette armature idéologique la charpente même du messianisme¹⁴⁹ ?

Le romantisme révolutionnaire de l'aile contestataire de la génération de Mai fut le corps conducteur des messianismes gauchistes.

Cette dimension messianique-révolutionnaire donne au mouvement de Mai 68 son caractère ambivalent. D'une part, détournant au service du projet politique la formidable énergie de la foi, elle lui confère, comme dirait Enrico Berlinguer,

l'essentiel de sa « force propulsive ». C'est dans leur passion romantique et messianique que les *baby-boomers* ont puisé la détermination, l'opiniâtreté, l'inventivité indispensables à leur combat. Car il ne suffisait pas d'une chiquenaude pour mettre à bas l'élitisme autoritaire et la morale traditionnelle. Il a fallu des années de mobilisations ininterrompues pour les faire seulement régresser. Sans cette source d'énergie, qui sait si le « travail de Mai » se serait accompli ? D'autre part, cette inspiration romantique et messianique du mouvement a puissamment réactivé l'anticapitalisme de principe, présent de longue date dans la société française sous la forme du corporatisme chrétien et du socialisme marxiste, et qui avait, à la faveur des Trente Glorieuses, amorcé une lente régression. Symptôme de ce retour de flamme, la radicalisation du discours – et du programme – de la gauche non communiste dans l'immédiat après-Mai : le PSU de Michel Rocard passe de la stratégie moderniste du « contre-plan » définie au colloque de Grenoble (1964) au « socialisme autogestionnaire », forme démocratique de la « dictature du prolétariat¹⁵⁰ ». La CFDT passe de la recherche d'une alternative réformiste au syndicalisme « lutte de classes » de la CGT à la surenchère révolutionnaire avec la grande centrale communiste. Le nouveau Parti socialiste, né à Épinay, ne jure plus que par la « rupture avec le capitalisme¹⁵¹ ». Il confie la rédaction de son programme, « Changer la vie », au leader marxiste de son aile gauche, Jean-Pierre Chevènement ; conspue la « social-démocratie » platement gestionnaire ; signe avec le PCF un « Programme commun de gouvernement » prévoyant la nationalisation des pôles dominants de l'économie française. En 1975, paraît sous la signature de deux figures de proue de la « deuxième gauche » – pourtant réputée a-marxienne –, Jacques Julliard et Edmond Maire, un essai qui en dit long sur cette imprégnation anticapitaliste radicale de la gauche française dans son ensemble.

Le « socialisme démocratique » y est défini par le triptyque : socialisation des forces productives ; régulation de l'économie par le Plan ; autogestion, conçue comme substitution de directeurs, élus par le personnel, aux chefs d'entreprise privés¹⁵²

Socialisation des grandes entreprises, parce que seules des entreprises publiques peuvent se fixer comme but de production la satisfaction des besoins sociaux au lieu du profit maximal. Régulation par le Plan, parce que la régulation par le marché est par essence génératrice de gaspillages, d'iniquités et de déséquilibres. Substitution de représentants élus des salariés aux patrons privés parce que les seconds font prévaloir leurs intérêts patrimoniaux ou technocratiques sur la véritable rationalité économique.

Commentant cette période, somme toute récente, de son histoire, le secrétaire général de la CFDT écrit : « Pendant longtemps, le mouvement ouvrier a opposé à l'entreprise de type monarchique des modèles relevant d'une conception selon laquelle les travailleurs devaient décider de tout. Nous considérons aujourd'hui que cette étape doit être franchie : nier la fonction spécifique du chef d'entreprise conduit à une impasse¹⁵³. »

Si cette réactivation de l'anticapitalisme de principe était survenue quelques années plus tôt, on n'aurait sans doute eu qu'à s'en féliciter. Encore une fois, on ne bouscule pas des intérêts et des mentalités pétrifiés avec de simples arguments : sans la secousse tellurique de Mai 68 et ses ébranlements secondaires, on ne serait sans doute pas sorti de la société bloquée. Et, sans l'énergie romantique-messianique du mouvement, celui-ci n'aurait sans doute pas eu la puissance et la durée nécessaires à la production de ses effets. Mais cette réactivation a coïncidé, à quelques années près, avec l'entrée dans l'onde longue dépressive de l'économie mondiale. Elle a considérablement renforcé la rigidité du système productif français, à un moment où le ralentissement de la croissance, la mutation technico-industrielle, la mondialisation de l'économie, le déplacement et la différenciation de la demande, l'inefficacité croissante des régulations étatiques imposaient aux chefs d'entreprise un énorme effort de restructuration et de redéploiement : du marché intérieur vers le marché international ; des secteurs traditionnels vers les technologies avancées.

Rétrospectivement, on voit bien qu'il fallait se désinvestir, au moins partiellement, de certaines activités – sidérurgie, construction navale, mines... ; accroître sa compétitivité dans d'autres au prix d'investissements massifs de productivité et de réductions d'emplois – automobile, construction électrique, chimie... ; dans d'autres encore, se redéployer vers les produits haut de gamme et à haute valeur ajoutée – textile, papier-carton, agro-alimentaire... ; consentir un effort colossal, enfin, dans les nouveaux secteurs technologiques de pointe — électronique, informatique, biotechnologie.

Dès 1974, engageant une stratégie de sous-évaluation systématique du yen, le Japon allait entreprendre, le premier, ce redéploiement, suivi par les États-Unis, la RFA, la Grande-Bretagne, les pays scandinaves, chacun pratiquant au demeurant une stratégie spécifique. La France allait entrer, en 1983, bonne dernière dans cette voie. Pendant plus de dix ans, le mouvement ouvrier et la gauche, au faite de leur puissance, allaient se crisper sur la défense des régulations keynésiennes ou « fordistes », ainsi que des positions acquises par leurs gros bataillons : les salariés qualifiés des grandes industries traditionnelles et du service public menacés par la nouvelle donne technologique et économique.

De 1968 à 1975, les élites au pouvoir vivent dans la hantise d'un nouveau Mai ; de 1975 à 1981, d'une victoire électorale de l'Union de la gauche. Les politiques macro-économiques et sociales des divers gouvernements qui se succèdent, pendant plus de quinze ans, tiennent le plus grand compte du nouveau rapport de force issu de Mai, et « privilégient en conséquence le consommateur sur le producteur, les salariés des vieux secteurs par rapport aux salariés potentiels des nouveaux secteurs, les détenteurs d'emplois par rapport aux chômeurs¹⁵⁴ ». En dépit de la crise, le pouvoir d'achat des salariés augmente de 20 % entre 1974 et 1981, et encore de 5 % entre 1981 et 1986. Le taux de marge brute des entreprises¹⁵⁵ chute de 11,3 % en 1979 à 7,8 % en 1982 où il atteint son « creux historique ».

« L'économie française s'est adaptée à la crise aux dépens de la formation de capital, reconnaît en 1983 l'administration du Trésor ; l'épargne des entreprises ne

suffit plus à couvrir le renouvellement du capital¹⁵⁶. »

Certes, les experts de l'administration, contrairement à ceux du patronat, n'imputent pas principalement au coût moyen horaire du travail en France la dégradation des résultats des entreprises. Selon eux, bien d'autres facteurs entrent en jeu : l'état des marchés, l'évolution du coût des biens intermédiaires, les charges financières... Ils soulignent que le coût du travail en France se situe dans la moyenne des pays de l'OCDE et que, en tout état de cause, il reste plus faible qu'en RFA, aux États-Unis et dans les pays scandinaves. Mais ils conviennent néanmoins que, dans le contexte français de sous-capitalisation et de piètre profitabilité des entreprises, *le partage de la valeur ajoutée effectué de 1973 à 1983 en faveur des ménages a réduit considérablement la capacité d'investissement des firmes, les condamnant souvent à l'endettement pour simplement renouveler leur équipement*. En désindexant les salaires et les prix, en s'engageant à stabiliser puis à réduire les charges, la gauche au pouvoir va remédier avec succès à cet état de fait. Dès 1984, les marges des entreprises se redressent ; en 1986, elles sont revenues à leur niveau d'avant le premier choc pétrolier. Mais, confrontées à des taux d'intérêt réels prohibitifs, les entreprises emploient prioritairement cette manne pour se désendetter. L'investissement productif stagne. Le retard accumulé sur nos grands concurrents continue à se creuser¹⁵⁷.

Certes, les chefs d'entreprise français portent une part de responsabilité dans ce décrochage économique des dix dernières années. Ils n'ont pas su, en moyenne, s'adapter rapidement à la nouvelle donne économique des années 70, qui leur imposait de réduire leur activité dans certains secteurs et de se redéployer dans les productions à haute valeur ajoutée. Ils n'ont pas su « déayloriser » rapidement leurs entreprises et modifier leur méthode de gestion et de direction : qui ne se souvient du tollé patronal qui accueillit les lois Auroux ! Ils n'ont pas su se doter à temps d'un réseau commercial comparable à celui de leurs principaux concurrents, ni mondialiser suffisamment leur production.

Mais leurs « partenaires sociaux » y sont également pour quelque chose. « Vivre et travailler au pays ! », « Pas de licenciement sans reclassement préalable au même niveau de qualification ! », « Produisons français ! », « En avant vers les 35 millions annuels de tonnes d'acier ! », « Les patrons peuvent payer », etc. Autant de mots d'ordre qui témoignent d'une incompréhension du redéploiement et des mutations nécessaires.

Si, sur le terrain de la démocratie, des mœurs, le mouvement de Mai entrainait en contradiction avec la vulgate marxiste, telle que la professait le PCF, sur le terrain économique et social, il entrainait au contraire en résonance avec elle, et même en surenchère.

La réactivation de la culture anticapitaliste au sein du mouvement ouvrier français, sous l'impulsion de Mai 68 et des soixante-huitards, a certainement contribué à retarder le nécessaire effort de restructuration et de redéploiement de l'économie française, lorsque l'*establishment* s'y est tardivement résolu.

Ce n'est qu'à la faveur de l'expérience du gouvernement de la gauche unie que

s'est effectué le « découplage » entre démocratisation et anticapitalisme de principe, dans l'idéologie de la gauche, évolution encore une fois le mieux illustrée par la trajectoire de la CFDT¹... Mais aussi par un mouvement comme celui des étudiants et des lycéens de l'hiver 1986-1987. Les socialistes au pouvoir pourront vanter « l'économie mixte » et le compromis historique entre les forces vives du salariat, des entrepreneurs et de l'administration, tout en recueillant 32 % des voix aux élections législatives de mars 1986.

*

Parvenu à ce point de l'analyse, le lecteur s'aperçoit qu'on peut rendre compte des « événements » de Mai 68 et de leur impact sur nos sociétés sans recourir à la problématique, aujourd'hui fort en vogue, de « l'individualisme narcissique ». Celle-ci serait-elle donc superflue, voire mystifiante ? Et, en ce cas, d'où lui vient son indubitable succès ?

CHAPITRE 6

Avènement de l'individualisme narcissique ?

Ils avaient aimé l'espérance qui les avait visités. Ils avaient enfin pu parler à d'autres, aux autres. Ils s'étaient abolis dans une communauté dont la moindre ambition était de tout refaire, à commencer par l'homme. Ils avaient senti que vivre c'était autre chose que les gestes, les fatigues, les renoncements de leurs aînés, autre chose que leur agitation d'écureuil dans la cage.

Ils avaient marché, à fond... Depuis la dernière guerre mondiale, il n'y a pas eu lame de fond plus importante dans notre pays.

François Mitterrand

Le mouvement de Mai se laisse qualifier de « démocratique » et d'hédoniste, en des sens très différents, voire opposés, constate Luc Ferry¹⁵⁸. Il en distingue lui-même trois : celui de Claude Lefort, qui y voit un mouvement antiautoritaire, anticapitaliste, antibureaucratique, et cependant émancipé à l'égard du fantasme de la « bonne société¹⁵⁹ ». « Le pouvoir, en quelque lieu qu'il prétende à régner, écrit Lefort, trouvera des opposants qui ne sont pas prêts néanmoins à en installer un meilleur... » Pour Castoriadis, le mouvement de Mai est démocratique surtout parce qu'il incline massivement vers la démocratie directe¹⁶⁰. Pour Gilles Lipovetsky, enfin, Mai 68 ne sera pas dit démocratique en tant que mouvement antibureaucratique, anticapitaliste ou autogestionnaire, mais en tant que *mouvement individualiste*, annonçant, au-delà de la critique des « autorités et des valeurs », le repli actuel sur la sphère privée¹⁶¹. Interprétation qui séduit manifestement Luc Ferry et Alain Renaut, qui s'émerveillent de ce nouveau paradoxe (débusqué par l'auteur de *L'Ère du vide*), « que, malgré ou plutôt à travers les projets communautaires et collectifs qui s'affichaient de toute part, Mai 68 ait pu non interrompre, mais bien renforcer comme jamais auparavant les tendances des sociétés modernes à l'individualisme ».

Mai 68 est-il un grand mouvement individualiste, comme le prétend, avec brio, Gilles Lipovetsky ?

Tout dépend de ce qu'on entend par cette notion molle. Ce n'est, en effet, un secret pour personne que le concept d'individualisme est passablement confus et mériterait d'être déconstruit.

Il y a en effet individualisme et individualisme. Celui de Tocqueville diffère de celui de Marx ; celui de Jaurès de celui de Bakounine. Gilles Lipovetsky s'en tient pour sa part à l'acception tocquevillienne du terme. On se souvient que, pour l'auteur de *De la démocratie en Amérique*, l'individualisme est « ce sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis de telle sorte que, après s'être créé ainsi une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même¹⁶² ». L'individualisme tocquevillien est synonyme de retrait de la sphère publique, et de repli sur la sphère privée.

« Dans ces conditions, il est difficile et même contradictoire de considérer Mai 68 comme un mouvement individualiste, constate Lipovetsky. Aux antipodes d'un individualisme égocentrique, Mai 68 a été animé par un idéal de solidarité¹⁶³ »

Mais Lipovetsky ne recule ni devant la contradiction ni devant la difficulté. S'engouffrant dans la voie ouverte en 1978 par Régis Debray, il découvre « la réalité-historique-de-Mai au travers du Mai-tel-qu'on-le-parle, après coup¹⁶⁴ ». A la fin des années 70, triomphe « l'individualisme narcissique », apathique, indifférent, égoïste, et les plus narcisses de tous sont les ex-soixante-huitards. N'est-ce pas parce que, sous couvert de changer la société pour « changer la vie », le mouvement de Mai s'est surtout ingénié à lever les derniers obstacles subsistant au plein épanouissement de l'individualisme, jusque-là contenu et bridé par la persistance de

la tradition ?

Si l'individualisme narcissique tient aujourd'hui le haut du pavé, c'est qu'il gisait, alors, sous la plage. Gilles Lipovetsky ne croit pas en la génération spontanée. Il ne confond pas l'essence et l'apparence. Engendré par une société hybride, en transition entre la modernité et le postmodernisme, l'individualisme de 1968 était lui-même hybride : militant, révolutionnaire, messianique *dans sa forme* – ses modalités d'intervention politiques –, individualiste *dans son fond* — ses aspirations et son orientation culturelles¹⁶⁵. Intrinsèquement contradictoire, il ne constituait pas une figure stable de l'individualisme moderne, mais une « formation de compromis », appelée à se désagréger rapidement sous l'impact de sa propre pratique et de ses effets. A peine éteints les lampions de la fête, la chrysalide s'est muée en papillon. La ruse de la raison a encore frappé.

J'éprouve, comme tout le monde, énormément d'intérêt et de plaisir à lire Lipovetsky, comme d'ailleurs Régis Debray. Mais, dans l'un et l'autre cas, je ne puis m'empêcher de penser qu'ils nous vendent des sophismes pour des paradoxes, et que leur ruse de la raison travaille avec de grosses ficelles.

Dans le cas de Lipovetsky, l'astuce consiste : 1° à utiliser un concept d'individualisme, à la fois réducteur et élastique à souhait, si bien que, quoi qu'on fasse — qu'on se démène ou qu'on reste coi, comme chantait Brassens –, on est toujours pris dans ses rets ; 2° à inscrire ce concept mou lui-même dans une représentation métaphysique – téléologique – du procès historique d'individualisation.

Un individualisme peut en cacher un autre

Que le concept d'individualisme soit cafouilleux à souhait et exige, toute affaire cessante, d'être disséqué, de fins bretteurs comme Luc Ferry et Alain Renaut en conviennent volontiers, et d'ailleurs s'y emploient : *l'individualisme égoïste*, toquevillien, écrivent-ils, ne constitue pas l'essence de l'individualisme, comme le croit Lipovetsky, mais une forme possible de celui-ci¹⁶⁶

L'individualisme révolutionnaire en représente une autre, sensiblement différente : révolte des individus contre la hiérarchie au nom de l'égalité ; et contre la tradition, au nom de la liberté (entendue comme autonomie : capacité à se donner soi-même sa propre loi), l'individualisme révolutionnaire n'est nullement « apathique », « égocentrique », « indifférent ».

Cette définition présente l'intérêt d'en finir avec un concept d'individualisme indifférencié, permettant tous des glissements. Mais elle a l'inconvénient d'être essentiellement négative : égalité *contre* hiérarchie, liberté *contre* tradition. Il lui manque le principal : le projet collectif.

L'individualisme révolutionnaire ou même, simplement, l'individualisme démocratique – qui constitue encore un autre type – sont individualistes dans leurs valeurs et dans leurs fins, pas dans leurs moyens. Ils nient qu'on puisse émanciper les individus de l'oppression et de la tradition par des *moyens individuels*. Ils sont convaincus au contraire qu'une telle émancipation requiert non seulement *l'action collective* organisée et prolongée, mais encore l'édification *d'un ordre politique et social* qui garantisse les droits et les libertés des individus, et favorise leur extension.

Au cœur d'une typologie de l'individualisme, il y a le rapport de l'individu au collectif, à la société, à l'histoire. Il n'est pas vrai que tout individualisme s'oppose à la collectivité, se détourne de la cité, se replie sous sa tente.

On peut être ultra-individualiste – comme le sont les anarchistes par exemple, qui ne revendiquent rien moins que l'abolition immédiate de l'État, de la propriété, de la famille, et de la plupart des institutions, pour ne laisser subsister que les individus librement associés – et non seulement « investir intensément la sphère publique », mais encore être capable de se soumettre à la discipline militaire (mais volontairement consentie) de groupes de conspirateurs et donner sa vie pour la « révolution sociale ».

Pour rester dans la mythologie grecque, disons qu'à *l'individualisme narcissique* s'oppose *l'individualisme prométhéen*, porteur d'un projet plus ou moins grandiose de transformation de la société, visant à la rendre plus habitable aux individus. A *l'individualisme égoïste* s'oppose *l'individualisme communautaire*, qui n'est pas une contradiction dans les termes, mais conviction qu'il n'est de réel accomplissement de soi-même que dans et par la collectivité, que le social ne mutile pas les individus, mais démultiplie leurs potentialités et leurs jouissances.

L'individualisme de Mai précisément est *prométhéen et communautaire*, il n'est pas *apathique et narcissique*. Les soixante-huitards revendiquent un nouveau bond

en avant des droits et des libertés individuelles : ils récusent la légitimité de tout pouvoir non librement consenti. Ils s'assoient sur la tradition et proclament à son de trompe leur détermination à « jouir sans entraves ». Mais ils n'éprouvent nul besoin, bien au contraire, de « s'isoler de la masse de leurs semblables » et de se « retirer à l'écart avec leur famille et leurs amis ». Ils aspirent au contraire intensément à communiquer, à agir ensemble, et ce n'est pas le moindre attrait des luttes communes que de leur en fournir l'occasion. Ils partagent une conception de l'émancipation individuelle par l'action collective et la transformation du tout social.

Ce n'est que plus tard, après les premiers revers, lorsqu'ils auront expérimenté les difficultés, les impasses, les effets pervers de l'action collective, qu'une majorité d'entre eux se repliera sur l'action individuelle, avant de se détourner de la politique. André Glucksmann pourra faire alors l'apologie de la résistance individuelle – celle du Zek contre les « mangeurs d'hommes » -, par opposition à la lutte collective, toujours susceptible de dérive totalitaire¹⁶⁷

Soit l'exemple du mouvement féministe, une déferlante majeure de ce temps. Rien de plus individualiste que ses revendications : refus des rôles traditionnels assignés aux femmes, droit à la libre disposition de son corps, droit au plaisir sexuel, à la contraception, à l'avortement ; rejet des fonctions subalternes que leur réserve la division sociale du travail, égalité des chances, abrogation de toute discrimination liée au sexe, etc. Rien de plus collectif, néanmoins, que sa stratégie.

Les féministes ne désertent pas la sphère publique, ne se retirent pas sur l'Aventin pour vivre à leur guise leur féminité. Elles ne préconisent pas la recherche de solutions individuelles aux dilemmes des femmes, chacune se débrouillant avec son père, son patron, son amant, son mari, et avec le tout-venant des « machos » ordinaires. Elles engagent, au contraire, une action collective, opiniâtre, prolongée, pour changer le statut des femmes dans la société, et cette « société sexiste » elle-même : groupes de conscience, groupes de quartier, groupes « femmes mariées », « femmes dans l'entreprise », « femmes battues ». Meetings d'amertume, manifestations de rue, actions de commandos, fêtes des femmes, cortèges féministes dans les grandes processions de la gauche, journaux militants dont le fameux *Le Torchon brûle*, « menstruel d'action féministe ».

La lutte pour la contraception et la liberté de l'avortement est retenue comme premier axe de bataille en raison de son caractère unifiant et subversif. Les méthodes d'action sont celles de Mai 68 : provocation, mise au défi. Le 5 avril 1971, *Le Nouvel Observateur* publie le « Manifeste des 343 salopes », dans lequel les signataires – toutes femmes illustres et en conséquence intouchables — avouent avoir avorté et réclament qu'on leur applique toute la rigueur de la loi, au même titre qu'aux 141 ouvrières condamnées entre 1961 et 1967. 500 médecins proclament de la même manière avoir procédé à des interruptions volontaires de grossesse. Sous le titre « Notre ventre nous appartient », le MLF annonce la création du Mouvement pour la liberté de l'avortement (MLA), qui le 9 avril 1973 devient le MLAC. Les 1^{er} et 14 mai 1972 se tiennent les « Journées de dénonciation des crimes contre les femmes » à la Mutualité. Les manifestations féministes redoublent en octobre de la

même année à l'occasion du procès pour avortement d'une jeune ouvrière, devant le tribunal de Bobigny. Une grande bataille pour la réforme de la loi et du Code pénal est engagée.

Le vendredi 29 novembre 1974, à 3 h 40 du matin, au terme de six ans de mobilisation et d'agitation incessantes, la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse est adoptée par 284 voix contre 189¹⁶⁸.

Cet investissement massif, opiniâtre, prolongé de la « sphère publique » n'empêche pas les affinités électives, le « souci de soi », la quête de l'authenticité. Mais il est tout le contraire d'une désertion de la scène publique et d'un « abandon de la grande société à elle-même ». On pourrait conduire les mêmes analyses pour tous les mouvements sociaux issus de Mai : Front homosexuel d'action révolutionnaire, Mouvement antipsychiatrique, Mouvement pédagogique, Groupe d'information sur les prisons, etc.

Le procès d'individualisation

Mais, si Lipovetsky refuse de distinguer des *types* d'individualisme – le type unique et pur étant, selon lui, l'individualisme égoïste tocquevillien –, il consent, en revanche, à distinguer divers âges de l'individualisme, chacun correspondant à un certain degré de réalisation du concept dans l'histoire.

Sa théorie de l'individualisme s'inscrit dans une philosophie téléologique de l'histoire qui fleure bon son XIX^e siècle : l'histoire a un sens (dans la double acception de signification et de direction) et un terme assigné que le philosophe connaît. Ce terme, ce n'est pas la « société sans classes » de Karl Marx, ni « l'ère scientifique » d'Auguste Comte, etc. C'est le « système de la mode achevée » et son corrélat, l'avènement de l'individualisme narcissique.

L'an zéro de l'individualisme correspond à la longue nuit des sociétés primitives, médiévales, théocratiques, encore essentiellement « holistes¹⁶⁹ » ou « hétéronomes » : la tradition s'y impose impérieusement à l'individu, sous la forme de la prescription religieuse. La liberté de choix, le degré d'autonomie des individus y sont très réduits. La diversité des croyances, des mœurs, des comportements est considérée comme impie, source de discorde et de désordre entraînant la dissolution du lien social. L'unanimité est perçue à l'inverse comme le fondement nécessaire de toute forme de gouvernement.

Avec la Réforme, et l'émergence du capitalisme, au XVI^e siècle, l'individualisme prend son envol. Il s'affirme dans l'ordre religieux, avec la revendication de la liberté de conscience, et dans l'ordre économique, avec celle de la liberté d'entreprendre et de gérer. Au XIX^e et dans la première moitié du XX^e siècle, il triomphe dans la sphère de la production et de l'échange, avec la généralisation de l'économie de marché, et s'impose dans la sphère politique avec l'essor de la démocratie libérale.

Mais, dans l'ordre de la culture, de l'éthique et des mœurs, règne encore l'emprise de la tradition. Seule une infime minorité – la bohème des lettres et des arts – affiche un individualisme intégral, étend à la vie quotidienne et à la création culturelle les principes individualistes qui régissent la vie économique et politique. N'en déplaise à Luc Ferry et à Alain Renaut, Gilles Lipovetsky ne méconnaît pas l'existence d'un individualisme révolutionnaire¹⁷⁰. Mais il s'agit pour lui d'un individualisme lacunaire, hybride, immature, appartenant à un stade très daté de l'évolution historique : la modernité (1880-1950)...

Avec l'avènement de la société (« postmoderne ») de production et de consommation de masse, le procès d'individualisation connaît un nouveau bond en avant. Reprenant les analyses classiques de Daniel Bell, Christopher Lasch, Robert Sennett, mais aussi Herbert Marcuse, Lipovetsky souligne que, passé un certain seuil la démultiplication et la généralisation de l'offre marchande accélèrent, approfondissent le procès d'individualisation.

Un nouveau type de contrôle social, fondé non plus sur la coercition ou la

manipulation, mais sur la *séduction*, devient possible et souhaitable, du propre point de vue des élites dirigeantes. Confronté au double problème des débouchés de la production et de la conflictualité sociales, le capitalisme développé les résout l'un par l'autre. Il stimule l'émergence d'un individu jouisseur, avide, hédoniste, consommateur optimal de biens et de services individuels, rapidement renouvelables. Et il submerge cet individu d'une telle pléthore d'offre marchande qu'il obtient sa passivité comme citoyen : passivité par excès, on l'a vu, et non plus par défaut : *apathie* par sursaturation, *indifférence* par hypersollicitation, *désertion* par surresponsabilisation.

Comme l'avait déjà noté Daniel Bell, les valeurs et le style de vie de l'ancienne bohème deviennent ceux de toute la société. Le principe individualiste s'étend aux sphères de la vie sociale qui étaient restées sous l'empire de la tradition : mœurs, esthétique, sexualité. C'est la seconde révolution individualiste, l'avènement d'un âge nouveau, d'une figure historique inédite – et sans doute terminale – de l'individualisme : l'individualisme narcissique postmoderne¹⁷¹, qui n'est pas autre chose que l'individualisme égoïste défini par Tocqueville, pleinement développé, réalisé, épanoui.

Toute l'histoire des cinq derniers siècles est lue comme la lente et laborieuse émancipation, secteur après secteur, de l'individu occidental, vis-à-vis de la tradition, jusqu'à l'irruption de Narcisse, individu « postmoderne », source et finalité de toute chose, totalement débarrassé de l'emprise du passé.

Un narcissisme spiraliq

Pour Lipovetsky, la signification de Mai 68 s'éclaire à la lumière de cette philosophie de l'histoire. Le mouvement de Mai se situe, à l'échelle occidentale, et singulièrement en France, au point de basculement de la modernité dans la postmodernité, d'un âge de l'individualisme dans l'autre. L'individualisme soixante-huitard est donc une formation de transition entre ces deux époques ; il combine des éléments de l'individualisme moderne (révolutionnaire, démocratique) et de l'individualisme postmoderne (narcissique, apathique). C'est un hybride appelé à une prompte désagrégation, et à tomber du côté où il penche : la postmodernité. Non sans avoir accompli, au préalable, le travail historique pour lequel il s'est constitué : la destruction des ultimes mais résistants obstacles qui s'opposent à la généralisation du principe individualiste à toutes les sphères de la vie sociale.

Le triomphe de l'individualisme narcissique, conclut Lipovetsky, n'est donc pas un phénomène provisoire et réversible comme le croit Albert Hirschman. On sait que ce distingué professeur de Princeton a cru déceler une alternance historique régulière entre périodes d'investissement massif de la sphère publique, d'action et de croyance collectives, et périodes d'investissement au contraire de la sphère privée. Le ressort de ce cycle de la mobilisation et de la démobilisation étant *la déception*, l'insatisfaction, la frustration qu'éprouvent les individus, dans l'un et l'autre cas¹⁷². Les marxistes ont, de leur côté, depuis longtemps déjà, pointé, à côté des cycles longs économiques – phases d'expansion et de stagnation du capitalisme –, un cycle idéologico-politique de l'activité des masses, un flux et un reflux de la lutte des classes, qui s'apparente au mouvement cyclique noté par Hirschman¹⁷³.

Dans l'optique de Lipovetsky, il n'y a pas mouvement cyclique, il n'y aura pas retour du balancier. L'individualisme narcissique n'est pas une réaction aux déceptions et aux frustrations engendrées par les grandes mobilisations utopiques des années 60. Nous ne vivons pas une parenthèse pénible, comme aux tout premiers temps de la V^e République, lorsque les observateurs pressés déploraient déjà « la mort des idéologies », « la fin du politique », l'empire des « choses » (Perec) et l'avènement d'une nouvelle race de barbares : la génération « Hitler, connais pas ». L'individualisme narcissique, apathique, indifférent n'est pas, pour lui, un épiphénomène, mais la nouvelle donnée structurelle de nos sociétés postmodernes. D'autant que le procès d'individualisation est « spiraliq », se nourrit de lui-même, ouvre le champ à un « narcissisme sans limites¹⁷⁴ ».

Ce qui me paraît contestable dans les analyses de Lipovetsky, on l'aura compris, ce n'est évidemment pas l'importance qu'il accorde au « procès d'individualisation », à l'œuvre en Occident depuis plusieurs siècles, ni à la formidable accélération qu'il a connue au cours des Trente Glorieuses. Je me joins au contraire sans réserve au chœur admiratif de ses « *groupies* » pour chanter à tue-tête la finesse et la pertinence de ses annotations.

Que le monde occidental soit travaillé, depuis la Renaissance au moins, par un

lent mais puissant processus d'individualisation-démocratisation, c'est-à-dire d'émancipation des individus à l'égard des normes et des valeurs imposées par la tradition ou par une quelconque autorité non librement consentie, qui songerait à le nier ? Que cette révolution culturelle, faisant des individus eux-mêmes le fondement ultime de toute valeur et de toute norme, porte en elle l'exigence de l'État de droit et de la démocratie libérale, et même sociale, on l'admettra également volontiers. Comme on admettra que le changement d'échelle de l'offre marchande, depuis trente ans, ait considérablement accéléré et affecté le procès d'individualisation.

Ce qui me paraît éminemment contestable, en revanche, c'est la philosophie de l'histoire qui nous est servie par surcroît : l'idée que l'aboutissement inéluctable et indépassable de ce long processus historique est précisément l'individualisme narcissique, longuement défini comme « apathique », « égoïste », « indifférent ». C'est l'idée que l'individualisme égoïste, tel que Tocqueville l'a défini, et tel que Lipovetsky en reprend le concept, constitue l'essence de l'individualisme, comme l'atteste son triomphe sans partage, au « stade terminal » où nous en sommes arrivés, dans nos sociétés de « mode achevée ». Il s'agit là, de toute évidence, d'une théorisation et d'une extrapolation abusive de la réalité de la fin des années 70, moment où furent rédigés les principaux articles qui constituent *L'Ère du vide*.

L'individualisme démocratique

Un individualisme démocratique, nullement « apathique », « égocentrique », « indifférent », mais au contraire attentif aux affaires de la cité et prompt à s'investir dans la sphère publique, est, à mon sens, non seulement concevable mais, quoi qu'en dise Lipovetsky, aujourd'hui fort répandu¹⁷⁵. Il est encore le seul individualisme cohérent et conséquent.

Car les droits et les libertés, conquis souvent de haute lutte au cours du dernier demi-siècle, sont fragiles. Leur pérennité et leur extension dépendent d'un certain type d'organisation sociale, et de l'aptitude de notre société à s'adapter à un environnement changeant et menaçant. Autrement dit, Narcisse n'échappe pas à la politique, et, s'il s'en désintéresse durablement, elle aura vite fait de le rattraper. Il peut la « désertter » sans trop de dommage, tant qu'il n'y a pas péril en la demeure : tant que la paix et la prospérité font que nul n'est menacé dans ses intérêts vitaux, et que le consensus s'accroît.

Situations rares, sinon exceptionnelles, en ce siècle de fer et de feu. La conscience retardant toujours, comme on sait, sur l'existence, les années 70 furent sans doute vécues sur ce mode quiétiste. Essor de la détente et illusion de l'imminente « sortie du tunnel ». La paix et la prospérité paraissaient éternelles, en dépit des crises sectorielles et des conflits sociaux¹⁷⁶. Il a fallu attendre le second choc pétrolier, en 1979, pour que les opinions publiques saisissent qu'on ne retrouverait pas de sitôt le rythme de croisière des *golden sixties*.

Cette désertion se paie au prix fort dès que montent les périls et que, pour paraphraser l'apostrophe d'Aron à Giscard, l'histoire rappelle aux jeunes gens oublieux qu'elle est tragique. Narcisse réalise alors soudainement qu'il peut être envoyé à la guerre ; être licencié sans préavis ni indemnité ; avaler des salades radioactives ; être agressé pour les consonances de son nom ou la couleur de sa peau, sanctionné pour ses mœurs ou ses opinions..., sans aucune considération pour son « désir », son « authenticité », son « souci de soi ». Il peut constater que la sphère publique, qu'il a « désinvestie », est désormais occupée ou convoitée par d'inquiétants énergumènes, qui semblent s'être fixés à un stade depuis longtemps révolu de « l'individualisme ».

Autrement dit, c'est l'individualisme narcissique qui est incohérent et qui constitue une « formation de compromis ». Car c'est seulement dans une société de surabondance et de consensus croissant que les individus peuvent obtenir à la fois davantage de droits et davantage de libertés, tout en se détournant de la sphère publique. Dans nos sociétés en mutation et en crise, on ne peut vouloir ces deux choses à la fois. Les préconditions d'existence de l'individualisme narcissique n'existent plus.

De Prométhée à Narcisse

Entre l'individualisme prométhéen et communautaire de Mai 68 et l'individualisme narcissique et apathique de la fin des années 70, il y a rupture et non continuité. Comment expliquer, dès lors, le passage de l'un à l'autre ? Plus que les progrès de l'auto-incarnation du concept dans l'histoire, il me semble qu'il faut évoquer la modification du contexte historique survenue dans les années 70.

A cet égard, trois éléments me paraissent particulièrement éclairants : entre mai 1968 et mai 1980, il y a tout d'abord, comme l'a bien vu Albert Hirschman, la déception de la génération du *baby-boom* et surtout de son aile politisée et contestataire. Il y a ensuite – événement autrement plus important et lourd de conséquences – l'effondrement de la culture révolutionnaire qui animait, depuis près de deux siècles, la partie la plus active et la plus consciente du prolétariat français et, à travers elle, des fractions variables de l'intelligentsia et de la jeunesse ; il y a enfin le retournement de tendance économique, l'enlisement dans la crise et le réveil de l'antique crainte du lendemain.

Une gueule de bois politique

L'idée que les soixante-huitards aient vécu une cuisante déception, génératrice d'amertume, de scepticisme, de crise d'identité, voire de cynisme, est contestée par tout un ensemble d'excellents esprits, aux premiers rangs desquels les duettistes Luc Ferry et Alain Renaut. Le mouvement de Mai a été vaincu comme mouvement politique, mais a été vainqueur comme mouvement social, expliquent les auteurs de *La Pensée 68*. Ce qui prouve bien qu'il existe une justice immanente car, politiquement, ce mouvement était débile, alors que, culturellement, il était fort inventif. Ce qui exclut, du même coup, qu'il ait été déçu car, dans sa masse, il était surtout un mouvement culturel, et n'était un mouvement politique que dans ses minorités agissantes : les groupuscules. N'ayant été défaite que dans ses marges, et ayant triomphé dans son axe principal, la génération de Mai peut être satisfaite d'elle-même et n'a nul motif à désillusion.

Malheureusement, la séparation tranchée entre mouvement politique et mouvement social, gauchisme politique et gauchisme culturel, qu'opèrent Ferry et Renaut, est largement artificielle. Le mouvement de Mai est simultanément et indistinctement politique (démocratie directe, ultra-égalitarisme) et culturel (quête de l'authenticité, du souci de soi, du « droit d'être soi-même », de « fixer soi-même ses propres normes »). Ce sont les anciens des comités Viêt-nam, des comités d'action lycéens, de l'UJCml, de la JCR, du 22-Mars, on l'a vu, qui créent et animent le MLF, le FHAR, le GIP, le MLAC, les mouvements antipsychiatriques, régionalistes, écologistes. L'essor du gauchisme culturel produit en retour un impact énorme sur le gauchisme politique : des groupes femmes, des groupes homosexuels se constituent au sein des groupuscules, de la base au sommet, et revendiquent le droit de s'y organiser de façon autonome pour lutter contre le machisme ambiant et intégrer au programme et à la pratique des micro-partis d'extrême gauche leurs revendications spécifiques.

Il est inexact de prétendre que le mouvement politique de Mai 68 n'ait produit « aucun effet institutionnel » : ses conquêtes directes – la section syndicale d'entreprise, la réforme de l'université -, mais surtout ses effets induits – la conversion de la classe dirigeante française à la « régulation fordiste », l'institutionnalisation de la démocratie néocorporatiste, la généralisation du système de la loi négociée entre partenaires sociaux, l'essor de la grande politique contractuelle -, tout ce qui a été dénoncé par les contestataires comme « récupération » de Mai 68, tout cela, on l'a vu, a fortement contribué à démocratiser et à libéraliser la société française¹⁷⁷.

Mais il est tout aussi abusif de prétendre que, comme « mouvement social », Mai 68 ait pour l'essentiel vaincu, et que les mœurs, les relations humaines, les rapports sociaux d'aujourd'hui correspondent aux aspirations des soixante-huitards. C'est oublier l'orientation prométhéenne et communautaire de leur mouvement. *Le « mouvement social » de Mai 68 n'était pas moins « utopique » que le « mouvement politique »*. Pour ne s'en tenir qu'à la seule « révolution sexuelle »,

elle ne se réduisait pas à la simple revendication du droit à la multiplicité des partenaires et des expériences, en contravention avec les sages préceptes de notre sainte mère l'Église. Elle comportait l'utopie d'un nouveau rapport entre les sexes, d'une nouvelle conception – non « possessive » – du couple, débarrassé de la frustration, de l'hypocrisie, de la jalousie, du mensonge bourgeois ; d'une nouvelle conception de la famille, non plus monade refermée sur elle-même, mais molécule d'une collectivité affective élargie, la commune... Dures et angéliques ambitions, dont les chemins furent pavés de douloureux échecs. De même, toute une littérature dépeint aujourd'hui les ravages provoqués par la lame de fond féministe : couples brisés, enfants déboussolés, succès professionnels mais déserts affectifs ; visibilité sociale mais solitude.

Les soixante-huitards ont été durement rappelés au principe de réalité. Dans leur extrême fraîcheur, ils ont cru que « la révolution était au coin de la rue », que « changer la vie » était chose facile, qu'ils allaient voler de victoires en victoires. A partir de 1973-1974, il leur faut déchanter. Le second volume de *Génération : les Années de poudre*, dépeint fidèlement leur « gueule de bois politique ». Épuisés et de plus en plus taraudés par le doute, les activistes aspirent non plus à « changer la vie », mais à changer de vie, troquer leurs émotions fortes contre ces plaisirs privés et paisibles qu'ils se refusaient depuis des années : les études, les enfants, le métier, les loisirs. On est dans le cas de figure classique décrit par Albert Hirschman. Après un intense investissement de la sphère publique, les héros sont déçus et fatigués. Ils aspirent au retrait sur la sphère privée. Mais un obstacle de taille se dresse sur la voie de cette réorientation : la *Weltanschauung* des soixante-huitards elle-même, leur conception romantique et messianique du monde, qui valorise l'engagement collectif au service d'une cause transcendante, assure qu'il n'y a de sens, et partant de félicité, que dans la communauté et l'action commune, assimile tout retrait sur la sphère privée à une désertion, voire à une trahison. Combien de soixante-huitards exténués et sceptiques ont continué mécaniquement à creuser leur sillon, par sentiment de culpabilité ou sainte terreur de la perte d'identité ?

Un formidable désir de liquidation de l'ancienne conception du monde s'accumule chez les ex-militants et, au-delà, dans toute l'aile contestatrice de la génération du *baby-boom*. Désir de brûler ostensiblement ce qu'on a adoré et de porter aux nues ce qu'on a exécré, que comblent les « nouveaux philosophes ». Les anciens staliniens convertis à l'antitotalitarisme sortent de Marx, mais par la mauvaise porte. Jetant l'enfant avec l'eau sale du bain, ils succombent aux sirènes de l'archéo-libéralisme. Ils tournent le dos non seulement à l'utopie d'une société parfaite, mais à tout projet de transformation sociale, jugé intrinsèquement dangereux. Les ex-révolutionnaires se font les chantres de la résignation à l'ordre existant¹⁷⁸.

L'effondrement de la culture révolutionnaire

Dans la seconde moitié des années 70 s'affirment deux processus qui, précisément, atteignent en plein cœur et désintègrent cette *Weltanschauung*, cette orientation romantique-messianique de la génération de 68. Leur combinaison précipite l'événement majeur de cette décennie pourtant riche en événements : l'effondrement de la culture révolutionnaire. Le premier est la calamiteuse série d'avaries qui frappent les sociétés du « socialisme réellement existant » et les nations révolutionnaires du tiers monde. Gilles Lipovetsky remarque à juste titre que ce n'est certainement pas la publication des œuvres de Soljenitsyne qui provoqua, au milieu des années 70, l'effondrement des grandes religions de salut terrestre, héritées du XIX^e siècle¹⁷⁹. D'autres excellents auteurs (Léon Trotski, Boris Souvarine, Isaac Deutscher, Victor Serge, George Orwell, David Rousset, Arthur Koestler...) furent en vain, tout aussi éloquents.

Leurs révélations glissaient sur la foi révolutionnaire inentamée du peuple communiste comme les gouttes d'eau sur les plumes du canard. Lipovetsky, toutefois, sous-estime l'effet d'accumulation : au terrible réquisitoire de Soljenitsyne s'ajoutent les tribulations de la bande des quatre en Chine, suivies du retour de Deng et de la démaoïsation ; le génocide du peuple cambodgien, le sauve-qui-peut pathétique des *boat people*, les guerres chaudes sino-vietnamienne, khméro-vietnamienne ; la guerre froide sino-soviétique ; le rush de 10 000 Cubains sur l'ambassade du Venezuela à La Havane, suivi de 200 000 candidatures à l'exil, dès que s'entrouvrirent les portes du « paradis tropical » ; l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge ; le printemps de Solidarnosc. Tout cela en moins de cinq ans...

L'explication par la dégénérescence de la révolution du fait de son isolement dans un pays arriéré et de son encerclement par l'impérialisme peut fonctionner deux ou trois fois. Va pour l'URSS, et encore pour les démocraties populaires, à la rigueur pour la Chine. Mais, soixante ans après la révolution d'Octobre, assister toujours et encore au même scénario, en dépit de l'expérience accumulée et d'un rapport mondial des puissances infiniment plus favorable aux révolutionnaires ! Il fallait avoir la foi chevillée au corps pour ne pas se demander si le ver n'était pas dans le fruit, plutôt que dans son environnement inamical.

L'accumulation de ces tragédies en quelques années mine la foi millénariste des militants, nourrit une crise d'incrédulité qui fait rapidement tache d'huile : l'image de la « bonne société » se brouille, de même que se brouille l'image de la classe rédemptrice, du messie collectif. La classe ouvrière réelle que découvrent les gauchistes diffère sensiblement de la représentation idéalisée qu'ils s'en faisaient. Dans les nouveaux États indépendants du tiers monde, les opprimés d'hier se comportent facilement comme oppresseurs de leurs propres minorités. En Iran, les torturés deviennent tortionnaires et la dictature réactionnaire des ayatollahs fait regretter le régime honni du shah. Bref, pas plus qu'il n'y a de société parfaite, il n'y a de classe ou de peuple au-dessus de tout soupçon.

La crise révolutionnaire, la catastrophe cataclysmique changent de signification :

non plus « orage désiré », car seul « de l'excès de mal peut sortir l'excès de bien », mais éventualité redoutée pour les déchaînements de barbarie qu'elle recèle. Se modifie également la perception de la société existante : si la société parfaite n'existe pas, la société absolument mauvaise non plus. Et si la société n'est que relativement mauvaise, et donc relativement bonne, pourquoi ne pas la rendre progressivement meilleure : plus rationnelle, plus fraternelle, plus conviviale, plus habitable ? Le messianisme révolutionnaire fait place au réformisme social-démocrate ou libéral-libertaire...

La Révolution française est terminée

N'en déplaise à Jean Baechler, l'idéologie révolutionnaire n'est pas fondamentalement un dérèglement de l'esprit, une prédisposition psychopathologique, un trait de la personnalité. Elle renvoie à une réalité historique, s'enracine dans des rapports sociaux. Sous ses formes religieuses ou profanes, elle est à la fois protestation des opprimés contre l'ordre existant et pression pour changer cet ordre, combat pour lui en substituer un autre.

Si les éléments les plus actifs et les plus conscients de la classe ouvrière française ont conservé une culture révolutionnaire – jacobino-babouviste, blanquiste, anarcho-syndicaliste, socialiste et communiste enfin – pendant plus d'un siècle et demi, il faut en chercher la raison dans la sociologie et dans l'histoire. Clark Kerr a montré que le caractère révolutionnaire ou réformiste d'un mouvement ouvrier dépendait : 1° de la présence ou de l'absence de « tradition féodale » ; 2° du degré d'ouverture du système politique. En France, la tradition d'Ancien Régime, fort ancienne et prestigieuse, a survécu longtemps, on le sait, à la Grande Révolution. Fascinée par l'aristocratie, la bourgeoisie capitaliste en a souvent intériorisé les modes de comportement et les valeurs : Wendel à Hayange, Schneider au Creusot, Michelin à Clermont-Ferrand sont des seigneurs en leurs fiefs. Sous la forme du paternalisme autoritaire, le prolétariat français eut à subir à la fois une domination « rationnelle » d'essence capitaliste et une domination « traditionnelle » d'essence seigneuriale. Simultanément, la « *synthèse républicaine* », alliance de la bourgeoisie capitaliste et de la petite-bourgeoisie traditionnelle – la parcelle, la boutique, l'atelier — contre la révolution sociale et la Restauration, plaçait les prolétaires — classes dangereuses – au ban de la société politique¹⁸⁰.

Le « bloc des possédants et des indépendants » qui domina la France sous la III^e et la IV^e République fit peser l'essentiel des sacrifices et de l'effort de l'industrialisation sur les ouvriers. C'est dans cette structure et dans ces rapports de classes qu'il faut chercher la permanence d'« une sensibilité et de réflexes révolutionnaires¹⁸¹ » au sein du prolétariat français pendant plus de cent cinquante ans, la source de sa conviction que la Grande Révolution avait été trahie et qu'elle était à refaire.

Or une des conséquences majeures de la conjonction de Mai 68 et des Trente Glorieuses fut précisément la désagrégation de cette structure et de ces rapports de classes. Fort présente encore au début du siècle et entre les deux guerres mondiales, la France d'Ancien Régime s'est trouvée marginalisée par l'expansion sans précédent des années 50-80. Les classes moyennes traditionnelles – paysannerie parcellaire, petits commerçants, petits artisans, petits patrons – ont été laminées, passant de 40 % de la population active, en 1936, à 14 % un demi-siècle plus tard. Au sein de la classe dirigeante, la bourgeoisie managériale – la « technocratie » – est devenue hégémonique. Le salariat, il est vrai très différencié, constitue désormais 85 % de la population au travail. Le bloc conservateur des possédants et des

indépendants s'est disloqué, et avec lui son expression idéologique et politique : la « synthèse républicaine » et son aversion pour l'industrie, le capitalisme, la croissance forte, son idéal d'équilibre. En trente ans, on est passé de la France petite-bourgeoise à la « société salariale ».

Simultanément, la grande poussée démocratique et libertaire de Mai 68 a porté un coup sévère au paternalisme, comme à l'autoritarisme technocratique, et a précipité, on l'a vu, « l'institutionnalisation des conflits sociaux ». Au total, l'héritage, si résistant, de la France d'Ancien Régime a considérablement régressé (sans être pour autant, il s'en faut de beaucoup, totalement éliminé) et la classe ouvrière de souche a été pleinement intégrée à la nation. La Révolution française est terminée, constatait François Furet en 1978.

Déception de la génération de Mai face aux avanies de l'utopie, crise de conscience et d'incrédulité déclenchée par l'avalanche des tragédies dans les sociétés « postrévolutionnaires », disparition de la structure et des rapports de classes qui nourrissaient et entretenaient sur la longue période une culture révolutionnaire au sein du prolétariat français (et, par sa médiation, parmi une partie de l'intelligentsia et de la jeunesse). C'est la conjonction de ces trois éléments qui précipite la désintégration du messianisme soixante-huitard et, au-delà, l'effondrement de la culture révolutionnaire.

Les indices de cet effondrement sont bien connus : chute verticale de l'audience du PCF, dont l'électorat passe en dix ans de 20 à 10 % des votants, « Bad-Godesberg¹⁸² » tacite du Parti socialiste, dont tous les courants, y compris l'ex-CERES, ont abandonné la rhétorique marxiste, incapacité de l'extrême gauche à percer, malgré des circonstances propices (crise économique et gauche unie au pouvoir), crise du syndicalisme et notamment du syndicalisme de « lutte des classes », « recentrage » de la CFDT, collapse du marxisme, crise générale du militantisme.

Contrairement à ce que pense Gilles Lipovetsky, cet effondrement de la culture révolutionnaire, non seulement en France, mais dans toute l'Europe latine, n'est pas la conséquence de l'avènement de l'individualisme narcissique, mais au contraire l'une de ses causes majeures.

C'est la désagrégation de l'utopie et de l'idéologie communistes, sous l'impact, on l'a vu, de la faillite du « socialisme réellement existant » et de la démocratisation-libéralisation de la société française, qui éclaire le changement de signe, le redéploiement de l'individualisme soixante-huitard de la sphère publique à la sphère privée ; du projet prométhéen d'édifier une cité nouvelle à la volonté narcissique de tirer au mieux son épingle du jeu, en maximisant les plaisirs et en minimisant les désagréments.

Ne sachant plus en quoi, ni comment transformer la société, craignant par-dessus tout de jouer à nouveau les apprentis sorciers, nombre de soixante-huitards se détournent de l'engagement collectif au service de causes transcendantes, et deviennent à eux-mêmes leur propre fin. Dans un monde devenu soudainement opaque, tout au plus acceptent-ils d'agir sur ce qu'ils pensent avoir une prise directe,

et qui ne risque pas de leur retourner des « effets pervers » comme un boomerang. Comme le dit joliment Gérard Mendel, arroseurs arrosés, les militants veulent voir désormais « le bout de leurs actes ».

D'autant que, un malheur n'arrivant jamais seul, l'effondrement de la culture révolutionnaire, au milieu des années 70, s'accompagne de l'entrée en crise du modèle social-démocrate. Celui-ci, on le sait, réalise la synthèse du libéralisme politique et culturel et du volontarisme économique, d'inspiration marxiste, ou keynésienne. Depuis Gunnar Myrdal et les expériences scandinaves des années 30, il se confond avec l'instauration de l'État-providence. État régulateur et redistributeur dans les pays scandinaves et anglo-saxons. État de surcroît développeur et entrepreneur dans les pays d'Europe latine. Or l'État-providence et la démocratie néo-corporatiste qui s'y trouve liée – le système contractuel de la loi négociée – connaissent d'inextricables difficultés dans les années 70. L'internationalisation de l'économie et des entreprises frappe d'impuissance l'intervention économique des États nationaux, tandis que la « stagflation » compromet leur politique de redistribution sociale. Le modèle social-démocrate, inventé dans les années 30 et appliqué en grand au cours des Trente Glorieuses, est devenu obsolète.

L'effondrement de l'utopie révolutionnaire tarit à la source les énergies militantes et porte un coup mortel au gauchisme politique. Sa composante maoïste se désagrège au cours d'émouvantes « autodissolutions » : VLR¹⁸³ en avril 1971 ; la Gauche prolétarienne en juin 1974... Ses composantes trotskistes se marginalisent et persévèrent dans l'être au prix d'une crispation dogmatique sur la vulgate « bolchevique-léniniste » des années 30. Les pages « Agitation » du *Monde* disparaissent, tandis que s'étoffe la rubrique économique et financière.

Le retournement de la tendance économique, l'entrée dans la crise vont porter un coup mortel au gauchisme culturel. En réduisant brutalement le champ des possibles, en ranimant la vieille anxiété, l'antique crainte des lendemains, la crise rappelle chacun au principe de réalité. Elle donne le signal du sauve-qui-peut et du chacun pour soi, mettant un terme aux expérimentations du gauchisme désirant. Au grand dam d'Alain Touraine qui, en quelques années, voit dépérir et disparaître les « nouveaux mouvements sociaux », dont il avait fait ses objets de prédilection : féministes, minorités sexuelles, régionalistes, antinucléaires, et même étudiants.

Fin de l'utopie ?

Bien des indices montrent que le déclin et la marginalisation de la culture révolutionnaire en France, et dans toute l'Europe latine, sont un phénomène durable, sinon irréversible. La résurrection des grandes religions laïques de salut terrestre héritées du XIX^e siècle, le retour de flamme du messianisme révolutionnaire sont improbables, sauf retour en force du tragique dans notre histoire sous la forme de la catastrophe économique et de ses conséquences, la montée aux extrêmes, la guerre civile larvée, ou la guerre étrangère. Comme il a été dit trop rapidement plus haut, la matrice sociopolitique même qui produisait et reproduisait cette culture révolutionnaire – ce qu'Arno Mayer a appelé « la persistance de l'Ancien Régime » – a volé en éclats. Un nouvel investissement de la sphère publique sur le mode de la « sécularisation de la foi » – de l'exploitation de l'énergie religieuse au service d'une cause profane (la nation, la race, la classe...) – est donc peu vraisemblable.

Est-ce à dire que, privé désormais de causes transcendantes, d'utopies mobilisatrices, l'individualisme contemporain est et sera nécessairement « narcissique », comme le prétendent tant de bons esprits ? J'avoue que je n'y crois guère. Si nos sociétés ont renoncé au mythe de la « société parfaite », à l'utopie de la cité terrestre, cela ne signifie pas pour autant qu'elles aient renoncé à tout mythe et à toute utopie. Qu'elles se méfient et se détournent de tout investissement religieux du politique ne signifie pas qu'elles font l'impasse désormais sur la question du sacré. Une société ne tient pas ensemble comme une association de colocataires.

Périodiquement, on proclame advenue la « fin des utopies et des idéologies » (et même du politique), pour constater quelques années plus tard qu'elles sont décidément increvables. Pas d'humanité sans « principe espérance ». Mais les utopies mobilisatrices des années 80 s'appellent, à droite, *utopie libérale* – encore qu'on note un peu partout un retour en force de la réaction : autoritarisme, élitisme et ordre moral -, ou, à gauche, *utopie démocratique*. L'avènement de la démocratie sociale — par extension progressive des droits et des libertés des individus en tant que citoyens et en tant que producteurs – constitue en effet l'utopie mobilisatrice de la gauche en cette fin de siècle.

Il s'agit d'une utopie au sens plein du terme : un idéal qu'on peut approcher, mais non pas atteindre, ne serait-ce que parce que les progrès mêmes de la démocratie engendrent sans cesse de nouvelles inégalités et des effets pervers. Une société qui réaliserait réellement l'égalité des chances entre ses citoyens – pour ne rien dire de l'égalité des conditions – est impossible. Mais il s'agit d'une utopie subversive – le principe égalitaire s'attaque de proche en proche à toutes les formes de discrimination et d'oppression – et donc génératrice de progrès historique.

L'utopie libérale, dans ses diverses nuances, l'utopie démocratique exigent un investissement des individus dans la sphère publique, un individualisme sinon prométhéen ou révolutionnaire, du moins démocratique et civique, à l'opposé de l'individualisme narcissique apathique, égoïste, passif, indifférent, dont parle

Lipovetsky.

Qu'un tel individualisme démocratique existe, en témoignent les grandes mobilisations des années 80. Pour son malheur, Gilles Lipovetsky écrit ses principaux articles à un moment où l'échéance des présidentielles de 1981 dévitalise tous les mouvements sociaux. « L'ère du vide » théorise et extrapole abusivement ce moment de basses eaux de la mobilisation. Mais, dès 1982, les « acteurs sociaux » rentrent du « désert » et réoccupent en force « l'espace public ». « L'effondrement des grandes finalités, des grands idéaux, des grandes idéologies », qu'évoque Lipovetsky, est surtout effondrement des idéologies de gauche. Du côté de la droite, au contraire, c'est à une véritable renaissance idéologique que l'on assiste. Répondant à l'appel d'air créé par le collapse du marxisme, le libéralisme économique et politique, plus ou moins remis au goût du jour, connaît une seconde jeunesse. Les auteurs libéraux remplacent les auteurs marxistes aux devantures des librairies. C'est la revanche de Hayek sur Keynes, d'Aron sur Sartre, de Milton Friedman sur Galbraith. On l'a souvent souligné : la gauche unie accède au pouvoir politique alors qu'elle a perdu le pouvoir idéologique. C'est pourquoi, sur le plan des pratiques, « l'apathie », « la passivité », sinon « l'indifférence », furent également surtout à gauche. Frontalement menacées, les diverses bases sociales de la droite se saisissent de l'ultra-libéralisme thatchérien ou reaganien et se lancent dans l'action collective : tour à tour, les agriculteurs, les médecins, les chefs d'entreprise, les camionneurs, les policiers, etc., occupent la rue. Le 15 décembre 1982, 25 000 patrons se rassemblent à Villepinte pour défendre la liberté de gérer. Ces incessantes – et d'ailleurs fort efficaces – mobilisations de « socioprofessionnels » s'achèvent en apothéose avec la grande manifestation de défense de l'école privée, en mai 1984, la plus imposante manif de l'histoire de France. De 1981 à 1986, la participation aux élections atteint des niveaux records. Comme apathie de masse, on conviendra qu'il y a mieux. Évidemment, on peut toujours dire que les masses, *réellement* apathiques, sont *apparemment* mobilisées, car elles manifestent « à la carte », comme au « self-service », répondant à telle consigne mais non à telle autre, sans véritable « implication » ou « motivation »...

Mais, si les « individus modernes » sont apathiques aussi bien quand ils se retirent sur l'Aventin que quand ils descendent dans la rue, s'ils sont « indifférents » aussi bien quand ils s'abstiennent aux élections que quand ils y participent plus que jamais, alors, c'est entendu, l'individualisme moderne est indifférent et apathique, mais ça nous fait une belle jambe, et les mots n'ont plus de sens.

Même la gauche, au demeurant, malgré l'effondrement de sa mythologie familière, s'est mobilisée – du moins la jeunesse — sur ses valeurs sûres. « On peut douter de tout, disait le regretté Che Guevara, sauf de la nécessité de combattre au côté des opprimés. » Doutant beaucoup, la gauche s'est retrouvée tout de même sur le terrain de l'antiracisme et de la défense des immigrés avec les mobilisations des « potes »... Que Lipovetsky ne veuille en retenir que l'aspect « concert rock », c'est son droit, mais c'est aussi une vision fort restrictive d'une mobilisation qui affecta en profondeur la nouvelle classe d'âge adolescente et juvénile, et sans laquelle le grand

mouvement de novembre-décembre 1986 contre la loi Devaquet n'aurait sans doute guère existé.

CHAPITRE 7

Un printemps en hiver

Quand l'histoire se répète ainsi, c'est évidemment qu'elle a quelque chose à nous dire.

François de Closets

La preuve que les parents n'ont pas trahi, c'est que leurs enfants portent toujours le flambeau.

Laurent Joffrin

Jeudi 4 décembre 1986 : massés sur les trottoirs, la quarantaine avantageuse, les anciens de 1968 regardent défilier la génération de 1988.

J'ai beaucoup pensé à mon vieux camarade Alain Krivine, en ces jours de grandes manifs. Qu'est-ce qui pouvait bien se passer dans sa tête grisonnante lorsque, f'accoudé à un balcon ami du boulevard Montparnasse, il voyait s'écouler ces flots d'adolescents ? Son œil exercé identifiait à coup sûr un authentique mouvement de masse : non l'écume militante ou politisée de la jeunesse, celle qui répond avec plus ou moins d'ensemble aux appels des organisations. Mais ses réelles « couches profondes », celles qui ordinairement « ne font pas de politique » et pour lesquelles c'était alors sans doute la première manifestation. 800 000 lycéens et étudiants dans la rue, soit un tiers de la population concernée¹⁸⁴. C'est comme si cinq millions de salariés défilaient le même jour à l'appel des confédérations syndicales !

Mais ces centaines de milliers d'étudiants et de lycéens) défilaient sans drapeaux rouges et noirs, sans portraits) des grands ancêtres, sans poings levés ni *Internationale*, sans appel rituel à la classe ouvrière. Mieux, ici et là, ils s'avançaient derrière d'énormes banderoles tricolores, portant en tout et pour tout la vieille devise de la République : « Liberté, égalité, fraternité. » Dure vision pour un contempteur de la « démocratie bourgeoise ».

On avait là un authentique mouvement de masse, de loin ce qui se fait de mieux en la matière, plus massif et plus juvénile encore qu'en 1968. Mais ce mouvement n'était en rien subversif. Les étudiants et les lycéens de 1986 ne voulaient pas détruire la société, mais s'y intégrer. Ils n'étaient pas en délicatesse avec la démocratie française, ils exigeaient simplement qu'elle se conforme davantage à ses propres principes : égalité des chances, refus de l'exclusion, de la ségrégation par l'argent, du malthusianisme universitaire.

Il devait se réjouir sans réserve de l'ampleur et de la vitalité des cortèges, l'ami Krivine. Mais déplorer leur bas niveau de conscience. Du mouvement de Mai 68 celui de l'hiver 1986 conservait l'inspiration démocratique et hédoniste. Il en ignorait l'inspiration révolutionnaire. C'est qu'il survenait dans un contexte national et international profondément différent de celui des *golden sixties*.

Le mouvement lycéen et étudiant de novembre-décembre 1986 atteste amplement que l'individualisme démocratique, s'il diffère en effet de l'individualisme révolutionnaire ou « prométhéen », n'est pas réductible à l'individualisme narcissique. Mais, si Gilles Lipovetsky, Luc Ferry, Alain Renaut ont pu voir ce dernier à l'œuvre en 1968, *a fortiori* n'ont-ils eu aucun mal à le débusquer en 1986. Si l'on ne sacrifie pas au culte démagogique et crétinissant de la jeunesse, expliquent-ils en substance, force est de constater le caractère *corporatiste* du mouvement lycéen et étudiant de 1986.

« Nulle part ne s'est déployé un combat contre la société individualiste concurrentielle et ses inégalités criantes, écrit Lipovetsky. Il s'agissait bien au contraire [...] de ne pas rester à sa porte, de ne pas se fermer la possibilité d'obtenir des diplômes reconnus, d'être mieux placé dans la compétition du marché de l'emploi, de mieux réussir sa vie¹⁸⁵. » La mobilisation de la jeunesse scolarisée

contre la réforme Devaquet est donc bien, quant au fond, l'expression de l'individualisme moderne, « égoïste », « narcissique », « indifférent », « tout entier investi dans la sphère privée », etc. Dans les immenses cortèges de l'hiver 1986, il ne faut voir « qu'une innombrable cohabitation d'individus ayant d'abord en commun le souci de leur avenir particulier¹⁸⁶ ».

Si l'on juge la pertinence d'une théorie non par son aspect paradoxal, mais par son caractère opératoire, c'est-à-dire sa capacité d'explication et de prévision, force est de constater que la théorie lipovetskyenne de l'individualisme narcissique ne bouleverse pas la science sociale : analyser les mobilisations de la jeunesse scolarisée de l'hiver 1986 comme un mouvement essentiellement corporatiste, c'est commettre, en effet, un énorme contresens.

Les lycéens des établissements d'élite de Paris et de province ont participé comme les autres aux manifestations. Si « l'obtention de diplômes reconnus » avait été la vraie motivation des manifestants, ceux – heureusement assez nombreux — qui sont en tout état de cause assurés de le décrocher auraient-ils jugé bon d'interrompre leurs cours ? Jamais une revendication essentiellement corporatiste n'aurait engendré un pareil mouvement de masse, transcendant si manifestement les clivages sociaux. *Comment ne pas voir, en effet, qu'il n'y a pas d'intérêt corporatiste homogène en milieux lycéen et étudiant ?* L'intérêt corporatiste des lycéens et des étudiants des « bons » établissements, c'est précisément une sélection renforcée qui accroîtrait la valeur de leurs diplômes sur le marché du travail qualifié. Celui des lycéens et des étudiants des « établissements parkings » est, au contraire, le libre accès à l'université pour tous les bacheliers. En descendant dans la rue pour l'abrogation de la réforme Devaquet, les premiers allaient contre leur intérêt, au nom de leurs principes.

La lutte contre la sélection à l'entrée de l'université constitue au demeurant un axe permanent du mouvement étudiant depuis près de trente ans, soit bien avant le prétendu triomphe de l'individualisme narcissique. Le refus des barrages à l'entrée en faculté et des filières étanches entre les disciplines inspirait déjà les luttes contre le plan Fouchet en 1966-1967. On pourrait fort bien appliquer au mouvement de Mai 68 la grille de lecture lipovetskyenne des mobilisations de l'hiver 1986. Les « immenses cortèges » d'alors n'étaient-ils pas, eux aussi, « une innombrable cohabitation d'individus ayant d'abord en commun le souci de leur avenir particulier » ? Luc Ferry et Alain Renaut sont-ils si sûrs que, derrière sa rhétorique révolutionnaire, le mouvement étudiant ne se contentait pas alors « de viser la préservation de droits acquis » ? Au demeurant, une telle lecture, « économiste », réductrice, de l'explosion universitaire de Mai 68, existe. N'a-t-on pas invoqué la crainte du chômage et la peur des examens d'une population étudiante qui jouait à l'université son ascension sociale, pour « expliquer » les troubles du printemps 1968¹⁸⁷ ?

Si l'on entend par corporatisme ce qu'en retiennent Lipovetsky et le langage courant, à savoir la défense, par un groupe social, de ses intérêts particuliers contre l'intérêt général, est-il bien sûr que les revendications étudiantes de 1986 étaient

corporatistes ? Toutes les études disponibles attestent du sous-développement de l'enseignement supérieur et secondaire français par rapport aux pays comparables¹⁸⁸. La défense de l'intérêt général ne passe pas par une stabilisation – encore moins par une réduction – des effectifs étudiants, mais au contraire par leur doublement en dix ans, comme le reconnaît aujourd'hui tout l'arc politique. Elle appelle non pas une réforme d'inspiration malthusienne, mais un énorme effort volontariste. Et ce n'est pas le moindre mérite du mouvement étudiant et lycéen de l'hiver 1986 que d'avoir contribué à édifier cette belle unanimité.

Chacun s'accorde à reconnaître le sérieux et le caractère scrupuleusement démocratique de l'organisation du mouvement. Il n'est pas courant qu'un mouvement corporatiste se montre si sourcilleux sur sa démocratie interne. En général, on constate une corrélation entre la nature des revendications et les formes d'organisation.

En réalité, *la malencontreuse réforme Devaquet ne constitue pas la cause, mais l'occasion du mouvement de novembre-décembre 1986*. Six mois plus tôt, elle serait passée comme une lettre à la poste. Comment ne pas voir l'affinité, la filiation entre ce mouvement et les mobilisations antixénophobes et antiracistes de 1984 et 1985 ? Il est aussi ridicule, en effet, de croire à la génération spontanée d'une pareille lame de fond que de sacrifier à la théorie policière des manifs presse-bouton, déclenchées au moment voulu par des agitateurs professionnels. Le mouvement « Touche pas à mon pote » et les comités SOS-Racisme, implantés dans les lycées et les collèges en 1984-1985, ont joué le même rôle de levain idéologique et d'armature organisationnelle du mouvement de la jeunesse scolarisée que les comités Viêt-nam et les CAL en 1966-1967. Ce n'est pas un hasard si leurs leaders, Julien Dray, Harlem Désir, Isabelle Thomas, sont les seuls de la place à avoir senti venir le coup¹⁸⁹.

Le mouvement lycéen et étudiant de l'hiver 1986 déborde de beaucoup le champ purement universitaire. Il constitue, sur le terrain de l'école, une réaction et un coup d'arrêt – au demeurant parfaitement efficace – au retour de flamme de *l'esprit beauf* – autoritarisme et ordre moral – qui souffle en rafale sur la France au cours des six premiers mois du gouvernement Chirac.

Lorsqu'il s'installe à Matignon, en effet, le chef du RPR n'ignore pas que l'élection présidentielle se gagne au centre. Son temps étant compté, il lui faut satisfaire immédiatement le noyau dur de son électorat – matériellement et symboliquement – pour qu'il ne soit pas tenté de glisser vers le Front national en 1987-1988, lorsqu'il lui faudra séduire « l'électorat modéré ». D'autant plus que la percée spectaculaire de l'extrême droite aux élections législatives de mars 1986 indique qu'il y a péril en la demeure. Dans le contexte socio-économique des années 80, le *duce* de la Trinité-sur-Mer tient, avec le problème des immigrés et de l'insécurité, des machines de guerre redoutables, dont il maîtrise parfaitement le maniement. D'où une avalanche de proclamations, de décisions et de projets de loi qui donnent au retour aux affaires de la droite un vilain air de revanche sociale : assurance prodiguée à la police, par le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur,

que désormais elle serait « couverte » dans son action et ses exactions, immédiatement suivie d'une série de « bavures¹⁹⁰ » ; projets Chalandon sur la réforme du Code de la nationalité, la privatisation des prisons, la répression des drogués¹⁹¹ ; charter pour l'Afrique des 101 Maliens ; offensive contre le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) par la Sécurité sociale...

Si l'on ajoute à cela les mesures économiques et sociales édictées simultanément : abrogation de l'autorisation préalable de licenciement ; restauration du secret sur les transactions sur l'or ; abolition de l'impôt sur les grandes fortunes ; amnistie pour les exportations illégales de capitaux, etc., on conçoit que se soit formé dans la jeunesse le sentiment d'une offensive antidémocratique de grand style. En donnant l'impression d'engager cette offensive sur le front de l'école, l'infortuné Devaquet allait permettre la cristallisation de la riposte. Là encore, les équipes au pouvoir ne s'y sont guère trompées. Contrairement à Lipovetsky et à quelques autres, la coalition majoritaire n'a pas pris les mobilisations lycéennes et étudiantes de l'hiver 1986 pour un mouvement corporatiste, s'accommodant des « injustices et des inégalités criantes » de la société française. Elle a parfaitement compris qu'à caresser dans le sens du poil les secteurs les plus réactionnaires de son électorat, elle avait plus à perdre qu'à gagner. De décembre 1986 date l'inflexion « libérale » — toutes proportions gardées — du gouvernement Chirac : la plupart des projets de réforme « durs » sont retirés, en particulier ceux d'Albin Chalandon. L'objectif des 2 millions d'étudiants en l'an 2000, formulé par Jean-Pierre Chevènement, devient celui du gouvernement. Les distances sont prises avec le Front national. Jacques Chirac entame une campagne de reconquête de la jeunesse qui le conduira, en été 1987, à poser dans *Match* déguisé en adolescent, et à saisir au vol la culotte de Madonna.

En réalité, comme l'a bien vu Laurent Joffrin, en 1986, une nouvelle classe d'âge adolescente-juvénile se constitue en génération politique. Le journaliste de *Libération* retrace lumineusement la généalogie de ce qu'il appelle, sans doute à tort, la « génération morale ». Une nouvelle culture adolescente s'affirme au début des années 80, écrit-il dans *Un coup de jeune* : retentissement des films de George Lucas et de Steven Spielberg (*La Guerre des étoiles*, *Rencontres du troisième type* et surtout *E.T.*, « cet étranger que son étrangeté met en danger de mort et que les enfants accueillent puis arrachent au cynisme destructeur des adultes¹⁹² ») ; explosion des « fanzines » et de la BD ; triomphe au « Top 50 » de Balavoine, Renaud, Jean-Jacques Goldman ; percée de NRJ ; impact des grandes mobilisations caritatives — celles de Bob Geldof contre la faim en Éthiopie, en 1984-1985, de Coluche et des Restaurants du cœur en 1985-1986 ; succès du mouvement « Touche pas à mon pote » et des mobilisations de SOS-Racisme place de la Concorde le 21 juin 1985, à la Bastille en 1986, à Vincennes en 1987...

Ce processus d'autoaffirmation de la jeunesse prend un tour protestataire à partir de 1984¹⁹³, en réaction au regain des idéologies *hard* de la droite paléolithique :

xénophobie, racisme, autoritarisme, ordre moral.

Le réalisme démocratique

Assiste-t-on à la naissance d'une « génération morale », comme l'affirme Laurent Joffrin, ou « civique », comme le pense Serge July ?

Si c'est la spécificité de la génération de 1986 par rapport à celle de 1968 que ces deux pénétrants observateurs entendent ainsi désigner, j'avoue que ces qualifications ne me semblent pas très heureuses.

La génération de Mai 68 n'était pas moins morale ou civique que celle de 1986. N'est-ce pas en protestation contre la violence faite aux faibles – les peuples colonisés, la classe ouvrière, les travailleurs immigrés, les femmes... – qu'elle est entrée en politique ? Les « enfants de Marx et de Coca-Cola » n'étaient pas moins attachés à la défense des droits de l'homme que les « enfants d'E.T. et de Mitterrand ». Elle la concevait différemment, voilà tout. Au nombre de ces droits, elle ne comptait pas seulement le « droit de sûreté », mais aussi celui de manger à sa faim, de se soigner, de s'instruire, de se loger, en un mot de vivre et non pas végéter. Elle croyait avec son temps que la violation de ces droits n'était pas l'effet de la méchanceté des hommes, mais de la perversion d'un système socio-économique qui « accumulait l'opulence à un pôle et la misère à un autre ». La défense des droits de l'homme passait donc pour elle, principalement, par la substitution d'un ordre économique et social à un autre.

La génération de 1986 s'en tient pour sa part à ce que Bernard Kouchner a appelé une « morale de l'extrême urgence ». Ne sachant plus où situer les causes des violations des droits de l'homme, elle ne cherche plus à les éliminer, et se contente d'en soulager les effets. Elle sait pertinemment que les actions caritatives ne résolvent rien quant au fond. Mais du moins n'engendrent-elles pas d'effets pervers monstrueux.

En quoi consiste, alors, la spécificité de la génération de 1986, ses différences fondamentales avec celle du *baby-boom* ? Elles tiennent essentiellement aux modifications des coordonnées politiques et idéologiques de son action.

Contrairement à son aînée, la génération de 1986 n'a pas grandi avec en tête le péché fasciste de l'Occident. Depuis près d'un demi-siècle, aucune « bête immonde » n'est sortie des flancs de la vieille Europe, tandis que ses dictatures de droite s'éteignaient une à une : Grèce 1974, Portugal 1975, Espagne 1976... Le paradigme du Mal absolu s'incarne désormais pour elle dans le totalitarisme encore subsistant, celui qui réprime le Printemps de Prague en 1968 et la révolution de Solidamosc en 1980 : le communisme soviétique. D'autant plus qu'avec la fin de la guerre du Viêt-nam, en 1975, s'estompe également le péché colonial de l'Occident. Comme le note judicieusement Jean-Claude Guillebaud : « Au milieu des années 70 prend fin en Europe le long après-guerre et la configuration idéologique qu'il avait instituée : discrédit des idées réactionnaires, et même archéo-libérales, rayonnement du marxisme, indulgence pour l'URSS¹⁹⁴. » Pour la génération de 1986, la représentation des démocraties occidentales comme essentiellement perverses manque singulièrement de bases objectives et, partant, de crédibilité.

A cela s'ajoute le fait, déjà amplement souligné, que cette génération a grandi dans la France des années 70, c'est-à-dire dans une société profondément démocratisée et libéralisée par la conjonction des Trente Glorieuses et du mouvement de Mai : « La génération de 1986, écrit Daniel Schneiderman dans *Le Monde*, est la première à être nourrie aux arguments plutôt qu'à l'autorité, au dialogue plutôt qu'à l'ordre, à la raison plutôt qu'à la force¹⁹⁵. » Elle est contemporaine de la grande conséquence de cette démocratisation-libéralisation relative : l'effondrement de la culture révolutionnaire. « Quand je suis arrivé au lycée, à la rentrée 1973, confie Michka Assayas, j'ai éprouvé un indéfinissable sentiment de “ trop tard ”. Le travail était fait. On avait le droit de se coucher dans l'herbe, les couples pouvaient se tenir par la main dans les couloirs et s'embrasser au soleil. Nos aînés nous avaient “ libérés ”. Que restait-il à faire ? Les imiter¹⁹⁶ ? »

Tous ces éléments éclairent l'absence de profond contentieux entre la génération de 1986 et la société occidentale, l'adhésion à ses principes et à ses valeurs, identifiés aux valeurs et aux principes de la démocratie.

Certes, la nouvelle classe d'âge adolescente-juvénile a vécu le retournement de tendance économique et l'enlisement dans la crise. En France, elle en fut même l'une des principales victimes avec le développement du chômage des jeunes et la précarisation de leurs emplois. *Mais elle n'en a vécu, précisément, que les prodromes* : assez pour substituer à l'optimisme historique de la génération du *baby-boom* un pessimisme mesuré ; et, à son utopisme flamboyant, un sentiment aigu de la complexité des choses et du peu de puissance des hommes à les maîtriser. Mais pas assez, toutefois, pour nourrir massivement une attitude désespérée et ressentimentale. Pas assez non plus pour compromettre l'adhésion à la société des pères et engendrer une nouvelle contestation radicale de masse. La nouvelle génération, comme la société française dans son ensemble, a fait sien l'aphorisme churchillien : « La démocratie représentative est le pire des systèmes politiques, à l'exception de tous les autres. » En l'étendant aux « infrastructures » : l'économie de marché – corrigée par l'État – est le pire des systèmes économiques, à l'exception de tous les autres. Seule une aggravation qualitative de la crise – hypothèse nullement extravagante comme on sait – pourrait désormais la persuader du contraire. L'entrée dans une profonde dépression économique, au tournant des années 90, modifierait substantiellement la perception que la génération de 1986 se fait de la société française et, partant, ses rapports avec elle.

Car la réconciliation de la jeunesse avec les démocraties occidentales, survenue dans les années 70, n'est pas inconditionnelle et éternelle. Que, sous l'impact de la crise, ces démocraties vacillent sur leur base, et l'on assistera au retour des « idéologies *hard* » de droite et de gauche, néonationalisme et néosocialisme révolutionnaire. Mais, si l'on ne sort pas de l'épure, si l'on continue, cahin-caha, à croître de 1 à 2 % l'an et à subir un niveau de chômage de longue durée du même ordre de grandeur que celui d'aujourd'hui, l'idéologie dominante au sein de la nouvelle classe d'âge adolescente-juvénile, comme désormais au sein de la génération de 1968, restera le *réalisme démocratique* : attachement à la démocratie

libérale, aspiration à l'extension des droits et des libertés des individus, désinvestissement du religieux de la sphère politique. Loin d'être « apathique » ou « indifférente », cette génération constitue, comme l'a bien vu Laurent Joffrin, un « grand lobby de la démocratie ». Par les temps qui courent, et plus encore par ceux qui s'annoncent, c'est plutôt rassurant.

Rendez-vous en 1998

Lorsque tout va bien, l'optimisme est un luxe, et quand tout va mal, c'est une nécessité.

Bertrand de Jouvenel

Si les générations heureuses sont celles qui ont réalisé, au moins en partie, les idéaux de leur jeunesse, comme le dit Renan, la génération de 1968 n'a pas trop lieu de clamer sa douleur. Elle voulait « changer la vie » et c'est la vie qui l'a changée, ironisent ses procureurs, avec une verve digne d'une meilleure cause¹⁹⁷. En quoi ils font preuve d'une conception bien simpliste des relations entre le réel et l'utopie. Depuis Benjamin Constant au moins, on sait que les mythes politiques et les utopies qui les prolongent ne sont pas faits pour s'incarner, mais pour défier l'ordre établi et l'infléchir. Les utopies politiques sont des machines de guerre destinées à peser sur les rapports de force et à nourrir un flux de mobilisations et de réformes. Elles sont absolues et excessives par nature, et ce d'autant plus que l'ordre contre lequel elles s'insurgent est plus oppresseur¹⁹⁸. Leur réalisation implique, comme l'a bien vu Constant, une « *réélaboration intermédiaire* » par laquelle elles renoncent à l'absolu des principes et intègrent la complexité des choses.

La vie nous a sans doute changés, mes camarades, mais nous avons aussi changé la vie. Assurément pas comme nous le croyions dans notre romantique et violente jeunesse. Nous n'avons pas « cassé en deux l'histoire du monde », nous n'avons pas « changé l'homme dans ce qu'il a de plus profond », nous n'avons pas « édifié une Jérusalem terrestre ». Mais nous avons impulsé une des plus fortes poussées démocratiques et hédonistes que ce vieux pays ait connues.

Cessons de nous frapper la coulpe. Nous avons eu raison de secouer le cocotier ; nous ne l'aurions pas fait avec autant d'énergie et de persévérance si nous n'étions pas mus par la force de l'utopie ; la société issue de cet ébranlement est loin d'être parfaite, il s'en faut de beaucoup, mais elle est assurément meilleure que celle de notre enfance. Les agnostiques et les sceptiques, les modérés et les pondérés, les prévoyants et les prudents ont sans doute dit et fait moins de bêtises. Mais c'est surtout parce qu'ils ont moins fait.

Loin de moi l'idée de faire l'apologie du mouvement de Mai. J'ai souligné, au long de ces pages, l'arrogance, la violence, voire le fanatisme de bien des soixante-huitards. « Il y avait très peu de libéralisme dans leur libertarisme », déplorait déjà Edgar Morin¹⁹⁹ ; comme l'ambivalence du bilan de la « contestation » : à côté de la démocratisation et de la libéralisation de la société, il y a, on l'a vu, les rigidités introduites dans le système économique, l'aggravation de la crise scolaire...

Mais que celui qui connaît un mouvement social chimiquement pur nous jette la première pierre.

Il reste que, revenue du romantisme et du messianisme, la génération de Mai 68 est la garante des conquêtes démocratiques et libérales acquises au cours des vingt dernières années. Cet attachement à la démocratie libérale, elle l'a inculqué à ses enfants : « On pourra toujours dauber sur les méthodes d'éducation issues de 1968, écrit Laurent Joffrin, le fait est qu'en 1986 la révolte des jeunes ne fut pas une révolte contre leurs parents²⁰⁰. »

Des trois dimensions de la révolution de Mai, la dernière – le messianisme révolutionnaire – s'est désagrégée. Je ne crois pas qu'il y ait lieu d'en porter éternellement le deuil. La rupture du mouvement ouvrier avec son messianisme originel constitue un grand progrès et non une régression, comme le pensent les inconsolables nostalgiques de la foi. A condition de ne pas sombrer dans le cynisme ou dans un relativisme débilisant. De conserver au cœur le « *principe espérance* ». De substituer l'idéal démocratique à l'utopie d'une société parfaite.

Car il y a plus d'une façon de rester fidèle à Mai 68, de « continuer le combat ». On peut rester fidèle à son inspiration millénariste, et entretenir pieusement les braises de la révolution sociale en attendant un nouvel appel d'air. C'est *l'option extrême gauche maintenue*. On peut aussi défendre et poursuivre l'œuvre de développement démocratique et d'émancipation des individus entreprise en Mai. C'est l'option des soixante-huitards reconvertis dans le « tissu associatif » – SOS-Racisme, Médecins sans frontières, Médecins du monde, l'économie sociale, etc. – et dans la gauche institutionnelle, syndicale ou politique.

Dans leur immense majorité, les enfants de Mai ont découvert que l'idéal démocratique constitue la grande idée révolutionnaire de l'Occident. Son caractère subversif réside dans le postulat démocratique lui-même : « tous peuvent décider de tout », tous sont également compétents, actifs, vertueux. La démocratie ne peut se maintenir, et *a fortiori* se développer, qu'en essayant d'approcher cette fiction au plus près. C'est pourquoi elle s'attaque, de proche en proche, à toutes les formes traditionnelles de discrimination, à toutes les formes autoritaires de pouvoir. Ultime produit de la philosophie des Lumières, elle est beaucoup plus qu'un simple mode d'organisation de l'État : une conception de l'être-ensemble, une figure de la cité, un type de civilisation où le « libre développement de chacun est la condition du plein épanouissement de tous ».

La gauche, et notamment ses composantes révolutionnaires, a souvent sacrifié à l'ultra-démocratisme : réduisant les rapports de domination aux rapports d'exploitation économique, partageant une conception angélique, rousseauiste, de l'homme ; elle préconisait des systèmes institutionnels hyperdémocratiques — l'État-commune, la République des conseils ouvriers, l'autogestion généralisée... — qui n'avaient pour seul défaut que d'être rigoureusement impraticables. Les faits étant non seulement têtus, mais rancuniers, les tentatives de substituer ces systèmes de démocratie directe à la démocratie représentative se sont toujours soldées soit par le chaos et la défaite, soit par l'instauration de la dictature du « parti d'avant-garde » — dictature temporaire, bien entendu, mais qui, comme on sait, eut fâcheusement tendance à s'éterniser.

Qui veut faire l'ange fait la bête. L'ultra-démocratisme, réellement mis en œuvre, débouche sur son contraire, le despotisme totalitaire. C'est le noyau rationnel de la thèse de ceux qui voient dans le mouvement de Mai un mouvement foncièrement antidémocratique, symbolisé par son mot d'ordre de juin 1968 : *élections-trahison*. Qu'il y ait eu des groupuscules totalitaires – staliniens, et même polpotiens – en mai 1968, je n'en disconviens pas. Mais le mouvement, dans sa masse, était

démocratique et libertaire. J'ajoute que je ne compte pas parmi ces groupuscules les micro-partis trotskistes, et certainement pas la Ligue communiste d'Alain Krivine. Pratiquant le droit de tendance en son sein, avec des scrupules de notaire ; et, récusant avec horreur la théorie stalinienne du « monopartisme », la Ligue péchait plutôt par angélisme démocratique. Quant au mot d'ordre élections-trahison, il constitue si peu une position de principe contre le suffrage universel que, dès 1969, la Ligue présentait le bidasse Alain Krivine aux élections présidentielles ; les trois groupes trotskistes, au demeurant, ont participé, depuis cette date, à tous les scrutins.

Si les anarchistes condamnaient par principe, conformément à leur doctrine, toute participation à la « farce électorale », les marxistes dénonçaient simplement dans les élections législatives de juin 1968 le moyen choisi d'un commun accord par la « réaction » et les « réformistes » pour étrangler la grève générale et remettre la France au travail.

Mais, comme disait Nicolas Boukharine, « la révolution instruit ». La gauche même extrême, ne sacrifie plus au « fétichisme démocratique », elle n'érige plus la démocratie en panacée. Elle sait que la démocratie comporte ses propres contradictions – entre liberté et égalité ; entre égalité et efficacité... -, qu'elle produit ses propres effets pervers, qu'elle ne constitue pas une méthode applicable en toutes circonstances et à tous les problèmes. Elle sait que *le développement démocratique* représente un processus historique pluriséculaire ; un idéal dont la réalisation progressive – mais jamais achevée – implique la réunion de tout un ensemble de préconditions : économiques, politiques, sociales, culturelles.

La question de savoir si cette expansion démocratique est compatible ou non avec le capitalisme reste ouverte : qui sait ce que nous réserve la crise ? Mais force est de constater que le vieux Marx avait déjà formulé cette incompatibilité en 1848 ; diagnostic régulièrement réaffirmé depuis lors par une partie de sa descendance, et non moins régulièrement démenti par les faits. En réalité, l'action syndicale, l'action politique, l'action des peuples ont déjà profondément transformé le capitalisme, et le transformeront sans doute encore.

Le développement démocratique est incompatible avec le développement du capitalisme, seulement si la « théorie de la catastrophe » est vraie ; seulement s'il s'avère que, conformément à l'hypothèse marxiste, ce mode de production conduit à des crises et à des convulsions économiques de plus en plus graves, et donc à l'exacerbation de la lutte de classes. Ce qui, on en conviendra, est loin d'être démontré²⁰¹.

Défendre, consolider, approfondir la démocratie, l'étendre aux sphères de la vie sociale où elle n'est encore qu'embryonnaire : je ne doute pas, pour ma part, que la génération de Mai 68 s'y emploiera.

Aujourd'hui, nos démocraties sont menacées, dans leur socle même, par l'aggravation de la crise et ses conséquences : l'enfoncement dans la société duale, l'essor de la nouvelle pauvreté, la crise des systèmes de protection sociale. L'INSEE prévoit, en 1995, 4 millions de chômeurs – soit un actif sur cinq – et deux fois autant de « salariés précaires ». Les conséquences sur la société française de

cette dégradation de la situation économique, c'est, bien entendu, l'exacerbation des corporatismes, l'essor du racisme et de la xénophobie, le déchaînement de la violence sociale, la montée de l'autoritarisme d'État et de l'ordre moral, le développement des attitudes haineuses et ressentimentales. On ne s'en rend pas encore véritablement compte : le succès du Front national aux élections du 16 mars 1986 a créé la surprise et déjoué la plupart des sondages.

A droite, se renforce la tendance au « découplage » entre libéralisme économique et idéologie démocratique. L'articulation entre ces deux « modules » idéologiques est, en effet, possible, mais nullement nécessaire, ni dans l'ordre des choses : on peut être économiquement « libéral » sans être démocrate – voyez Pinochet et ses *Chicago boys*, ou les libéraux français du XIX^e siècle, adversaires du suffrage universel –, et démocrate sans être économiquement libéral. Plus largement, la combinaison du *libéralisme économique* (la foi en la supériorité de la régulation par le marché), du *libéralisme politique* (l'adhésion à un État de droit, autolimité, régi par la division des pouvoirs et garantissant tous les contrats) et du *libéralisme culturel* (le refus des normes de comportement héritées de la tradition et de la religion), une telle combinaison constitue une figure possible du libéralisme (qui correspond assez au sens américain du terme), mais n'obéit à aucune fatalité.

Si, au cours des Trente Glorieuses, une telle combinaison a eu tendance à s'imposer – qu'on songe à la « nouvelle société » de Chaban-Delmas ou au « libéralisme avancé » de Giscard d'Estaing –, on assiste aujourd'hui, à droite, sous l'impact de la crise, à un processus de dissociation de ces éléments : la droite populiste est libérale sur le plan économique (et même ultra-libérale dans le cas du Front national), autoritaire-élitiste sur le plan politique, et réactionnaire sur le plan de la culture et des mœurs (idéologie de l'ordre moral). C'est cette droite que le gouvernement de Jacques Chirac a cherché à satisfaire, de mars à décembre 1986, jusqu'à ce que la mobilisation de la jeunesse vienne lui porter un coup d'arrêt.

Cette tendance au découplage entre libéralisme économique, démocratie politique et libéralisme culturel est heureusement loin de faire l'unanimité dans les rangs de l'actuelle majorité. La génération des quadragénaires, en particulier, comprend bien que, dans notre « société salariale », il n'y a plus de majorité solide sur une telle orientation²⁰².

Mais que la crise économique et sociale s'aggrave significativement, et cette tendance s'affirmera.

La génération de Mai 68 se trouve confrontée à un nouveau défi historique. Elle arrive aux leviers de commande, alors que le capitalisme subit sa seconde grande crise du XX^e siècle. Porteuse des valeurs démocratiques et hédonistes de 1968, cette génération saura-t-elle inventer un nouveau mode de régulation économique et sociale, comme les démocrates et les sociaux-démocrates des années 30 l'ont fait pour la première grande crise du capitalisme ? Saura-t-elle édifier les institutions internationales et les procédures nécessaires à ce nouveau mode de régulation ? Saura-t-elle, en définitive, traverser et surmonter cette crise, qui s'annonce dure, en préservant les valeurs démocratiques, libertaires, hédonistes de sa jeunesse ?

Rendez-vous en 1998 : c'est alors que le bilan du mouvement de Mai pourra véritablement être dressé.

A suivre...

Postface à l'édition de 1998

Comment continuer ?

« Rendez-vous en 1998, concluait cet essai publié il y a dix ans : c'est alors que le bilan du mouvement de Mai pourra véritablement être dressé. » Nous y sommes. Cette conclusion, qui formulait elle-même, comme on l'a vu, un bilan provisoire, ne se bornait pas à botter en touche pour éviter d'énoncer un verdict définitif : elle précisait les critères selon lesquels un tel bilan devait être tiré.

La génération de 1968, aujourd'hui pratiquement aux affaires, a-t-elle su inventer un nouveau modèle de régulation économique et sociale, comme les sociaux-démocrates des années trente l'ont fait face à la première grande crise du capitalisme de ce siècle ? A-t-elle su édifier les institutions internationales et les procédures nécessaires à ce nouveau mode de régulation ? A-t-elle su, finalement, faire face aux grandes mutations de ces décennies en préservant les valeurs démocratiques, libertaires, hédonistes de sa jeunesse ?

Sur le premier point, la réponse est sans doute encore négative, mais le travail est en cours. Un débat a lieu au sein de la gauche européenne dont sortira, on peut raisonnablement l'espérer, le modèle social-démocrate du prochain demi-siècle, aussi distinct de celui de l'après-guerre que celui-ci l'était du socialisme des pères fondateurs. Ce débat, schématiquement, oppose trois tendances : une aile archéo-identitaire, qui nie l'obsolescence de l'ancien modèle social-démocrate, attribue la volonté de dépasser ce modèle à la pression idéologique des libéraux sur les partis et les gouvernements socialistes, et préconise non seulement la préservation des anciennes recettes, mais encore leur développement : augmentation des dépenses publiques, renforcement des règles et des normes imposées aux entrepreneurs, essor des emplois publics, croissance linéaire de l'État-protecteur. C'est la position de certaines ailes gauche des partis sociaux-démocrates et de ce qui reste des partis communistes. Il s'agit à mon sens d'une attitude conservatrice et nostalgique qui tourne le dos à l'indispensable rénovation des idées et des pratiques. Sa force réside dans le fait qu'elle exprime les inquiétudes d'une large partie de la base sociale de la gauche, ouvriers des industries traditionnelles, salariés de la fonction publique, employés du secteur tertiaire « standardisable », travailleurs en situation de précarité, menacés par la révolution technologique et la mondialisation.

À cette aile passéiste s'oppose une aile sociale-libérale ou « libérale de gauche », dont la figure emblématique est le New Labour de Tony Blair, mais qui compte de nombreux partisans dans les partis socialistes européens et se trouve sans doute majoritaire au sein du PSE. Cette tendance emprunte au libéralisme économique sa volonté de favoriser au maximum l'initiative des entrepreneurs privés. Ses tenants sont en effet convaincus que seuls les entrepreneurs privés sont capables de mener à bien la nécessaire modernisation des entreprises et de l'économie, et assurer ainsi à

nos sociétés un haut niveau de croissance et d'emploi. D'où leur plaidoyer pour la réduction des dépenses publiques, la baisse des impôts et des charges, l'accroissement de la flexibilité du travail...

Du projet social-démocrate, les libéraux de gauche conservent toutefois la volonté de garantir la solidarité avec les plus faibles – notamment par la rénovation des services publics – et la protection sociale de tous. De suppléer aussi aux limites et aux carences du marché, par d'autres moyens que ceux qui ont été mis en œuvre dans les années 50 et 60, mais qui devraient selon eux aboutir aux mêmes résultats, sans brider les capacités d'entreprendre, d'innover, de créer des richesses que recèle la société.

Une troisième tendance, enfin, néo-sociale-démocrate ou néo-keynésienne, est incarnée par la majorité du parti socialiste français (mais Oskar Lafontaine en a récemment donné la version allemande au dernier congrès du SPD). Ce courant voit dans la construction européenne — d'une Europe-puissance et pas seulement d'une Europe-espace – le cadre dans lequel une nouvelle politique économique volontariste et un nouvel État-protecteur pourraient se développer. Une nouvelle civilisation, aussi, fondée sur la réduction du temps de travail et l'extension du temps libre, l'éducation tout au long de la vie, la participation du plus grand nombre à la gestion de la Cité, l'accès de tous à la culture et aux loisirs. Le retour au pouvoir des partis sociaux-démocrates dans une série de pays clés – Grande-Bretagne, France, Italie, et, en septembre 1998, peut-être, Allemagne – va confronter ces positions à l'épreuve de la pratique et accoucher sans doute du compromis social-démocrate de la troisième génération.

S'agissant des institutions nationales et internationales sans lesquelles ce nouveau modèle social-démocrate ne saurait voir le jour, on doit noter, avec la création de la monnaie unique en 1998, un progrès significatif dans l'édification de l'Europe. Un pas décisif va être franchi, car on voit mal comment la monnaie unique n'entraînerait pas une série de conséquences politiques et sociales : politiques commerciale, financière et industrielle communes, harmonisation de la fiscalité, de la protection sociale et du droit du travail. La création du Conseil de l'euro et les sommets sur l'emploi ont posé de premiers jalons. Les quatre conditions formulées par les socialistes français à la création de l'euro sont en passe d'être réunies. Reste l'épineuse question de la réforme des institutions européennes et des méthodes de décision, pré-conditions de tout nouvel élargissement. Il n'est pas déraisonnable d'espérer que la génération aujourd'hui au pouvoir en Europe parviendra à surmonter cette difficulté, comme ses aînés ont réussi à en maîtriser quelques autres, de même calibre.

Concernant la préservation des valeurs démocratiques et hédonistes enfin, le bilan, largement positif, a été esquissé dans la préface de cette seconde édition. La menace principale vient ici de l'effritement des bases économiques de la démocratie : sécurité de l'emploi et équilibre entre pouvoirs économique, syndical et politique.

Le combat continue donc, au sein des mouvements sociaux, des associations, des

syndicats et des partis de gauche dans lesquels les soixante-huitards sont actifs et nombreux. Tant il est vrai que la transformation sociale est œuvre de longue haleine, jamais achevée, toujours recommencée.

Dieppe, janvier 1998.

HENRI WEBER

Universitaire, dirigeant gauchiste en 68, est aujourd'hui secrétaire national du parti socialiste et sénateur de Seine-Maritime.

Notes

- 1
Albert O. Hirschman, *Deux Siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Éd. du Seuil, 1995.
- 2
Voir ci-dessous, p. 26, 27,45,46 et 69 notamment.
- 3
Paris, Fayard, 1968.
- 4
Voir ci-dessous, chapitre 2, « Psychodrames », p. 61-72.
- 5
Paris, Gallimard, 1983.
- 6
Voir ci-dessous, chapitre 6, « Avènement de l'individualisme narcissique », p. 157-188.
- 7
Cf. Jean-Claude Guillebaud, *La Tyrannie du plaisir*, Paris, Éd. du Seuil, 1998.
- 8
Nicolas Baveretz, *Les Trente Piteuses*, Paris, Flammarion, 1997.
- 9
Laurent Cohen-Tanugi, *Le Droit sans l'État. Sur la Démocratie en France et en Amérique*, Paris, PUF, 1985.
- 10
Daniel Bensaïd et Henri Weber, *Mai 68 : une répétition générale*, Paris, Maspero, 1968.
- 11
Génération. t. I, *Les Années de rêve*, et t. II, *Les Années de poudre*, Paris, Éd. du Seuil, 1987-1988.
- 12
Union des étudiants communistes.

13

Paris. Balland, 1986.

14

Luc Ferry, Alain Renaut, *La Pensée 68*, Paris, Gallimard, 1985, p. 69.

15

Edgar Morin, J.-M. Coudray, Claude Lefort, *La Brèche*, Paris, Fayard, 1986. Henri Lefebvre, *L'Irruption : de Nanterre au sommet*, Paris, Anthropos, 1968. Alain Touraine, *Le Mouvement de Mai ou le Communisme utopique*, Paris, Éd. du Seuil, 1968 ; *La Société post-industrielle*, Paris, Denoël, 1968. *Pouvoirs*, 39, *Mai 68*, Paris, PUF, 1986.

16

Raymond Aron, *La Révolution introuvable*, Paris, Fayard, 1968. Raymond Marcellin, *Le Complot international*.

17

Régis Debray, *Modeste Contribution aux cérémonies officielles du dixième anniversaire*, Paris, Maspero, 1978. Gilles Lipovetsky, *L'Ère du vide*, Paris, Gallimard, 1983. Luc Ferry et Alain Renaut, *1968-1986. Itinéraires de l'individu*, Paris, Gallimard, 1986. Si Ferry et Renaut conservent un point de vue assez critique vis-à-vis de l'interprétation de Gilles Lipovetsky, qualifiée à juste titre de « continuiste » dans *La Pensée 68*, ce point de vue s'estompe dans leur second ouvrage, qui défend des positions très voisines, sinon identiques, de celles de Lipovetsky.

18

Raymond Marcellin, discours à l'Assemblée nationale, 14 novembre 1968.

19

Raymond Aron, *op. cit.*, p. 32, 33, 38, 53, 86.

20

Gilles Lipovetsky, *L'Ère du vide*, *op. cit.*, p. 62-63. Interprétation reprise pour l'essentiel par Luc Ferry et Alain Renaut (et défendue contre les salubres sarcasmes de Cornélius Castoriadis), dans *1968-1986. Itinéraires de l'individu*, *op. cit.*

21

Michel Crozier, *La Société bloquée*, Paris, Éd. du Seuil, 1971, p. 169.

22

Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col mao au Rotary*, Paris, Albin Michel, 1986.

23

Toutes proportions gardées, les Conventionnels ou les bolcheviks ne faisaient pas non plus l'histoire qu'ils croyaient faire. Mais « leur conviction d'ouvrir par leur action un avenir radicalement neuf » était quelque peu fondée.

24

Dénoncé par Régis Debray (*op. cit.*, p. 66), qui l'applique, néanmoins, avec brio.

25

Le trotskisme français était, depuis des lustres, divisé en trois branches : la Voix ouvrière, fondée en 1938, ancêtre de l'actuel parti d'Arlette Laguiller (Lutte ouvrière) ; l'Organisation communiste internationaliste (OCI), fondée en 1955 par Pierre Lambert et ancêtre de l'actuel MPPT (Mouvement pour un parti des travailleurs) ; le Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IV^e Internationale, dirigé par Ernest Mandel et Pierre Frank, ancêtre de l'actuelle Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine.

26

Voir *infra*. p. 58.

27

Texte de référence de la Jeunesse communiste révolutionnaire, adopté par son premier congrès en avril 1965 à Paris.

28

Texte de référence politique de la JCR, *op. cit.*, p. 39. Voir aussi l'éditorial *d'Avant-Garde Jeunesse*, 14, 27 mai 1968.

29

Yves Lenormand, alias Yves Sales – aujourd'hui énarque -, « Journées caennaises », *Avant-Garde Jeunesse*, 10-11, février-mars 1968, à rapprocher des déclarations de Raymond Aron, en 1979 : « Ces grèves prolongées de millions et de millions d'ouvriers restent encore aujourd'hui relativement mystérieuses, parce qu'il n'y avait pas eu de signes précurseurs » (*La Révolution introuvable, op. cit.*, p. 259).

30

Avant-Garde Jeunesse, 8, « L'exemple du Mans », p. 3.

31

Raymond Aron, *La Lutte des classes*, Paris, Gallimard, 1963, p. 214-230.

32

Ibid., p. 229 et 230.

33

« Les ouvriers du Mans montrent la voie », titrait à la une *Avant-Garde Jeunesse*, de novembre 1967.

34

Léon Trotski, *Les Tâches des communistes en Espagne. Écrits*, Paris, Éditions de la IV^e Internationale, 1960, t. III. « Lorsque la bourgeoisie renonce consciemment et obstinément à résoudre les problèmes qui découlent de la crise de la société bourgeoise ; lorsque le prolétariat n'est pas encore prêt à assumer cette tâche, ce sont souvent les étudiants qui occupent l'avant-scène. Dans le développement de la première révolution russe, nous avons observé ce phénomène plus d'une fois, il a toujours revêtu pour nous une signification énorme et symptomatique : cette activité révolutionnaire ou semi-révolutionnaire de la jeunesse signifie que la société bourgeoise traverse une crise profonde. La jeunesse petite-bourgeoise, sentant qu'une force explosive s'accumule dans les masses, tend à trouver à sa manière l'issue de cette impasse et à pousser plus avant dans le développement politique. »

35

Union des jeunes communistes (marxistes-léninistes) fondée en 1966, après l'exclusion des maoïstes de l'Union des étudiants communistes.

36

Olivier de Sardan, porte-parole de l'UJCml, a même suggéré, le 9 mai au palais de la Mutualité, que les bâtiments de la Sorbonne soient laissés aux CRS et transformés en caserne ; et qu'en échange la faculté de lettres de Paris soit transportée dans la caserne de CRS de Saint-Denis au milieu du peuple ouvrier...

37

En mars-avril 1973, un mouvement de masse lycéen se forme contre la loi Debré abrogeant les sursis. Il culmine le 2 avril, par une manifestation nationale à Paris, rassemblant 250 000 lycéens. C'est le véritable 68 des lycées et des collèges. La génération lycéenne qui mit en échec la loi Debré sera à l'origine des dernières grandes mobilisations étudiantes de la période : l'interminable grève contre la loi Saunier-Seïté sur la réforme du second cycle, en 1976.

38

Lénine, *La Faillite de la IP Internationale. Œuvres complètes*, Éditions de Moscou, p. 216-217.

39

Voir Jacques Chirac (*Les Mille Sources*, ouvrage inédit, cité dans *Le Nouvel Observateur*, 15-21 janvier 1988) : « Il m'a été donné de voir se décomposer, se dissoudre des hommes politiques tenus pour éminents dans l'univers gaulliste.

Certains d'entre eux ne mettaient plus les pieds chez le Premier ministre. D'autres, pris de panique, étaient allés jusqu'à prendre des contacts, plus ou moins discrets, avec François Mitterrand. D'autres encore, parmi les membres des cabinets, allaient et venaient, en proie à un désordre visible, se succédant de demi-heure en demi-heure, créant une agitation vaine, puis, un moment plus tard, ils tombaient dans un abattement de paralytiques. Les plus épouvantés témoignaient de leur fermeté en réclamant, pour le bien du gaullisme, la démission immédiate de son chef. »

40

Raymond Aron, *La Révolution introuvable*, *op. cit.*, p. 145.

41

Léon Trotski, *Histoire de la révolution russe*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Points Politique », 1979. « Cependant, le mouvement ne vient ni du cylindre, ni du piston, mais de la vapeur », ajoutait immédiatement l'organisateur de l'insurrection d'Octobre.

42

Le 24 mai 1968, lors de la manifestation monstre de la gare de Lyon, c'est le service d'ordre de la JCR qui protège les armureries du quartier de la convoitise des anars et des loubards.

43

Régis Debray, *Les Rendez-Vous manqués*, Paris, Éd. du Seuil, 1975 p. 128 : « Il [Pierre Goldman] prit bêtement au pied de la lettre les oraisons jaculatoires du moment : “ La Révolution, scandez-vous ? Chiche ! Où sont les armes, et que va-t-on en faire ? ” C'est l'abécé de toute situation de crise : la politique du cours normal devient alors un problème militaire, un rapport de force à trancher par la force des armes, ou par la décision de s'en servir. Que ce réflexe de bon sens ait pu le faire passer pour un “ aliéné ” auprès des acteurs de Mai en dit long sur le degré d'aliénation desdits acteurs. »

44

Texte de référence politique de la JCR, *op. cit.*, p. 57.

45

Déclaration de François Ceyrac à l'AFP (*Le Monde*, 13 juillet 1973).

46

Sur l'essor et l'action de ces mouvements, voir Hervé Hamon et Patrick Rotman *Génération*, t. II, *op. cit.*

47

Rouge, 154, 15 avril 1972.

48

C'était en 1988. Depuis, Pierre Juquin s'est éclipsé, mais le flirt continue avec Guy Hermier, député PC contestataire des Bouches-du-Rhône, et même avec Robert Hue.

49

Texte de référence politique de la JCR, *op. cit.*, p. 33-34 : « Les effets expansifs de la troisième révolution industrielle s'épuisent aujourd'hui lentement. Il est probable que la phase d'expansion longue caractérisant les pays capitalistes avancés depuis une vingtaine d'années touche à sa fin [...] La perspective d'une crise du système monétaire international se précise [...] Les crises du système capitaliste n'ont pas manqué en période de pleine expansion. Elles seront plus longues et plus graves dans le cadre d'un capitalisme stagnant. »

50

Les Temps modernes, 219-220, août-septembre 1968.

51

Ernest Mandel, *Der Spät-Capitalismus*, Berlin, 1971 (traduction française, *Le Capitalisme du troisième âge*, Paris, UGE, coll. « 10/18 », 1976).

52

Voir le « cri d'alarme » des trente-trois experts internationaux de l'*Institute for International Economies*, après le krach boursier d'octobre 1987 (*Le Monde* du 17 décembre 1987).

53

Il s'agit, rappelons-le, de la perspective de la grève générale, du rôle *d'avant-garde tactique* que jouerait le mouvement étudiant, de l'inéluctable mais provisoire échec de la révolution de Mai, « répétition générale » ; de l'extension de la radicalisation politique à la classe ouvrière, de la « recomposition révolutionnaire du mouvement ouvrier » ; et enfin, du retournement de l'onde longue expansive de l'économie mondiale.

54

Lorsqu'en juillet 1973, après la seconde dissolution de la Ligue par le ministre de l'Intérieur, Alain Krivine, coursé par toutes les polices de France, décide de comparaître devant la Justice, c'est encadré par Edmond Maire et François Mitterrand qu'il se livre aux pandores de Raymond Marcellin.

55

La Révolution introuvable, *op. cit.*, p. 26.

56

Cf. Luc Ferry et Alain Renaut, *La Pensée 68*, *op. cit.*, p. 93. Et aussi Alain Renaut,

« La révolution introuvable ? », *Pouvoirs*, 39, 1986.

57

La Révolution introuvable, op. cit., p. 32, 33, 38,41, 53, 86...

58

Ibid., p. 35.

59

Ibid., p. 37.

60

Ibid., p. 40 ; *Le Spectateur engagé*, Paris, Julliard, 1981, p. 254 ; *Mémoires, cinquante ans de réflexion politique*, Julliard, 1983, p. 473 : « Moi aussi, les 29 et 30, je craignis que la révolte ne glissât vers la révolution. »

61

La Révolution introuvable, op. cit., p. 40 : « Nous ne pouvons pas être moins révolutionnaires que le XV^e arrondissement ; s'ils veulent absolument nous donner le pouvoir, nous ne refuserons pas de le prendre. »

62

Tel n'est pas le cas d'Edgar Morin. Voir *La Brèche, op. cit.*, p. 31 : « Cette quasi ou péri-révolution n'a pas toutes les qualités. Même chez les anarchistes, répétons-le, le sens libertaire ne s'accompagne pas vraiment de ce sens libéral que donne l'expérience de la vraie dictature, ni de cette lucidité à distinguer les mots des choses que donne l'expérience du communisme d'appareil, ni cette critique véritablement radicale qui ose critiquer le marxisme, et qui est le trait du réveil intellectuel des pays de l'Est. »

63

Stanley Hoffmann, *Essais sur la France. Déclin ou renouveau ?*, Paris Éd. du Seuil, p. 165 sq.

64

Ibid., p. 208.

65

Ce que voit bien Michel Crozier (*La Société bloquée, op. cit.*, p. 169) : « Aron démontre que la révolution à laquelle rêvent les enragés ne peut arriver. Il en conclut que le message n'a aucun sens et que cette révolution introuvable n'est qu'une réminiscence et un mauvais rêve sans conséquence [...] Il a raison contre les révolutionnaires, il n'a pas raison contre les faits. »

66

Gilles Lipovetsky, *L'Empire de l'éphémère*, *op. cit.*, p. 288-291. Voir *infra*, chap. 6.

67

Régis Debray, *Les Rendez-Vous manqués*, *op. cit.*, p. 128.

68

La Révolution introuvable, *op. cit.*, p. 87-88 (c'est moi qui souligne).

69

Ibid., p. 39.

70

Ce que comprend aussi, parfaitement, une fois de plus, l'extralucide Edgar Morin : « Les groupuscules, isolés de tout, communiquaient eucharistiquement avec la classe ouvrière, et le dialogue avec le prolétariat s'établissait par ventriloquie politique. » (*La Brèche*, *op. cit.*, p. 25).

71

La Révolution introuvable, *op. cit.*, p. 32.

72

Ibid., p. 47 : « La pacification de la vie collective entraîne une sorte de refoulement des pulsions agressives. Même la libération sexuelle n'entraîne pas une satisfaction des désirs [...] L'homme, animal agressif, a besoin d'exprimer son agressivité. »

73

Ibid., p. 54 : « Je rappellerai, après d'autres, les travaux des biologistes ; nous savons que les rats et beaucoup d'autres animaux, à partir d'une densité excessive dans un espace donné, manifestent tous les signes de dérèglement que nous rattachons, dans le règne humain, à la névrose. Les étudiants français, en particulier ceux de Paris, souffrent d'une névrose de surpopulation, concentration d'un trop grand nombre dans un espace trop étroit. » En 1968, il y avait 130 000 étudiants dans la région parisienne. En 1978, il y en avait deux fois plus, sans que la névrose de surpopulation ne vienne frapper à nouveau.

74

Mémoires, *op. cit.*, p. 496.

75

Contrairement à ce qu'écrivent Raymond Aron, dans *La Révolution introuvable*, *op. cit.* (« Ailleurs des années de troubles dispersés, ici des troubles concentrés sur quelques semaines [...] »), et Gilles Lipovetsky, dans « Changer la vie, ou l'irruption de l'individualisme transpolitique », *Pouvoirs*, 39, *op. cit.* (« En mai, il s'est produit

une brève mais intense mobilisation publique [...] *Pendant plusieurs semaines*, les débats politiques au sens large du terme sont au centre des préoccupations [...] »).

76

Jean-Claude Guillebaud, *Les Années orphelines*, Paris, Éd. du Seuil, 1978.

77

Il y a évidemment tout un faisceau de raisons qui explique le non-bascullement du gauchisme soixante-huitard dans le terrorisme, en France. Le fait que ce soit les gaullistes qui se trouvaient aux leviers de commande, c'est-à-dire des résistants de la première heure, y est certainement pour beaucoup. Difficile de se représenter Jacques Chaban-Delmas et Pierre Messmer en « nouveaux occupants »...

78

C'est en 1960 qu'ont lieu les premiers *sit-in* d'étudiants noirs dans les restaurants racistes du Sud. En avril est fondé le *Student Non-Violent Coordinating Committee* (SNCC) ; en juin, le *Student for a Democratic Society* (SDS).

79

Daniel Bell, *Les Contradictions culturelles du capitalisme*, Paris, PUF, 1979.

80

Ibid., p. 81.

81

Ibid. p. 269-278.

82

C'est-à-dire exprimant la nostalgie des sociétés prémodernes, ou plus précisément des relations au monde et entre les hommes qui prévalaient avant la nouvelle poussée de modernisation.

83

André Gorz, *Stratégie ouvrière et Néo-Capitalisme*, Paris, Éd. du Seuil, 1964.
Michel Bosquet, *Critique du capitalisme quotidien*. Paris, Galilée, 1974.

84

France-Observateur, 5 novembre 1959, « Sociologie d'un échec ».

85

Régis Debray, *Modeste Contribution...*, *op. cit.* p. 13.

86

Victor Scherrer, dans un livre d'autre part fort contestable (*La France paresseuse*,

Paris, Éd. du Seuil, 1987), montre comment les salariés français sont passés en quinze ans de la semaine de travail la plus longue d'Europe à la durée annuelle de travail effectif (DATE) la plus courte des pays de l'OCDE.

87

Régis Debray, *Modeste Contribution...*, *op. cit.*, p. 90.

88

Voir Régis Debray, *La Puissance et les Rêves*, Paris, Gallimard, 1984 ; *Critique de la raison politique*, Paris, Gallimard, 1981 ; *Les Empires contre l'Europe*, Paris, Gallimard, 1985.

89

Voir Raymond Aron, *Dix-Huit Leçons sur la société industrielle*, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1963 ; *Démocratie et Totalitarisme*, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1965.

90

Voir *infra*, chap. 7.

91

Voir Edgar Morin, « Jeunesse », *L'Esprit du temps*, t. I, 1962, p. 205-221, réédition Grasset, 1975 (notamment p. 214-220) ; « Salut les copains », *Le Monde*, 6-7 juin 1963, reproduit dans *Introduction à une politique de l'homme*, p. 213-220, Éd. du Seuil, 1965 ; « Les adolescents », *Commune en France*, p. 139-161, Fayard, 1967 ; « Notes méthodologiques sur l'internationalité des 1. *L'Esprit du temps*, t. II, *Nécrose*, Paris, Grasset, 1975, p. 216-217.

92

Ibid., p. 214.

93

Ibid., p. 206 et 211.

94

Ibid., p. 170.

95

Tout, septembre 1970.

96

Cité par Alain Minc, *La Machine égalitaire*, Paris, Grasset, 1987, p. 61.

97

Edgar Morin, *Nécrose, op. cit.*, p. 197.

98

Ibid., p. 198.

99

Ibid., p. 181.

100

Voir Bertrand Lemmonier, *La Révolution pop dans l'Angleterre des années 60*, Paris, La Table Ronde, 1986.

101

Lénine.

102

Trotsky.

103

Mao.

104

Mai 68..., *op. cit.*, p. 55. Dans les pages suivantes, Alain Touraine souligne toutefois, on le sait, qu'en mai 1968 le mouvement étudiant s'est comporté moins en intelligentsia qu'en « base sociale », détachement avancé de la nouvelle classe des professionnels : « Le milieu étudiant ne se mobilisa pas seulement pour déclencher la lutte de classe ouvrière ou pour soulever le peuple contre les oligarchies régnautes, écrit-il. Il se mobilisa pour lui-même, pour la transformation de l'organisation universitaire et de la condition "étudiante". » Je crois, au contraire, que le milieu étudiant s'est mobilisé surtout comme intelligentsia, et secondairement, sinon accessoirement comme « base sociale ». J'en veux pour confirmation la rapide désaffection que les étudiants manifestèrent pour les questions universitaires et pour la « condition étudiante », après Mai, et, inversement, leur réceptivité longtemps maintenue aux problèmes politiques (Viêt-nam, Chili, Espagne...) et de « société » (contraception-avortement, prisons, environnement, Lip...).

105

Edgar Morin, *Nécrose, op. cit.*, p. 201.

106

Laurent Joffrin, *Un coup de jeune. Portrait d'une génération morale*, Paris, Arléa, 1987.

107

La Sinistra, Falce-Martello, etc.

108

Voir Robert Chapuis, *Les Chrétiens et le Socialisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.

109

L'Union des jeunesses communistes (UJCF) rassemble les lycéens et l'or pur des jeunes prolétaires ; l'Union des étudiants communistes (UECF), le vil plomb des fils de petits-bourgeois ; l'Union des jeunesses agricoles (UJAC) crée un peu plus tard les Jeunes Travailleurs de la terre ; l'Union des jeunes filles de France (UJFF) protège les jeunes militantes de la concupiscence de leurs camarades, tout en les insérant dans la lutte des classes.

110

Disciples de Pietro Ingrao, leader de l'aile gauche du PCI, d'inspiration austro-marxiste...

111

Voir *infra*, chap. 6.

112

Il s'agit de Julien Dray, d'Harlem Désir et de leur fine équipe de SOS-Racisme. Voir *infra*, chap. 7.

113

Stanley Hoffmann, *Essais sur la France...*, *op. cit.*, p. 100.

114

Antoine Prost, *L'École et la Famille dans une société en mutation*, Paris, Nouvelle Librairie de France, 1982.

115

Voir Raymond Aron, *La Révolution introuvable*, *op. cit.*, p. 57 : « Si par mandarinate on entend l'autorité discrétionnaire du chef d'équipe sur ses collaborateurs, la volonté de dicter à de plus jeunes la ligne à suivre, dans la recherche, le mandarinate n'attend pas le nombre des années... Dans les disciplines que je connais, ce qui me frappe, c'est l'accentuation du mandarinate intellectuel si l'on entend par là l'autoritarisme scientifique du chef d'équipe. »

116

Claude Lefort, « Le désordre nouveau », *La Brèche*, *op. cit.*, p. 143.

117

Stanley Hoffmann, *Essais sur la France...*, *op. cit.*, p. 215.

118

Ibid., p. 216-217.

119

Michel Crozier, *La Société bloquée*, *op. cit.*, p. 170.

120

Raymond Aron, *La Révolution introuvable*, *op. cit.*, p. 93.

121

Ibid., p. 95.

122

Alain Touraine, *Mai 68...*, *op. cit.*, p. 27 (et p. 11).

123

Alain Touraine, *La Société post-industrielle*, *op. cit.*, p. 98.

124

Ibid., p. 76-77.

125

Exemple de ces mises en demeure à répétition : l'allocution du 4 novembre 1965, par laquelle le général de Gaulle annonce sa candidature pour un nouveau septennat : « Que l'adhésion franche et massive des citoyens m'engage à rester en fonction, l'avenir de la République nouvelle sera décidément assuré. Sinon, personne ne peut douter qu'elle s'écroulera aussitôt et que la France devra subir – mais cette fois sans recours possible – une confusion de l'État plus désastreuse encore que celle qu'elle connut autrefois. » Cité par Jean Lacouture, *De Gaulle*, t. III, Paris, Éd. du Seuil 1986, p. 628.

126

Raymond Aron, *La Révolution introuvable*, *op. cit.*, p. 97.

127

Ibid., p. 96.

128

Ibid., p. 97.

129

Alain Touraine, *La Société post-industrielle*, *op. cit.*, p. 90.

130

Les « nouveaux mouvements sociaux » (féministe, homosexuel, écologiste, régionaliste, psy, etc.) ont, certes, polarisé des « professionnels » adultes dans les années 70. Mais, pour l'essentiel, ils furent des retombées, des redéploiements du mouvement juvénile de Mai. Ce sont des noyaux militants de mai 68, en rupture de groupuscules, et reconvertis dans ce qu'on n'appelait pas encore les « PDS » – les « problèmes de société » – qui les ont fondés et animés : anciens de l'UEC, de VLR de la Ligue... Ces mouvements retombent et dépérissent avec le reflux du gauchisme, la démobilisation de la génération de Mai, son grand repli sur la sphère privée. L'université n'est pas devenue « le lieu privilégié de l'opposition à la technocratie et aux forces dominantes qui lui sont associées [...], le lieu privilégié de formation des nouvelles luttes sociales » comme le prédisait Alain Touraine (*La Société post-industrielle, op. cit.*, p. 19 et 21). Le mouvement étudiant s'est désintéressé du combat contre l'université technocratique et pour une authentique démocratisation du système de formation. Il ne s'est même pas saisi des contre-pouvoirs que lui concédait la loi Faure pour peser sur l'institution. Moins de 10 % des inscrits participent aux élections universitaires. Les étudiants, qui étaient censés assumer, dans « notre société du changement », le rôle qu'assumait « *l'ouvrier qualifié, relativement privilégié* », « *dans une société qui reposait sur le travail directement productif* », se sont tout simplement démobilisés. Si le mouvement étudiant fut celui d'une « base sociale », détachement avancé de la « nouvelle classe des professionnels », fer de lance des « nouveaux mouvements sociaux antitechnocratiques », et non celui d'une intelligentsia, comment s'expliquent sa décomposition dans l'immédiat après-68 et son atonie pendant plus de dix ans ?

131

Depuis cinq siècles, au moins, que la bourgeoisie existe, de telles relèves sont monnaie courante. Aux XV^e et XVI^e siècles, c'est la *bourgeoisie commerçante* qui constitue la couche dirigeante de la bourgeoisie capitaliste ; la *bourgeoisie manufacturière* lui succède au XVII^e et au XVIII^e siècle ; elle est supplantée par la *bourgeoisie industrielle* au XIX^e siècle, elle-même évincée par la *bourgeoisie financière* au début du XX^e siècle. Aujourd'hui on assiste, depuis quelques décennies déjà, à l'avènement de la *bourgeoisie managériale* (ou directoriale, ou technocratique), composée de généralistes de la production capitaliste, « *top-managers* » ayant tous en poche leur permis de conduire les méga-organisations, et passant sans ambages du pilotage d'une grande administration à celui d'un groupe industriel ; du téléguidage d'un géant sidérurgique à celui d'un colosse de l'agro-alimentaire.

132

A ce sujet, lire les confessions de Julien Dray (*SOS-Génération*, Paris, Ramsay, 1987, p. 181 et 191), ex-dirigeant des secteurs lycéen et étudiant de la Ligue, sur le comportement de ses troupes au sein des mouvements contre les lois Debré (1973) et Saunier-Seïté (1976).

133

André Gauron, *Histoire économique et sociale de la V^e République*, t. I, Paris, La Découverte, 1983. Les smigards ne seront encore que 2 millions (12,5 %) après le relèvement de 35 % accordé à Grenelle.

134

Alain Minc (*La Machine égalitaire*, *op. cit.*, p. 83) rappelle que le salaire des cadres supérieurs représentait, en 1950, 2,89 fois le salaire moyen de l'ensemble des salariés, et 3,63 en 1967. Pour les cadres moyens, le ratio passe de 1,48 en 1950 à 1,74 en 1968. L'éventail se resserre au contraire fortement entre 1968 et 1986.

135

Chargée de promouvoir une politique des revenus, de type « contrat de progrès », dans le secteur public.

136

Voir Jean Lacouture (*De Gaulle*, t. III, *op. cit.*, p. 738) : « Dans une entreprise, déclare le président de la République lors de sa conférence de presse du 9 septembre 1968 – la première après les “ événements ” -, la participation doit prendre trois formes distinctes. Pour ceux qui y travaillent, il faut d'abord qu'elle comporte l'intéressement matériel direct aux résultats obtenus, ensuite le fait d'être mis au courant de la marche de l'entreprise dont le sort de chacun dépend, et enfin la possibilité de faire connaître et de faire valoir leurs propositions pratiques. »

137

Sur ces questions, voir la préface de Marcel Gauchet au livre de Benjamin Constant *De la liberté chez les modernes*, Paris, Livre de poche, coll. « Pluriel », 1980, notamment p. 68-69.

138

Voir *infra*, chap. 6.

139

Ça s'est vu : cf. Révolution, scission maoïste de la Ligue communiste...

140

Voir Jean-François Bizot, *Les Déclassés*, Paris, Le Sagittaire, 1974, Gilles Lipovetsky, *L'Ère du vide*, *op. cit.*

141

Ibid., p. 21.

142

Gilles Lipovetsky, *L'Empire de l'éphémère*, *op. cit.*, p. 337.

143

Edgar Morin, *Nécrose, op. cit.*, p. 177.

144

Comme l'a fait de son côté Michel Crozier (*La Société bloquée, op. cit.*, p. 171) : « La société bloquée était fondée sur la peur du face-à-face et sur une conception hiérarchique de l'autorité. Eh bien, la crise sera le festival du face-à-face et la contestation de l'autorité. » Et, plus loin : « Dans tous les secteurs, dans toutes les formes d'activité et dans tous les types de groupe, les rapports humains habituels ont été mis en question [...] On a cherché avec un acharnement systématique à supprimer toute barrière et toute contrainte à la communication [...] On a étalé les secrets, violé les tabous du langage et forcé à entendre ceux qui n'avaient jamais le temps d'écouter. »

145

Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel, op. cit.* Henri Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne, op. cit.* Jean Baudrillard, *Le Système des objets*, Paris, Denoël, 1968. Guy Debord, *La Société du spectacle, op. cit.* Pour une critique pertinente de cette réaction néo-romantique, voir Gilles Lipovetsky, *L'Empire de l'éphémère, op. cit.*

146

Sur la déconstruction du concept de romantisme et l'opposition entre romantisme révolutionnaire et romantisme réactionnaire, voir Michael Lowy, *Marxisme et Romantisme révolutionnaire*, Paris, Le Sycomore, 1979, p. 14.

147

Michael Lowy, « Messianisme juif et utopies libertaires en Europe centrale (1905-1923) », *Archives des sciences sociales des religions*, n° 51/1, 1981 ; voir aussi *Messianisme et Rédemption*, Paris, PUF, 1988.

148

Sur ces questions, voir Jean Baechler, *Les Phénomènes révolutionnaires*, Paris, PUF, 1970.

149

Gershom Scholem, *Le Messianisme juif*, Paris, Calmann-Lévy, 1974. Commenté par Michael Lowy, art. cité, p. 6 et 7. D'après Gershom Scholem, le messianisme de l'Ancien Testament présente trois caractéristiques :

a) Il combine à la fois une aspiration restauratrice, visant à rétablir un âge d'or perdu, une harmonie édénique brisée, et une aspiration utopique, visant à retrouver cette harmonie dans un avenir radicalement nouveau, un état de choses qui n'a jamais existé.

b) La rédemption s'effectue à la faveur d'une catastrophe : « Le messianisme juif

est dans son origine et dans sa nature – on ne saurait jamais assez y insister – une théorie de la catastrophe, écrit Scholem. Cette théorie insiste sur l'élément révolutionnaire cataclysmique, dans la transition du présent historique à l'avenir messianique. »

c) Le monde d'après la rédemption est un monde radicalement nouveau, paradisiaque, où la force du Mal aura été brisée ; un monde débarrassé du Mal, donc où les contraintes, interdictions, prohibitions imposées par la loi seront devenues inutiles. L'analogie entre la pensée messianique et l'anarchisme et le socialisme révolutionnaire modernes est soulignée par Scholem lui-même : « Le messianisme prouve à notre époque sa puissance, précisément en réapparaissant sous la forme de l'apocalypse révolutionnaire, et non plus sous la forme de l'utopie rationnelle (si l'on peut ainsi l'appeler) du progrès éternel qui fut comme le succédané de la rédemption à l'époque des Lumières. »

150

Congrès de Dijon, « Résolution politique », 1970.

151

« Violente ou pacifique, la révolution est d'abord une rupture, déclare François Mitterrand en 1971. Celui qui accepte la rupture avec l'ordre établi, avec le capitalisme, peut être adhérent du Parti socialiste » (cité par Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, t. II, *op. cit.*, p. 355).

152

La CFDT d'aujourd'hui, Paris, Éd. du Seuil, p. 172-173. Pour une autocritique de cette orientation, voir Edmond Maire, *Nouvelles Frontières pour le syndicalisme*, Paris, Syros, 1987 (notamment : « Interrogations sur l'entreprise et l'anticapitalisme, l'individu et l'action syndicale », p. 131-149).

153

Ibid., p. 132-133.

154

Élie Cohen, *Déclin ou Renouveau de l'industrie européenne* (texte ronéotypé).

155

Excédent brut d'exploitation rapporté à la valeur ajoutée.

156

Groupe de travail CNPF-administration des Finances, *Les Charges des entreprises françaises. Rapport au Premier ministre*. Paris, La Documentation française, 1984, p. 94. De même, le rapport Dalle (juin 1987) oppose le cas français, où les salaires réels ont continué de croître chaque année plus vite que la productivité jusqu'en 1980, aux cas japonais et américain, où le rythme d'accroissement a chuté presque

instantanément dès l'entrée dans la crise, passant de 8,3 % à 2,9 % par an au Japon et de 1,4 % à 0,2 % aux États-Unis.

157

Sur une base 100 en 1982, les investissements productifs en volume seraient passés en 1987 à 109,3 pour la France, 127 pour la RFA, 129,3 pour la Grande-Bretagne 125,2 pour les États-Unis. 1. Edmond Maire : « Nous reconnaissons quant à nous la fonction de chef d'entreprise comme légitime. C'est en quoi nous innovons. A cette réserve près que cette fonction doit être réduite à ce en quoi et pour quoi elle est utile : aucun pouvoir absolu n'est légitime. Et nous savons que la tendance naturelle des chefs d'entreprise est de prendre appui sur la légitimité de cette fonction pour exercer un pouvoir allant bien au-delà, un pouvoir abusif. »

158

Pouvoirs, 39, *op. cit.*, p. 10.

159

Voir *La Brèche*, *op. cit.*, p. 62.

160

Ibid., p. 108.

161

Gilles Lipovetsky, *L'Ère du vide*, *op. cit.*, p. 51.

162

Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, t. II, Paris, Gallimard, 1961, p. 104 *sq.* A comparer avec Gilles Lipovetsky :

« L'individualisme se distingue par deux traits corrélatifs signifiant un même affaiblissement du lien social : d'un côté, un phénomène de repli sur soi et d'investissement intense de la sphère privée : les individus se " retirent à l'écart ", se tournent vers eux-mêmes, poursuivent leurs intérêts privés en vue d'une vie meilleure pour eux-mêmes et leurs proches ; de l'autre, un phénomène de désaffection de la res publica, de démotivation pour les grandes questions engageant l'ordre de la cité : faible participation aux actions collectives, indifférence pour le lien collectif, " dépolitisation " traduisent cette suprématie de l'esprit individualiste » (*Pouvoirs*, 39, *op. cit.*, p. 92).

163

Ibid.

164

Régis Debray, *Modeste Contribution...*, *op. cit.*, p. 66.

165

Gilles Lipovetsky, *L'Ère du vide*, *op. cit.*, p. 93.

166

Luc Ferry et Alain Renaut, *1968-1986. Itinéraires de l'individu*, *op. cit.*, p. 30 : « Disons les choses nettement : la plupart des propos qu'on a pu lire ces derniers temps sur l'individualisme érigeaient en son *essence* ce qui n'en est qu'un *accident*. » Au nombre de ces propos, il faut ranger toutefois, des mêmes Renaut et Ferry, *La Pensée 68* (*op. cit.*).

167

André Glucksmann, *La Cuisinière et le Mangeur d'hommes*, Paris, Éd. du Seuil, 1974.

168

Voir Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*. t. II, *op. cit.*

169

De holos : totalité. Louis Dumont (*Essais sur l'individualisme*, Paris, Éd. du Seuil 1983, p. 273-276) oppose les sociétés holistes, où la totalité sociale prime les individus et leur assigne leur statut, leur fonction, leur identité (la société hindoue des castes, par exemple) aux sociétés individualistes, où les individus priment la totalité sociale et sont eux-mêmes la source des valeurs, des normes, des rôles sociaux.

170

Gilles Lipovetsky, *L'Ère du vide*, *op. cit.*, p. 97 : « A coup sûr l'idéologie révolutionnaire est une figure de l'idéologie individualiste, écrit-il, elle n'est possible que sur fond d'une représentation du social constitué d'unités libres et égales, sources ultimes du pouvoir et des orientations légitimes, elle se donne pour mission la réalisation définitive des grandes valeurs individualistes : l'égalité et la liberté des personnes. »

171

Ibid., p. 56.

172

Albert Hirschman, *Bonheur privé, Action publique*, Paris, Fayard, 1983.

173

Voir Rosa Luxemburg, *Grève de masse, Parti, Syndicat* ; Léon Trotski, *Histoire de la révolution russe*, etc.

174

Gilles Lipovetsky, *L'Ère du vide*, *op. cit.*, p. 61-64 : « Après l'atomisation sociale, l'atomisation du moi : un “ centre volontaire ”, avec ses certitudes intimes, sa force intrinsèque, représente encore un foyer de résistance à l'accélération des expérimentations [...] »

175

Voir Laurent Joffrin, *op. cit.* ; Guy Konopnicki, *L'Age démocratique*, Paris, Grasset, 1987.

176

Régis Debray (*Lettre aux communistes français et à quelques autres*, Paris, Éd. du Seuil, 1978, p. 55-56) a bien vu ce ressort de l'individualisme actuel : « Nous sommes tous libertaires en état de paix. L'incoercible remontée des idéologies et attitudes anarchisantes au sein de l'intelligentsia française d'aujourd'hui [1978] est un phénomène mécanique et naturel, contrepartie de trente-cinq ans de paix internationale et civile [...] A quoi bon s'organiser puisque je vis beaucoup mieux sans contraintes ? A quoi bon un parti ? A quoi bon un État ? Toutes remarques pertinentes qui peuvent se résumer en une seule : à quoi bon faire la guerre puisque personne ne veut ma mort ? »

177

Voir Michel Crozier, *La Société bloquée*, *op. cit.*, p. 178, 179.

178

Cornelius Castoriadis (« Les mouvements des années 60 », *Pouvoirs*, 39, *op. cit.*, p. 113) voit dans la déception des « mobilisés de Mai » et dans leur propre privatisation commençante le succès non seulement de la « nouvelle philosophie », mais des auteurs de la prétendue « pensée 68 », identifiés par Ferry et Renaut : Gilles Deleuze, Michel Foucault, Derrida, Jacques Lacan, Louis Althusser. « Ce que les idéologues fournissent après coup, c'est à la fois une légitimation des limites (des limitations, en fin de compte : des faiblesses historiques) du mouvement de Mai (vous n'avez pas essayé de prendre le pouvoir, vous avez eu raison, vous n'avez même pas essayé de constituer des contre-pouvoirs, vous avez encore eu raison car qui dit contre-pouvoir dit pouvoir, etc.) et une légitimation du retrait, du renoncement, du non-engagement ou de l'engagement ponctuel et mesuré : de toute façon, l'histoire, le sujet, l'autonomie ne sont que des mythes occidentaux, cette légitimation sera du reste rapidement relayée par la chanson des nouveaux philosophes à partir du milieu des années 70 : la politique vise le tout, donc elle est totalitaire, etc. (et elle en explique aussi le succès). Avant de se replier sur les “ résidences secondaires ” et la vie privée, et, pour ce faire, les gens ont eu besoin d'un minimum de justification idéologique... »

179

Gilles Lipovetsky, *L'Empire de l'éphémère*, *op. cit.*

180

Voir Stanley Hoffmann, « Paradoxes de la Communauté politique française », *A la recherche de la France*, Paris, Éd. du Seuil, 1963, p. 17-26.

181

Raymond Aron, *La Révolution introuvable*, *op. cit.*, p. 39.

182

A son Congrès de Bad-Godesberg, en 1959, le Parti social-démocrate allemand a officiellement rompu avec le marxisme et s'est rallié à l'économie de marché. De cette époque date sa devise : « Le marché, autant que possible ; le Plan, autant que nécessaire. »

183

Vive la Révolution, groupuscule maoïste né d'une scission de l'UJCml et dirigé par le futur architecte Roland Castro.

184

D'après *Juniorscopic*, Paris, Larousse, 1986 : il y a un million d'étudiants dans les universités, 400 000 lycéens en terminale, et 1,4 million dans le second cycle du secondaire : soit une population scolaire en âge de manifester de 2,2 millions. Cité par Laurent Joffrin, *Un coup de jeune*, *op. cit.*, p. 73.

185

Gilles Lipovetsky, *L'Empire de l'éphémère*, *op. cit.*, p. 332. Voir aussi Luc Ferry et Alain Renaut (1968-1986. *Itinéraires de l'individu*, *op. cit.*, p. 71) : « Le mouvement de novembre-décembre 1986 creuse davantage encore ce qu'il y avait d'égoцентриque dans le début des années 80 : ce mouvement, c'est le moins qu'on puisse dire, n'a guère réfléchi sur les inégalités réelles, il s'est contenté de viser la préservation des droits acquis. »

186

Bruno Frappat, « Réussir, disent-ils », *Le Monde*, 2 décembre 1986.

187

Voir Bernard Lacroix, « Le parti pris du réalisme », *Pouvoirs*, 39, *op. cit.*, p. 121-122. Voir aussi Raymond Aron, *La Révolution introuvable*, *op. cit.*, p. 55.

188

Il y a 11 millions d'étudiants aux États-Unis soit 5,2 % de la population : 2,4 millions au Japon (2,13 %) ; 200 000 en Suède (2,4 %) ; 1 million en France (1,9 %). Les États-Unis consacrent 1,16 % de leur produit intérieur brut à l'enseignement supérieur, les Pays-Bas 1,75 %, la Grande-Bretagne 1,13 %, la RFA 0,61 %, la France reste à la traîne avec 0,5 %. Guère plus que la Corée du Sud. Et

1968, l'État dépensait 30 000 francs par étudiant et par an, 20 000 francs aujourd'hui. Voir Sylvie Coignard, « Université : le naufrage », *Le Point*, 14 décembre 1987.

189

Voir le témoignage de Laurent Joffrin, *Un coup de jeune*, *op. cit.*, p. 12 *sq.* : « Début novembre, bien avant le moindre commencement de grève, Harlem Désir et Julien Dray, les deux principaux animateurs de SOS-Racisme, rencontrent un journaliste de *Libération*. Le projet Devaquet, disent-ils, ne passera pas comme une lettre à la poste. Il va y avoir une résistance. Et, devant le scepticisme de leur interlocuteur, les deux compères décrivent par le menu l'atmosphère de certaines facultés, l'ambiance de certains lycées, qui annonçaient déjà, à l'insu de toute la presse et des autorités, ce que pouvait réaliser la nouvelle génération. C'est un fait : SOS-Racisme est, avant novembre 1986, la seule force politique importante à avoir compris puis mobilisé la "génération morale". »

190

Meurtres de Loïc Lefèvre, de William Normand, en juillet 1986 : deux jeunes de moins de 25 ans, abattus sans sommation.

191

D'après le projet Chalandon, seront considérés désormais comme délinquants non seulement les trafiquants et les *dealers*, mais aussi les consommateurs...

192

Laurent Joffrin, *Un coup de jeune*, *op. cit.*, p. 22.

193

Voir Julien Dray, en 1984 (cité par Laurent Joffrin, *Un coup de jeune*, *op. cit.*, p. 61) : « Peu de gens s'en sont rendu compte, mais il se passe des choses très intéressantes dans les lycées. Comme s'il y avait une nouvelle génération, à mille lieues de la bof-génération, pas **du** tout bof-génération. »

194

Jean-Claude Guillebaud, *Les Années orphelines*, *op. cit.*

195

Le Monde du 11 décembre 1986.

196

Libération du 8 janvier 1988.

197

Voir Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte...*, *op. cit.* ; Jean-Pierre Garnier et Louis

Janover, *La Deuxième Droite*, Paris, Robert Laffont, 1986 ; François-Bernard Huyghe et Pierre Barbès, *La Soft Idéologie*, Paris, Robert Laffont, 1987.

198

Voir, sur ces questions, Giovanni Sartori, *Théorie de la démocratie*, Paris, Armand Colin, 1973, p. 55.

199

La Brèche, *op. cit.*, p. 30.

200

Laurent Joffrin, *Un coup de jeune*, *op. cit.*, p. 112.

201

Il convient de noter, à cet égard, la prudence d'un économiste marxiste comme Ernest Mandel lui-même. Encore aujourd'hui (décembre 1987) l'hypothèse d'une crise de la gravité de celle de 1929 lui semble une hypothèse plausible, mais non probable.

202

Voir les réactions de Noir, Séguin, Léotard, Barzach et même Toubon face au Front national et à ses chevaux de bataille.